Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 8170776
Centre d'intérêt: 00

Québec (Province) Mission de planification du Nord-Ouest québécois.

Mission de planification du Nord-Ouest québécois : dossier statistique de l'éducation / Ministère de l'éducation. -- [Québec] : Le Ministère, 1971.
v, 235 f. : graph. ; 28 cm. -- (Documents / Ministère de l'éducation du Québec. Education et planification régionale ; 8.02)

Code: 28-1117.

Cote Dewey: 370.97141/03m Cote LC: LA/418/.03

Descripteur(s): *Population *Population étudiante *Personnel enseignant *Personnel non enseignant *Personnel administratif *Financement *Bâtiment *Coût *Education des adultes *Maternelle (Niveau) *Primaire (Niveau) *Secondaire (Niveau) *Collégial (Niveau)

Dans le cadre de la Mission de planification de la région du Nord-Ouest, le ministère de l'Education a entrepris l'évaluation statistique de la situation de l'éducation dans cette région. Les données portent sur la population (1956, 1961, 1966), les programmes scolaires, la clientèle scolaire (1967-1968 à 1969-1970), le personnel enseignant, administratif et professionnel non enseignant (1967-1968 à 1969-1970), le financement (1965-1966 à 1969-1970) et l'équipement.

Les données sont traitées en fonction des niveaux préscolaire, primaire, secondaire et collégial ainsi que pour l'éducation des adultes. Les sources de renseignement sont multiples: recensement canadien, étude de Henripin et Légaré, SIMEQ, fichier des écoles, états financiers des commissions scolaires, etc.

Au premier janvier 1970, on compte 98 commissions scolaires locales catholiques et protestantes, y compris les commissions scolaires dissidentes, dans la région. Elle possède également quatre commissions scolaires régionales et deux établissements collégiaux (le cégep de Rouyn et l'Ecole normale d'Amos) qui se fusionneront en septembre 1970. La clientèle étudiante est de 55254 personnes au niveau des commissions scolaire en 1969-1970 et de 1061 personnes au niveau collégial.

Type de document: s
Région(s) administrative(s): 08
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8170776

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

DOCUMENTS
ÉDUCATION ET PLANIFICATION RÉGIONALE **8-02**

MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST OUÉBÉCOIS

DOSSIER STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION

juillet 1971

28-1117

E D U Q 8170776

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

DOCUMENTS
ÉDUCATION ET PLANIFICATION RÉGIONALE **8-02**

MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST OUÉBÉCOIS

DOSSIER STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION

juillet 1971

28-1117

TABLE DES MATIERES

		Page
INTRODUCTION		2
A.	LA POPULATION DE LA REGION DU NORD-OUEST	7
	I. Evolution: 1956-1966	7
	II. Perspective 1966-1976	8
	III. Quelques caractéristiques démographiques de la population du Nord-Ouest	9
	a) L'âge et le sexe	11
	b) Migration et natalité	14
B.	LA POPULATION DES TERRITOIRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES REGIONALES DU NORD-OUEST	19
	I. Evolution de la population	19
	II. Quelques caractéristiques démographiques de la population des territoires de C.S.R.	22
CHAPITRE I	LES PROGRAMMES SCOLAIRES	26
A.	NIVEAU ELEMENTAIRE	27
B.	NIVEAU SECONDAIRE	32
C.	NIVEAU COLLEGIAL	35

Page

CHAPITRE II LES CLIENTELES SCOLAIRES 38

A. NIVEAUX MATERNELLE, ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE 40

I. La clientèle scolaire de 1967-68 à 1969-70 40

II. Les prévisions scolaires 50

B. LE NIVEAU COLLEGIAL 55

C. L'EDUCATION PERMANENTE 60

CHAPITRE III LE PERSONNEL ENSEIGNANT, ADMINISTRATIF ET PROFESSIONNEL NON-ENSEIGNANT 62

A. LE PERSONNEL ENSEIGNANT 64

I. Niveaux maternelle, élémentaire et secondaire 64

a) Les années 1967-68 à 1969-70 64

b) Les besoins en maîtres 70

II. Niveau collégial 71

III. Perfectionnement des maîtres 73

B. LE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET PROFESSIONNEL NON ENSEIGNANT 76

I. Niveau élémentaire 78

II. Niveau secondaire 80

a) Les principaux d'écoles 80

b) Le personnel administratif et professionnel non-enseignant 82

		Page
CHAPITRE IV LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION		85
A. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT EN VIGUEUR		86
I.	Les dépenses d'opérations courantes	86
	a) Niveau élémentaire	86
	b) Niveau secondaire	89
	c) Niveau collégial	90
	d) Niveau universitaire	90
II.	Les dépenses d'immobilisations	91
	a) Commissions scolaires locales et régionales	91
	b) CEGEP	92
	c) Les universités	93
B. LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU ELEMENTAIRE		93
I.	Les dépenses	94
II.	Les revenus	100
	a) L'imposition foncière	102
	b) Les subventions du gouvernement	104
C. LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU SECONDAIRE		108
I.	Les dépenses	109
II.	Les revenus	111
III.	Le rendement de l'impôt foncièr et des subventions gouvernementales	114
	a) Le rendement de l'impôt foncier	114
	b) Le rendement des subventions gouvernementales	115

Page

D. LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU COLLEGIAL 117

E. LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION PERMANENTE 118

I. Niveau secondaire 118

II. Niveau collégial 120

CHAPITRE V L'EQUIPEMENT SCOLAIRE 122

A. NIVEAU ELEMENTAIRE 126

I. Inventaire des écoles et des locaux 126

II. Utilisation des écoles et des locaux 129

a) Locaux utilisés par les C.S.L. 129

b) Locaux loués par les C.S.L. 132

III. Locaux vacants 133

B. NIVEAU SECONDAIRE 135

I. Inventaire des écoles et des locaux 135

a) Ecoles appartenant aux C.S.R. 137

b) Locaux loués par les C.S.R. 138

II. Projets de construction et d'agrandissement 141

a) Nature des projets 141

b) Conséquences de ce programme 146

C. NIVEAU COLLEGIAL 147

		Page
D.	EDUCATION PERMANENTE	147
ANNEXE A	LES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION DU NORD-OUEST	148
ANNEXE B	LES CLIENTELES SCOLAIRES	161
ANNEXE C	LE PERSONNEL ENSEIGNANT, ADMINISTRATIF ET PROFESSIONNEL NON-ENSEIGNANT	173
ANNEXE D	LE FINANCEMENT	188
ANNEXE E	L'EQUIPEMENT SCOLAIRE	227

INTRODUCTION

L'Office de Planification du Québec (OPDQ) demandait, en février 1970, au ministère de l'Education de participer à la Mission de Planification de la région du Nord-Ouest du Québec. Cette participation s'est concrétisée selon deux axes majeurs:

a) l'évaluation statistique de la situation de l'éducation dans cette région et

b) l'identification d'une problématique éducative pouvant mener à l'élaboration d'un plan de développement de l'éducation.

Un document préliminaire portant sur les données statistiques régionales en éducation avait été publié en juin 1970. Cette première version a été corrigée et la présentation de certains chapitres modifiées. Le présent document constitue donc la version finale de ce premier dossier technique. Par ailleurs, les données qui y sont présentées sont pour les mêmes années que dans le premier texte. Il ne s'agit donc pas d'une mise à jour des informations, mais d'un raffinement de ces dernières.

Dans la région administrative scolaire du Nord-Ouest on compte 98 commissions scolaires locales catholiques et protestantes y compris les commissions scolaires dissidentes au 1er janvier 1970. La région est dotée de quatre commissions scolaires régionales offrant un enseignement général et professionnel assez extensif. Au niveau

collégial, deux institutions assuraient pour l'année 1969-70 cet enseignement, il s'agit du CEGEP de Rouyn et de l'Ecole normale d'Amos. En septembre 1970, le CEGEP sera le seul dispensateur de l'enseignement collégial public de la région car l'école normale y sera fusionnée. Nous ne possédons que peu d'informations concernant la mise en place de l'Université du Québec dans la région, des cours y seront offerts, etc. Il semble bien cependant que l'Université du Québec ouvrira un centre universitaire dans la région, sans toutefois, pour le moment du moins, en faire une constituante de l'Université.

Le dossier comprend cinq chapitres:

I - Les programmes scolaires

II - La clientèle scolaire

III- Le personnel enseignant, administratif et professionnel non-enseignant

IV - Le financement

V - L'équipement

Ces thèmes sont traités en fonction des niveaux maternelle, élémentaire, secondaire et collégial selon la disponibilité des informations pour ces niveaux. Dans la plupart des chapitres une section est réservée à l'éducation des adultes au secondaire et au collégial. Les sources qui

ont servi au montage de ce dossier sont multiples, nous avons cependant tenter de réduire au minimum les différences statistiques entre ces diverses sources. Les recensements fédéraux de 1956, 1961 et 1966 de même que les prévisions démographiques de J. Henripin et J. Légaré constituent les sources principales de la section sur les caractéristiques démographiques de la population du Nord-Ouest. Les programmes scolaires ont été définis à partir d'une étude effectuée par l'équipe de PRISME auprès des commissions scolaires locales et des données fournies par les commissions scolaires régionales pour le niveau secondaire, le CEGEP de Rouyn et l'Ecole normale d'Amos pour le niveau collégial.

La clientèle scolaire et le personnel enseignant ont tous deux fait l'objet d'un programme informatique effectué par ce service du ministère de l'Education pour les années 1967-68 et 1968-69. Pour l'année 1969-70, les données proviennent du fichier des écoles tel que fourni par les écoles et commissions scolaires au 30 septembre 1969. Par ailleurs, les informations concernant l'enseignement professionnel au niveau secondaire et collégial et à l'éducation permanente nous ont été fournies directement par les institutions concernées. Pour le chapitre sur le financement de l'éducation, les données de 1965-66 à 1968-69 ont été recueillies dans les états financiers des commis-

sions scolaires, celles de 1969-70 l'ont été dans les prévisions budgétaires telles qu'envoyées à la Direction générale du Financement. Les informations concernant l'équipement proviennent des commissions scolaires elles-mêmes. Plusieurs de ces données ont été fournies à partir de questionnaires ou feuilles-cadres préparées spécialement pour la Mission de planification du Nord-Ouest afin d'obtenir des informations uniformes et comparables entre elles.

Nous tenons à remercier les personnes des commissions scolaires locales et régionales, du CEGEP de Rouyn et de l'Ecole normale d'Amos qui ont complété les formulaires que nous leur avons fait parvenir de même que les directeurs généraux de ces institutions pour leur étroite collaboration. Nous remercions également la Direction générale du Financement qui a mis à notre disposition toutes les informations financières nécessaires pour la constitution du dossier, la Direction générale des Bureaux régionaux pour l'aide qu'elle nous a procurée dans l'organisation de cette phase de la Mission. Nos remerciements s'adressent en plus aux directeurs des bureaux régionaux de Montréal, de Québec, de Hull et de Rimouski pour le personnel qu'ils nous ont prêté à différentes étapes de la constitution du dossier.

Nous avons cru qu'il serait intéressant de pré-

senter, dans cette partie de l'introduction, les caractéristiques démographiques de la population du Nord-Ouest vu leur influence directe sur le système d'éducation.

A. LA POPULATION DE LA REGION DU NORD-OUEST[1]

1. EVOLUTION: 1956-1966

Le Nord-Ouest québécois comprend une population numérique très faible (173,000 personnes en 1966) qui s'est accrue beaucoup moins rapidement que celle du Québec au cours de la période 1956-1966 (tableau 1).

Tableau 1- Accroissement procentuelle de la population québécoise et du Nord-Ouest, 1956-1966

	1956-1961	1961-1966	1956-1966
Québec	13.6	9.9	23.5
Nord-Ouest	7.2	3.2	11.3

1) La région scolaire du Nord-Ouest, celle que nous étudions ici, coincide avec le territoire de 4 C.S.R. du Nord-Ouest soit: Du Cuivre, Harricana, Lalonde et La Vérendrye. Ce territoire est plus considérable que celui de la région administrative du Nord-Ouest. La première groupe 173,099 personnes alors que la seconde en comprend 160,142 soit une différence de 12,957 personnes ou 12957/173099 X 100= 7.5%. On ne peut que déplorer cette non concordance des frontières.

Il s'en suit que, proportionnellement à la population du Québec, l'importance de la région diminue:

en 1956: la région groupe 3.4% de la population québécoise,

en 1961: la région représente 3.2% de la population québécoise,

en 1966: la région groupe 3.0% de la population du Québec.

II. PERSPECTIVES 1966-1976

Les prévisions de population préparées par Jacques Henripin et Jacques Légaré[1] pour la région du Nord-Ouest (Abitibi-Témiscamingue) peuvent être utilisées pour les fins de ce travail. En effet la seule différence territoriale entre la région économique de l'Abitibi-Témiscamingue et la région scolaire du Nord-Ouest est que cette dernière région délaisse au profit du Nouveau-Québec le territoire de Mistassini soit 1938 habitants[2] en 1961.

L'hypothèse moyenne de ces deux démographes évalue à 168,100 personnes la population de ce territoire en 1976 soit une diminution de 1.3% par rapport à 1966 (tableau 2)

---

1) Henripin Jacques, Jacques Légaré, Evolution démographique du Québec et de ses régions, 1966-1986. Les presses de l'Université Laval, Québec 1969, 130 pages.

2) Recensement du Canada, 1966. Vol 1 (1-4), tableau 9.

Tableau 2 Evolution future de la population du Nord-Ouest 1966-1976

	1966-1976	1971-1976	1966-1976
Québec	+8.6%	+8.7%	+18.0%
Nord-Ouest	-0.5%	-0.8%	- 1.3%

La population du Québec devant s'accroître de 18% pendant cette décennie, il s'en suit que, par rapport à la population québécoise celle du Nord-Ouest voit son importance numérique décroître:

1966: 3.0% de la population du Québec

1971: 2.8% de la population du Québec

1976: 2.5% de la population du Québec

III. QUELQUES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION DU NORD-OUEST.

Territoire de colonisation, domaine forestier et minier important, le Nord-Ouest a vu sa population croître très rapidement durant la première moitié du XXe siècle. Depuis 1956, principalement pour des raisons d'ordre économique, cette croissance s'est presque arrêtée. Les naissances, très nombreuses jusqu'au début des années soixante, ont peine à compenser les pertes subies par suite d'une très forte émigration des jeunes adultes (15-30 ans). La structure par

âge et sexe du Nord-Ouest traduit fort bien cette situation (voir tableau 1 et 2). En effet, les groupes âgés (plus de 65 ans) ont une faible importance, les moins de 20 ans représentent plus de 52% de la population (voir tableau 3); les hommes, premiers attirés par ce nouveau domaine y sont encore fortement majoritaires, surtout au delà de 40 ans et les jeunes adultes émigrent en grand nombre. Les naissances calculées grâce au rapport enfants/femmes ont brusquement diminuées entre 1961 et 1966 (voir tableau 4).

Tableau 3 Répartition de la population du Nord-Ouest et du Québec selon trois grands groupes d'âges, 1956, 1961 et 1966.

Groupes	Nord-Ouest			Québec		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-19	52.8	53.5	52.5	43.0	44.3	43.4
20-64	44.5	43.3	43.7	51.3	49.9	50.5
65 ans et plus	2.7	3.2	3.8	5.7	5.8	6.1
Tous âges	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 4 Statistiques tirées de la structure par âge et sexe du Nord-Ouest, 1956, 1961, 1966, prévisions pour 1971 et 1976.

	1956	1961	1966	1971[1]	1976[1]
Rapport de masculinité[a]	112.3	109.3	107.9	107.0	106.5
Proportion de moins de 15	43.3	43.3	41.6	38.0	33.9
Proportion de plus de 65	2.7	3.2	3.8	4.7	5.8
Taux de dépendance des jeunes[b]	80.5	80.6	76.2	66.3	56.2
Taux de dépendance des vieux[c]	5.0	6.0	7.0	8.2	9.6
Taux de dépendance total[d]	85.5	86.6	83.2	74.5	65.8
Rapport enfants/femmes[e]	1067.7	1080.1	913.4	772.2	757.7

a) (hommes/femmes) 100

b) (population âgée de 0-14/population 15-64 ans) 100

c) (population âgée de plus de 65 ans/population 15-64 ans) 100

d) (b + c)

e) (enfants 0-4 ans/femmes 20-44 ans) 1000

a) <u>L'âge et le sexe</u>

Une des principales caractéristiques de la population du Nord-Ouest tient à la dominance numérique du sexe masculin. Encore en 1966, tous les groupes d'âges comptent plus d'hommes que de femmes[2], en particulier ceux au-delà de

1) Voir la structure par âge complète au tableau 3 de l'annexe A.

2) Il n'y a évidemment rien d'anormal à observer une prédominance masculine pour les jeunes groupes d'âges. Il ne s'agit là que d'une conséquence de la surnatalité masculine. En effet il nait environ 105 hommes pour 100 femmes.

40 ans, soit ceux-là même qui normalement présentent une majorité féminine; celle-ci ayant alors une plus faible mortalité que les hommes. Le Québec pour sa part compte plus de femmes que d'hommes au-delà de 40 ans. Cette dominance masculine dans la région du Nord-Ouest s'estompe graduellement. On observe, en effet, que les rapports de masculinité de 1966 sont presque tous inférieurs à ceux de 1956 (voir tableau 5).

En 1966, le Nord-Ouest disposait encore d'une population jeune. On peut en effet juger de l'âge d'une population en se basant sur la classification des Nations-Unies, elle-même dérivée d'une étude de la structure par âge de la population de 72 pays[1]. Cette étude classe comme jeune, adulte ou âgée une population dont la proportion des des plus de 64 ans varie respectivement entre 0 et 3%, entre 4 et 7% et 8% ou plus. Ce pourcentage est de 3.8% pour la région du Nord-Ouest. Un autre indice de jeunesse d'une population est sa proportion d'enfants âgées de 0-14 ans. Au Nord-Ouest cette proportion est de 42% en 1966. Si l'on peut considérer cette population comme jeune on

1) Nations-Unies, Le vieillissement des populations et ses conséquences économiques et sociales. New-York, 1956, 168 pp.

Tableau 5- Rapport de masculinité suivant l'âge, région du Nord-Ouest et le Québec, 1956, 1961 et 1966.

Groupes d'âges	Nord-Ouest			Québec		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	104.4	104.7	106.9	103.9	104.2	106.2
5-9	103.2	103.3	103.8	103.2	104.6	103.2
10-14	104.3	102.9	103.5	103.7	104.0	105.0
15-19	102.5	103.8	101.0	100.2	101.8	100.7
20-24	112.5	102.2	105.7	96.9	96.0	97.6
25-29	112.7	108.3	102.7	97.1	99.5	98.4
30-34	112.6	108.0	107.8	96.9	98.5	100.3
35-39	114.7	109.4	106.3	97.2	97.9	98.5
40-44	127.6	110.8	111.7	100.1	97.8	98.1
45-49	132.8	125.3	110.4	103.2	100.4	97.7
50-54	142.3	131.7	122.5	102.1	100.4	98.5
55-59	143.0	132.1	126.6	100.8	98.6	98.7
60-64	153.6	148.5	126.3	100.5	96.0	93.1
65-69	148.3	151.4	137.8	98.2	94.2	88.3
70 et plus	155.6	149.9	140.0	91.4	86.8	82.1
Total	112.3	109.3	107.9	100.3	101.7	99.7

perçoit facilement qu'elle se dirige vers "l'âge adulte". Le pourcentage de vieux s'y accroît assez rapidement, devant même atteindre 5.8% en 1976 alors que celui des jeunes diminue fortement atteignant moins de 35% en 1976 (voir tableau 4).

b) Migration et natalité

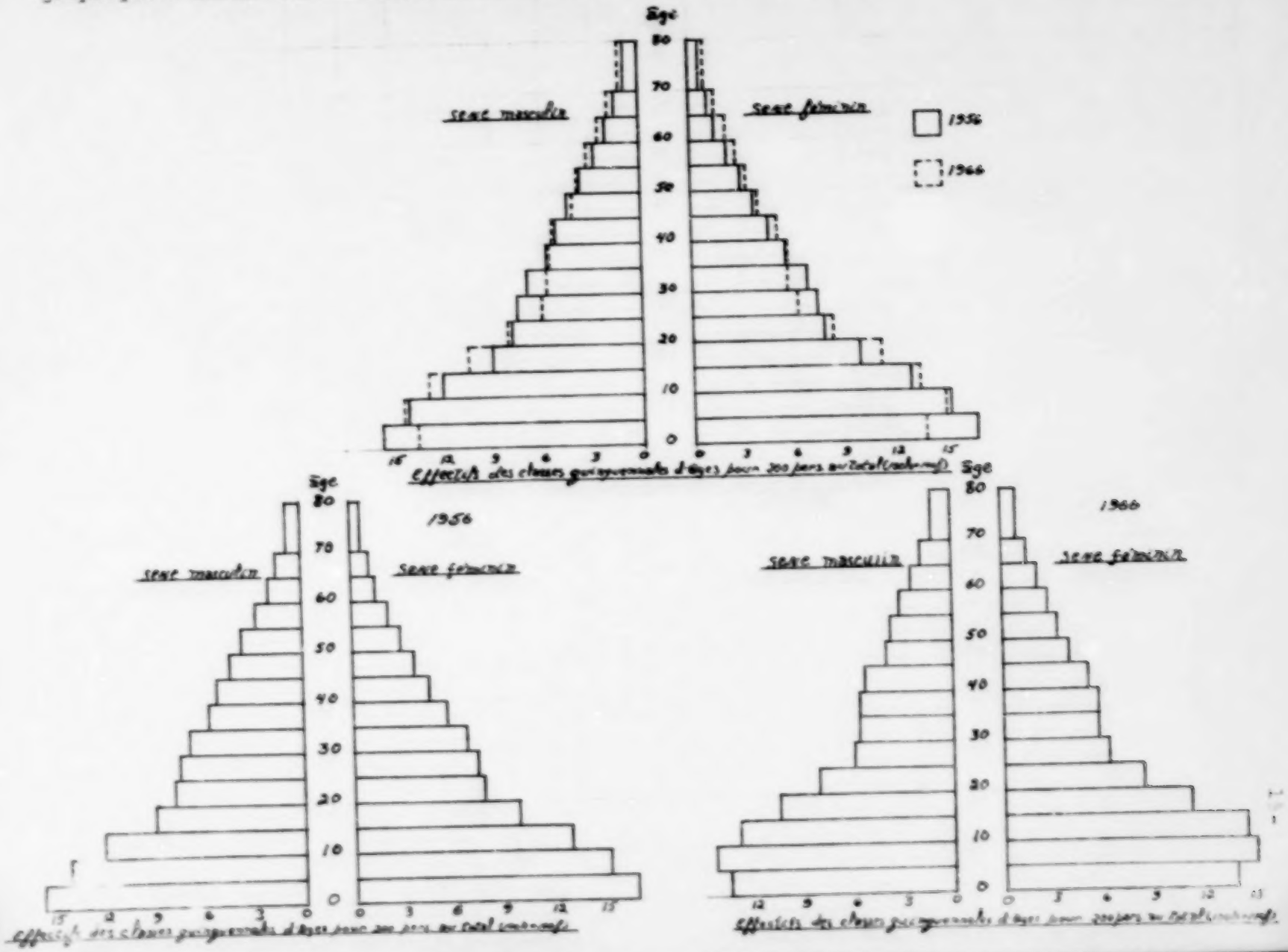
Une autre caractéristique très importante de la population de ce territoire, facilement observable grâce aux pyramides des âges, (graphique 1) est l'émigration des jeunes adultes (15-30 ans).

Si l'on fait abstraction des décès, peu nombreux à cet âge, on peut estimer à près de 30% les jeunes âgés de 10 à 14 ans en 1956 qui ne résident plus dans la région en 1966 alors qu'ils sont âgés de 20-24 ans en 1966. Cette émigration se fait sentir à peu près également parmi les jeunes des deux sexes (tableau 6).

Il s'agit là, bien sûr, d'une perte quantitativement et qualitativement très importante. Des études sur la mobilité géographique des populations ont démontré que ce sont très souvent des jeunes dynamiques, entreprenants et bien qualifiés qui quitteront leur région. Celle-ci perd alors un investissement fort important.

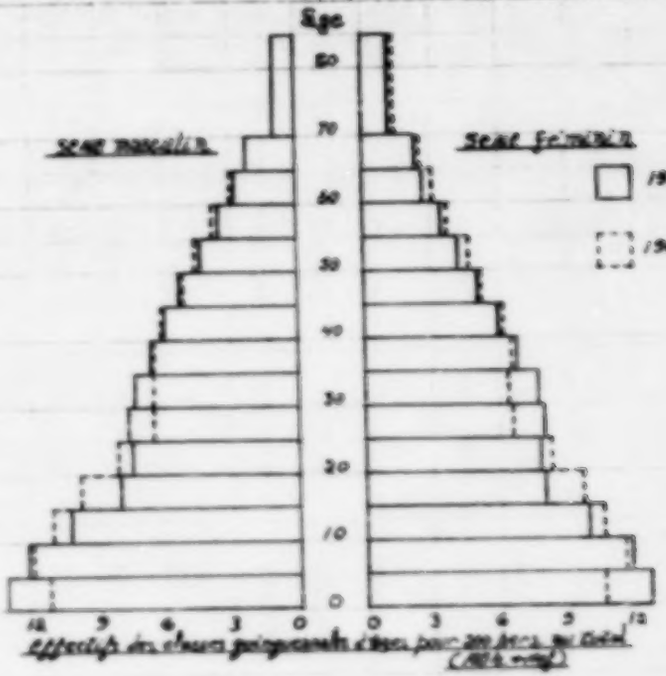
graphique 1 suite

Population du N.O. 1956 - 1966



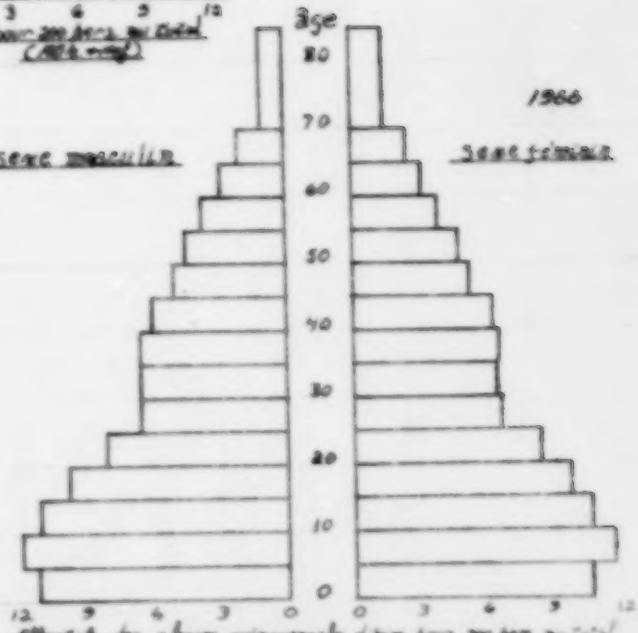
graphique 1

Population du Québec 1956 - 1966



Effectifs des classes quinquennales d'âge pour mille pers. au total

Effectifs des classes quinquennales d'âge pour mille pers. au total



Effectifs des classes quinquennales d'âge pour mille pers. au total

Tableau 6: Taux d'émigration nette suivant l'âge et le sexe, 1956-1966, région du Nord-Ouest.

Sexe:	Age au 1/6/56	Effectif recensé -1-	Age au 1/6/66	Effectif recensé -2-	Emigrants -3- 3=1-2	Taux d'émigration -4- 4=3/1x1000
Masculin	5-9	11,568	15-19	9,453	2,115	182.8
Féminin	5-9	11,214	15-19	9,360	1,854	165.3
Total	5-9	22,782	15-19	18,813	3,969	174.2
Masculin	10-14	9,966	20-24	7,312	2,654	266.3
Féminin	10-14	9,559	20-24	6,915	2,644	276.6
Total	10-14	19,525	20-24	14,227	5,298	271.3
Masculin	15-19	7,436	25-29	5,394	2,042	274.6
Féminin	15-19	7,256	25-29	5,254	2,002	275.9
Total	15-19	14,692	25-29	10,648	4,044	275.3
Masculin	20-24	6,422	30-34	5,150	1,272	198.1
Féminin	20-24	5,709	30-34	4,776	933	163.4
Total	20-24	12,131	30-34	9,926	2,205	181.8

Au Nord-Ouest, comme partout ailleurs au Québec, la natalité a fortement régressée. Cependant, la baisse du taux de nalalité est plus récente que celle de l'ensemble du Québec. Le point de départ de cette diminution étant également plus élevé qu'il ne l'était pour le Québec, il s'en suit donc, au Nord-Ouest une chute très brusque et d'autant plus remarquée des naissances. Ainsi le taux de natalité[1] du comté[2] d'Abitibi atteignant en 1956, 42.1%, soit un niveau à peu près égal à celui observé dans des populations non-malthusiennes. En 1961, il diminue à 39.4% et en 1964 à 36.2% ce qui demeure malgré tout un taux très élevé. Au Témiscamingue les taux, tout en étant moins élevés, n'en demeuraient pas moins fort imposants en 1961, 31.8%. Si la baisse a été très importante durant les dernières années le taux n'en demeure pas moins supérieurs à celui du Québec (voir tableau 7)

Tableau 7 Taux de natalité dans les comtés du Nord-Ouest et pour le Québec[3].

Comtés \ Années	1956	1961	1964	1966	1968
Abitibi	42.1	39.4	36.2	24.3	21.0
Témiscamingue	36.5	31.8	25.1	22.6	18.8
Québec	29.4	26.1	23.4	19.0	16.3

1) Taux de natalité

2) Comtés de recensement

3) Source: Rapport du Service de la démographie, Ministère de la santé, tableau 5.

Les rapports enfants-femmes[1] que nous pouvons calculer à partir des données des recensements fédéraux et des prévisions de Henripin, Légaré, montrent bien cette baisse de la natalité. Elle fut importante entre 1961 et 1966, mais il semble bien qu'elle le sera davantage entre 1966 et 1971 et deviendra moins sensible dans le lustre suivant.

Enfin, notons que cette baisse de la natalité aura pour conséquence directe la diminution du taux de dépendance des jeunes[2] et du taux de dépendance total, en particulier durant la période 1966-1971. L'augmentation du taux de dépendance des vieux n'est pas suffisante pour enrayer la baisse, baisse qui économiquement peut être bénéfique à la région, car les investissements démographiques (construction d'écoles, par exemple) diminueront d'autant.

B. LA POPULATION DES TERRITOIRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES REGIONALES DU NORD-OUEST

1. EVOLUTION DE LA POPULATION

Durant la période 1956-1966 l'accroissement de la population s'est faite très inégalement sur les territoires des comtés de l'Abitibi et du Témiscamingue. L'accroissement net de la population du Nord-Ouest durant cette

---

1) Voir le tableau 3 du texte.

2) Idem.

période a été de 17,516 personnes; 70% de cette augmentation nette, soit 12,341 personnes, se concentre sur le territoire de la C.S.R. Harricana. Il va sans dire que cette C.S.R. bénéficie du plus fort accroissement de population enregistré (tableau 5). C'est aussi la seule commission scolaire qui, entre 1961 et 1966, a maintenu son rythme d'accroissement au même niveau que durant la période quinquennale précédente. Les C.S.R. du Cuivre et de Lalonde ont vu, au cours de ces dernières cinq années, leur population décroître légèrement.

Tableau 5 Accroissement de la population des C.S.R. du Nord-Ouest, 1956-1966.

	Population totale			Accroissement %		
	1956	1961	1966	1956/61	1961/66	1956/66
Du Cuivre	61,835	64,148	63,634	4.0	-0.8	3.?
Harricana	28,827	34,809	41,168	20.8	18.3	4?.8
Lalonde	33,921	34,238	33,034	0.9	-3.5	-2.6
La Vérendrye	31,150	33,610	35,263	7.9	4.9	13.?
Total	155,583	166,805	173,099	7.2	3.8	11.3

Cette instabilité territoriale de la croissance de la population pose évidemment de sérieux problèmes de planification notamment dans le domaine de l'éducation. Il faudra donc tenir compte de ce phénomène dans la définition

de la problématique éducative.

L'accroissement de population qu'a connu la C.S.R. Harricana, provient principalement de la création des villes de Matagami, Lebel sur Quévillon, Chapais (population de 380h. en 1956 et 2,459 en 1966) et Chibougamau (population de 1,262h. en 1962 et 8,902 en 1966). Celles-ci ont permis à ce territoire de devenir le 2e plus important de la région, en terme de population (tableau 6). Cependant, le territoire de la C.S.R. Du Cuivre demeure, malgré une diminution de population entre 1961 et 1966, "le plus populeux des quatre territoires de C.S.R." du Nord-Ouest.

Tableau 6 Répartition de la population du Nord-Ouest par territoire de C.S.R., en 1956-1966.

C.S.R.	1956	1961	1966
Du Cuivre	39.6	38.5	36.8
Harricana	18.5	20.9	23.8
Lalonde	21.8	20.5	19.0
La Vérendrye	20.1	20.1	20.4
TOTAL	100.0	100.0	100.0

II- QUELQUES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION DES TERRITOIRES DE C.S.R.

Nous n'analyserons que schématiquement les caractéristiques d'âge, sexe, mobilité et natalité.

Lorsque nous comparons les données par territoire de C.S.R. (tableau 7) avec l'ensemble de la région) (tableau 4) nous remarquons que:

a) La proportion de la population âgée de 0-14 ans et de plus de 65 ans est plus élevée dans la C.S.R. Lalonde que dans l'ensemble du Nord-Ouest. Les taux de dépendance y sont donc plus élevés également.

b) Les rapports enfants/femmes des C.S.R. Lalonde et Harricana sont plus importants que ceux de la région. Par ailleurs, la régionale du Cuivre semble avoir une plus faible fécondité.

Tableau 7 Statistiques tirées de la structure par âge et sexe des C.S.R. du Nord-Ouest, 1956 et 1966.

Indices	Commissions scolaires régionales							
	Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye	
	1956	1966	1956	1966	1956	1966	1956	1966
Rapports de masculinité	110.0	105.8	116.9	112.8	112.9	106.6	112.0	107.3
Proport. des - de 15 ans	42.9	40.4	42.8	41.9	45.2	44.0	43.2	40.8
Proport. des + de 65 ans	3.1	4.2	3.0	3.0	2.5	4.7	2.1	3.3
Taux de dépendance des jeunes	79.4	73.1	79.0	76.0	86.4	85.6	79.0	73.0
Taux de dépendance des vieux	5.1	7.6	5.5	5.5	4.8	9.1	3.8	5.9
Taux de dépendance totaux	85.1	80.7	84.5	81.5	91.2	94.7	82.8	78.9
Rapport enfants/ femmes	1025.0	851.2	1099.8	944.5	1231.7	1036.0	973.2	882.6

*Voir tableau 4 pour la signification des indices

Portons notre attention à la structure par âge de ces quatre populations. L'examen du tableau 8 nous incite à croire que la composition par âge a peu varié durant la décennie 1956-1966. Or tel n'est pas le cas; car les pyramides des âges et les tableaux 6 et 7 de l'annexe A, indiquent que la structure par âge s'est effectivement

modifiée. Les jeunes de 0-9 ans sont partout proportionnellement moins nombreux en 1966 qu'en 1956. Entre 20 et 64 la population a nettement tendance à se concentrer dans les groupes d'âges les plus élevés. Ainsi l'indice de renouvellement de la population active ($\frac{15 - 39 \text{ ans}}{40 - 64 \text{ ans}} \times 100$) est passé de:

220.6 à 188.4 dans la C.S.R. La Vérendrye
209.6 à 184.0 dans la C.S.R. Du Cuivre
238.9 à 206.6 dans la C.S.R. Lalonde
242.3 à 208.6 dans la C.S.R. Harricana

Tableau 8 Répartition de la population des C.S.R. du Nord-Ouest selon trois grands groupes d'âges, 1956, 1966.

Groupes d'âges	Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye	
	1956	1966	1956	1966	1956	1966	1956	1966
0-19	52.5	51.5	52.3	51.8	55.5	55.7	51.5	51.6
20-64	44.4	44.3	44.7	45.2	42.0	32.6	46.4	45.1
65 ans et plus	3.1	4.2	3.0	3.0	2.5	4.7	2.1	3.3
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Partout, sauf dans Harricana, la proportion des vieux tend à s'accroître, mais elle demeure toujours bien en deçà de la proportion observée pour l'ensemble du Québec (6.1%).

Enfin notons que l'émigration s'est surtout fait sentir parmi les jeunes du territoire de la C.S.R. Lalonde. En effet, 44% des jeunes âgés de 10-14 ans en 1956 ne résident plus dans ce territoire en 1966. Ce pourcentage s'élève à 51% pour les jeunes âgés de 20-24 la même année. Des taux d'émigration de 37%, 38% et 22% peuvent être observés pour les jeunes du même âge résidant en 1956 dans le territoire de la C.S.R. Du Cuivre. Ces taux sont moins élevés pour la régionale La Vérendrye. Par contre on observe des taux de migration nette positifs dans le territoire de la C.S.R. Harricana. La fondation des villes nouvelles en est évidemment la cause.

Bref, parmi ces quatre populations celle d'Harricana se distingue assez nettement.

CHAPITRE I

LES PROGRAMMES SCOLAIRES

Dans ce chapitre, le terme "programme scolaire" doit être pris dans son sens le plus large de cadre pédagogique. Notre intention n'est donc pas de traiter du contenu des matières, mais d'aborder d'une façon assez sommaire les réformes pédagogiques qui sont appelées à modifier sensiblement le système d'éducation du Québec. C'est dans cette perspective que nous discuterons du règlement no 1. Malgré cette approche plutôt générale, nous avons été plus précis en ce qui concerne l'enseignement professionnel sans toutefois aller jusqu'au contenu des cours.

Ce chapitre se divise en trois parties: A) le niveau élémentaire, B) le niveau secondaire et C) le niveau collégial.

A. NIVEAU ELEMENTAIRE

On ne peut pas véritablement parler à ce niveau de programme scolaire puisqu'il s'agit de donner, selon le règlement no 1*, une formation fondamentale qui doit préparer l'élève aux études secondaires. Cette formation se définit principalement sous le rapport de la langue maternelle et des mathématiques qui constituent les instruments de base pour l'acquisition adéquate des connaissances plus par-

---

* Le règlement no 1 a été remplacé par le règlement no 7.

ticulières. Toutefois, nous avons cru bon de tenir compte, dans cette partie du texte, de l'application du règlement no 1 dans les écoles comme un indice du niveau d'organisation de la réforme pédagogique.

Les articles du règlement no 1 relatifs à l'élémentaire sont les suivants:

I- Pour être admis en première année du cours élémentaire, un élève doit avoir six ans révolus avant le 1er octobre de l'année scolaire en cours.

II- Le programme du cours élémentaire est réparti sur six ans. La promotion au cours secondaire s'effectue obligatoirement après sept ans. De façon exceptionnelle, un élève peut être promu au cours secondaire après cinq ans s'il est jugé apte.

III- Dans chaque école, au début de l'année scolaire, les élèves sont classés selon leur âge. Ils sont ensuite répartis en groupes de travail selon les critères déterminés en commun par le personnel académique du cours élémentaire de l'école.

IV- Au plus tard, un mois avant la fin de l'année scolaire, le ministère administrera aux élèves qui terminent le cours élémentaire des examens de français ou d'anglais, selon le cas, et de mathématiques.

L'article 1 est appliqué maintenant de façon assez générale. Quant aux articles II et III leur application semble s'effectuer d'une façon moins systématique, d'une part à cause des difficultés administratives inhérentes à ces articles et d'autre part à cause du processus de consultation et de participation prévu pour la mise en application du règlement no 1 en général. En effet, des ateliers pédagogiques doivent être constitués avant qu'on applique le règlement; en vue de cette opération, le ministère de l'Education a créé en 1967, une équipe chargée d'informer le personnel scolaire du règlement no 1 et d'inciter les écoles à organiser des ateliers pédagogiques. Plus tard, une mission régionale du règlement no 1 a été mise sur pied au Nord-Ouest du Québec dans le but d'accélérer le processus. En octobre 1969, un comité conjoint* tentait d'obtenir un portrait de la situation en dressant le bilan des ateliers pédagogiques formés et des projets d'application du

---

* Comité formé par la Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire et celle des bureaux régionaux (PRISME)

règlement no 1 dans la région du Nord-Ouest.

Tableau 1.2 Bilan des ateliers pédagogiques formés dans la région du Nord-Ouest en octobre 1969 selon les territoires des C.S.R.

Territoire des com. scolaires régionales	écoles élémentaires	ateliers pédagogiques	Pourcentage
Lalonde	37	11	30%
Harricana	45	25	55.5%
La Vérendrye	24	4	16.6%
Du Cuivre	51	38	74.5%
Nord-Ouest	157	78	49.6%

Il a été noté que, dans les commissions scolaires où il y a un directeur des études élémentaires (commissions scolaires polarisantes, regroupées, etc), les ateliers pédagogiques ont été formés plus rapidement et leurs activités plus soutenues. Le pourcentage d'ateliers dans la région du Nord-Ouest est le même que celui de l'ensemble du Québec. Il faut toutefois se rendre compte que la création d'un atelier n'entraîne pas automatiquement l'application du règlement no 1.

Tableau 1.2 Degré d'application du règlement no 1 dans la région du Nord-Ouest en octobre 1969 selon les territoires des C.S.R.

Territoires des C.S.R.	écoles	Projets				articles appliqués		nombre d'élèves	Détails	
		appliqués	préparés par ate. péd.	autorisés	non autorisés	article 2	article 3		Groupes d'âges	Matières
Lalonde	37	4	4	0	4	0	4	291	4 de 6-7 ans	-Langue maternelle -Mathématiques -Lecture
Harricana	45	6	6	3	3	0	6	772	5 de 6-7 ans 1 de 6-8 ans	
La Vérendrye	24	3	3	0	3	0	3	301	3 de 6-7 ans	
Du Cuivre	51	18	18	10	8	0	18	1459	16 de 6-7 ans 2 de 6 ans	
TOTAL	157	31	31	13	18	0	31	2823	31-	

Des renseignements obtenus verbalement sur les 31 projets appliqués indiquent que la majorité de ces écoles en sont au stage expérimental et tendent vers l'acceptation du progrès continu plutôt que vers l'application systématique et permanente du règlement. Il faudrait certes d'ici peu de temps faire une évaluation objective des 13 projets autorisés au moment de notre étude.

B. NIVEAU SECONDAIRE

Sans donner en détail les articles du règlement no.1 au niveau secondaire, rappelons que la réforme pédagogique est axée sur trois principes, le progrès continu, la promotion par matière et la polyvalence. Ces principes sont interrelliés puisqu'une fois admis celui de la polyvalence pédagogique suivent les autres et, au plan administratif, le décloisonnement. Un premier pas vers la polyvalence est l'intégration aux commissions scolaires régionales de l'enseignement professionnel et le principe de l'exploration professionnelle dans les premières années du cours secondaire. Cependant nous ne possédons à peu près aucune information concernant la mise en application de la promotion par matière, du progrès continu et du décloisonnement, car le fait de donner un certain nombre d'options professionnelles n'est pas synonyme de l'application totale du règlement no 1. Le programme général étant à peu près le même pour toutes les C.S.R., nous nous sommes davantage préoccupés de l'enseignement professionnel.

Tableau 1.3 Options de niveau secondaire offertes par les C.S.R. de la région du Nord-Ouest.

	C.S.R. Du Cuivre	C.S.R La Vérendrye	C.S.R. Harricana	C.S.R. Lalonde
TECHNIQUES DE L'ALIMENTATION				
Cuisine de restaurant			x	
Cuisine professionnelle				x
TECHNIQUES DE L'IMPRIMERIE				
Reliure				x
TECHNIQUES DE DESSIN				
Dessin technique				x
Lecture des plans et croquis		x		
TECHNIQUES COMMERCIALES				
Commis de bureau	x		x	
Sténo-dactylo	x	x	x	
Commis-comptable		x		
Agent de commercialisation				x
Commis en alimentation				x
Secrétaire médicale		x		
Secrétaire juridique		x		
Secrétaire de services				x
TECHNIQUES DE LA CONSTRUCTION				
Construction (bâtiment)	x	x	x	x
Menuiserie	x			
TECHNIQUES DE LA MECANIQUE				
Mécanique d'ajustage	x		x	x
Mécanique d'entretien	x			
TECHNIQUES HYDROTHERMIQUES				
Soudure	x		x	x
Plomberie et chauffage				x
TECHNIQUES DU TEXTILE				
Couture pour dames	x		x	x
Couture domestique		x	x	
Couture industrielle				x

	C.S.R. Du Cuivre	C.S.R. La Vérendrye	C.S.R. Harricana	C.S.R. Lalonde
TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT MOTORISE				
Mécanique d'automobile		x	x	x
Débosselage et peinture	x		x	
Carosserie		x		x
Service de l'automobile	x			
Machineries lourdes				x
Commis aux pièces				x
TECHNIQUES FORESTIERES				
Foresterie			x	
TECHNIQUES MINIERES				
Prospection	x			
ELECTROTECHNIQUE				
Electricité: montage et contrôle	x	x	x	x
Electromécanique				x
Appareils électroniques	x		x	
Appareils électro-ménagers			x	x
SERVICES PERSONNELS, FAMILIAUX ET HOSPITALIERS				
Coiffure pour dames	x			
Auxiliaire d'intérieur	x	x		x
Art culinaire		x		
Soins de beauté		x		
Spécialités féminines				x
Total des options offertes par C.S.R.	15	13	14	21

Le tableau 1.3 indique que la C.S.R. Lalonde est celle qui offre le plus grand éventail de choix des quatre régionales avec 21 options. La C.S.R. Du Cuivre en donne 15, celle d'Harricana 14 et la C.S.R. La Vérendrye 13. Deux options sont communes aux quatre C.S.R., il s'agit de la construction en bâtiments et de l'électricité: montage et contrôle. Plusieurs autres options se donnent en triple, d'autres en double, dans la région. Les dimensions géographiques de la région du Nord-Ouest peuvent justifier en principe la multiplication de certaines options professionnelles. Cependant il ne faut pas perdre de vue la rentabilité économique de ces options au plan local d'abord (puisque l'on répète certaines options) et régional ensuite. De plus un facteur éducatif primordial est le contenu des cours. Il est essentiel que le contenu soit mis à jour régulièrement de façon à former des jeunes qui pourront s'adapter facilement aux méthodes et notions en vigueur dans les entreprises. La modernisation systématique de l'équipement, particulièrement dans les options dont l'évolution est rapide, constitue un autre facteur dont il faut tenir compte.

C. NIVEAU COLLEGIAL

Les CEGEP offrent deux types d'enseignement, général et professionnel. Le premier a pour but spécifique de

préparer les élèves à l'Université. Les programmes de ce secteur sont fixés à partir de profils établis par les facultés des universités. Ces profils constituent alors des concentrations de matières que l'élève doit suivre s'il veut être accepté dans les facultés correspondantes. Par exemple, les élèves inscrits dans la concentration "sciences de la santé" devraient s'orienter vers la médecine, l'art dentaire, etc. Le secteur professionnel a pour objectif de préparer l'élève au marché du travail ce type d'enseignement correspond à ce que déjà on appelait l'enseignement technique. Le cours général est de deux ans, le cours professionnel de trois ans.

Le CEGEP de Rouyn donne toutes les concentrations sauf les arts. Les options professionnelles qui y étaient offertes en 1969-70 étaient les suivantes:

techniques infirmières
électrotechniques
assistance sociale
finance
formation des maîtres
techniques forestières
techniques minières
bibliotechnique
informatique

Les techniques forestières et l'informatique ne sont ouvertes que depuis cette année.

L'Ecole normale d'Amos offre le programme suivant

en formation des maîtres: formation des maîtres I (secondaire), formation des maîtres I (élémentaire), formation des maîtres II, formation des maîtres spécial. Il faut ajouter à ces programmes pédagogiques le niveau Collège I dans les concentrations suivantes: lettres, sciences humaines et sciences.

La problématique qui se pose pour le CEGEP de Rouyn est de savoir s'il doit donner un enseignement qui réponde aux besoins plutôt locaux ou s'il doit multiplier ses options afin de fournir une formation professionnelle qui réponde à des besoins beaucoup plus vastes? Car, en septembre 1970, il sera la seule institution de niveau collégial de la région.

CHAPITRE II

LES CLIENTELES SCOLAIRES

Plusieurs sources ont servi à accumuler des données concernant la clientèle scolaire. Notons d'abord les statistiques officielles du ministère de l'Éducation pour les années 1965-66 et 1966-67. Le service d'informatique du ministère, à l'aide d'un programme spécial pour la région du Nord-Ouest, a fourni les informations nécessaires pour les années 1967-68 et 1968-69. Pour l'année 1969-70, une équipe du bureau régional de Québec a recueilli les données à partir des fiches d'élèves du 30 septembre 1969 conservées par le service d'informatique. Ces dernières informations ont été validées par le service et donnent par conséquent une image assez réelle de la situation. Les clientèles de niveau collégial, celles du secteur professionnel de niveau secondaire et les clientèles adultes ont été fournies par les institutions elles-mêmes afin d'obtenir des informations plus spécifiques et plus récentes.

Ce chapitre se divise en trois parties distinctes.

A) Clientèle des niveaux maternelle, élémentaire et secondaire

B) Clientèle de niveau collégial

C) Clientèle adulte

Toutes les informations, dans la mesure où elles s'y prêtent, sont traitées par territoire de commission

scolaire régionale[1]. Cette unité comprend toutes les institutions privées et publiques situées sur le territoire d'une C.S.R. Notons toutefois que les institutions privées se font de plus en plus rares dans la région du Nord-Ouest.

A. NIVEAUX PRE-ELEMENTAIRE, ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE

1. La clientèle scolaire 1967-68 à 1969-70

Globalement, depuis 1967, la clientèle scolaire du Nord-Ouest augmente, elle passe en effet de 50,723 à 55,254 élèves en 1969, soit un accroissement net[2] de 8.9%. Des quatre territoires scolaires de la région, celui d'Harricana connaît la plus forte augmentation nette (+23.9%); suivent ceux de Lalonde et Du Cuivre avec des augmentations respectives de 6.6% et 1.5%. Le territoire de La Vérendrye accuse une diminution nette de sa clientèle de l'ordre de 1.4%. Cette dernière variation de la clientèle n'est certes pas attribuable à une régression des services scolaires mais plutôt à des fluctuations négatives de la population totale, particulièrement dans les groupes d'âges jeunes.

Le secteur d'aménagement devant servir, au niveau élémentaire, d'unité de base pour le regroupement des commis-

---

1) Dans le texte ce terme a été abrégé et est représenté par le sigle CSR.

2) Il s'agit ici de la différence entre la clientèle totale de 1967-68 et celle de 1969-70. Il ne s'agit donc pas d'un accroissement annuel.

sions scolaires locales et, au niveau secondaire, de bassin d'alimentation des écoles polyvalentes, nous avons cru intéressant de présenter la clientèle selon cette unité territoriale. Pour qu'une polyvalente soit fonctionnelle et rentable, elle doit accueillir un minimum de 1,500 élèves. Or une étude du tableau de la page suivante indique que certains secteurs ne rencontrent pas cette condition même en additionnant tous les niveaux scolaires. Cette situation posera certes des difficultés organisationnelles auxquelles il faut penser dès maintenant. Il demeure cependant que, dans une région comme celle du Nord-Ouest où la densité de la population est faible, d'autres facteurs doivent être considérés. Par ailleurs, ce problème devrait faire l'objet d'une étude plus poussée en vue de trouver des solutions qui répondent à la fois aux exigences d'une rentabilité minimum et aux besoins fondamentaux des élèves en matière d'éducation.

La répartition des élèves selon le sexe[1] montre que dans tous les territoires, pour les trois années considérées ici, à l'exception de la régionale Du Cuivre pour l'année 1969-70, les garçons sont plus nombreux. Les différences n'étant pas très grandes, il ne faudrait pas attacher une importance considérable à ce phénomène puisqu'il s'agit d'une conséquence normale du rapport de masculinité

1) Voir le tableau I de l'annexe B

Tableau II.I Répartition de la clientèle par secteur d'aménagement et par niveau scolaire pour l'année 1969-70.

Secteurs d'aménagement	Pré-él. N	%	Enf. Excep. (1) N	%	Elémentaire N	%	Secondaire N	%	Total N	%
Territoire de la C.S.R. Du Cuivre	1291	100.	167	100	11,178	100.	7,019	100.	19,655	100.
Rouyn	806	62.4	135	80.8	7,095	63.4	4,787	68.2	12,823	65.2
Témiscamingue	485	37.6	32	19.2	4,083	36.6	2,232	31.8	6,832	34.8
Territoire de la C.S.R. Harricana	1123	100.	189	100.	9,134	100.	4,716	100.	15,162	100.
Senneterre-Barrante	147	13.0	45	23.7	1,788	19.7	982	20.8	2,962	19.5
Amos	408	36.3	135	71.4	3,830	41.9	2,475	52.4	6,848	25.1
Matagami-Joutel	68	6.0	-	-	607	6.6	258	5.4	933	6.1
Lebel sur Quévillon	110	9.8	9	4.9	636	6.9	188	3.9	943	6.2
Chapais-Chibougamau	390	34.9	-	-	2,273	24.9	813	17.5	3,476	23.1
Territoire de la C.S.R. Lalonde	631	100.	117	100.	5,983	100.	3,677	100.	10,408	100.
La Forêt	114	18.1	-	-	1,161	19.4	346	9.4	1,621	15.5
Bellefeuille	162	25.7	-	-	1,379	23.0	388	10.5	1,929	18.5
Lac Abitibi	355	56.2	117	100.	3,443	57.6	2,943	80.1	6,858	66.0
Territoire de la C.S.R. de La Vérendrye	679	100.	71	100.	5,856	100.	3,423	100	10,029	100.
Malartic	222	32.6	56	78.8	1,812	30.8	831	24.3	2,921	29.1
Val d'Or	457	67.4	15	21.2	4,444	69.2	2,592(2)	75.7	7,108	70.9
Région	3,724		544		32,151		18,835		55,254	

1) Les résultats obtenus ici peuvent vraisemblablement être sous-estimés étant donné que seule la clientèle clairement identifiée comme telle n'a été retenue dans cette catégorie.

2) Ce nombre comprend les 136 élèves protestants de Percival School.

observé (105) à la naissance.

a) Niveau maternelle

La clientèle de niveau maternelle augmente en nombre absolu dans tous les territoires des C.S.R; cependant, le rythme d'accroissement net est différent d'un territoire à un autre. L'expansion la plus spectaculaire a été celle du territoire de la C.S.R. Harricana où l'accroissement net a été de 207%. Dans les territoires de Du Cuivre et de Lalonde, la clientèle a augmenté respectivement de 59% et de 49%; enfin, dans celui de La Vérendrye, la hausse a été de l'ordre de 48%. Ce qu'il serait intéressant de connaître est le degré d'organisation des classes maternelles pour chacun des territoires afin d'évaluer avec assez de précision la clientèle possible, compte tenu de la baisse du taux de natalité connu depuis quelques années dans la région.

b) Niveau élémentaire

La clientèle de niveau élémentaire accuse une baisse dans trois des quatre territoires de C.S.R.; seul celui d'Harricana ne suit pas la tendance générale. Cette situation, assez particulière, peut être expliquée soit par un effort d'éducation massif en vue de rattraper un retard important à l'aide d'un plus grand nombre de constructions d'écoles, soit par le développement du transport scolaire qui

permet à un plus grand nombre d'élèves de suivre des cours, soit par une expansion économique rapide de ce territoire qui a généralement pour effet d'attirer une population plutôt jeune, d'où l'augmentation soutenue de la clientèle à l'élémentaire dans ce territoire. Nous croyons que cette dernière hypothèse est celle qui devrait être retenue sur le développement des villes de Matagami, Joutel et Lebel-sur-Quévillon. La tendance à la baisse des autres territoires pose le problème de l'utilisation de l'équipement scolaire à un niveau maximum et de la modernisation à long terme de cet équipement, car il a été démontré que dans les pays où la population a diminué sensiblement, les investissements de modernisation sont réduits au minimum, d'où la nécessité de renouveler en masse cet équipement.

En ce qui a trait à l'enfance exceptionnelle, il est difficile d'établir des taux d'accroissement de cette clientèle vu le peu d'uniformité quant à la date d'ouverture des services d'une part, et, d'autre part, le niveau de développement de ce secteur. De plus, les informations statistiques des années passées ne sont pas toujours précises dans l'identification de cette clientèle.

c) Niveau secondaire

Pour les trois années retenues, la clientèle de niveau secondaire croît d'une façon soutenue. Les territoires où cette augmentation est la moins élevée sont ceux où il existe des pôles urbains importants. Il est donc normal que l'accroissement net de leur clientèle soit plus faible puisque le réseau secondaire y fut toujours mieux développé que dans les zones rurales. Les territoires de Lalonde et Harricana enregistrent une hausse de leur clientèle supérieure à 25% alors que ceux Du Cuivre et de La Vérendrye connaissent des augmentations se situant entre 15 et 20%.

Tableau II.2 Taux de variation nette des clientèles scolaires[1] selon le niveau et le territoire de C.S.R., de 1967 à 1969.

Territoires des C.S.R. / Niveaux	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
Pré-élémentaire	+59%	+208%	+49%	+48%	+80%
Elementaire	-12%	+ 25%	-9%	-12%	- 3%
Secondaire	+19%	+ 28%	+33%	+13%	+24%

1) Les nombres absolus d'élèves par niveau et territoire de C.S.R. sont indiqués dans le tableau 3 de l'annexe B.

Les élèves de confessionnalité protestante ne représentent, en 1967-68 et 1968-69, pas plus de 6% de la clientèle scolaire de chacun des territoires de C.S.R.[1]. Le territoire de la C.S.R. La Vérendrye est celui où les élèves protestants sont proportionnellement les plus nombreux, soit 5.3% de la clientèle. Ces proportions d'élèves protestants ne constituent pas un indice valide de la population globale protestante puisque, d'une part, il se peut que les protestants soient plus âgés que la population catholique et, d'autre part, que les élèves protestants fréquentent des écoles situées en dehors de la région, particulièrement ceux de niveau secondaire et collégial.

Depuis l'intégration des écoles de métiers aux C.S.R., l'enseignement professionnel prend une importance relative beaucoup plus grande, au niveau secondaire. Malgré l'importance croissante de ce secteur, l'adéquation à établir entre l'offre (c'est-à-dire les élèves formés par le système) et la demande en est à ses débuts. Depuis un an et demi, le ministère de l'Education a créé le groupe Education et Emploi qui a pour mandat, en collaboration avec le ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, d'indiquer au système scolaire quels sont les besoins du marché et quelles doivent être les options favorisées en vue de répondre

1) Pour plus de détails à ce sujet, voir les tableaux 3 et 4 de l'annexe B.

à ces besoins. Les besoins spécifiques en main-d'oeuvre n'étant pas connus pour la région du Nord-Ouest, il est impossible de commenter la carte des options professionnelles offertes par les commissions scolaires pour répondre aux besoins du marché régional. Cette question devient d'autant plus difficile à répondre lorsqu'elle est posée dans une perspective de marché provincial. Malgré ces limites au plan de l'interprétation, il nous est apparu intéressant de traiter de ce secteur du niveau secondaire, ne serait-ce que pour en donner une vue d'ensemble. Le tableau II.3 indique que dans les quatre régionales étudiées, pour les années 1967-68 à 1969-70, la clientèle de niveau secondaire ne cesse d'augmenter. Globalement, la clientèle étudiée a connu un accroissement net de 24%, la hausse annuelle la plus forte, soit de 15%, étant enregistrée plus en détail. A la régionale Du Cuivre, la clientèle du secteur professionnel est soumise à de forts taux d'accroissement annuels de l'ordre de plus de 50%, alors que la clientèle du secteur général n'augmente que de 13% entre 1967-68 et 1968-69 et 5% pour l'année suivante. Quant à la régionale Harricana, là aussi le secteur général connaît un accroissement annuel moins élevé que pour le secteur professionnel. L'accroissement net du secteur général est de 21% seulement alors que le secteur professionnel accuse une hausse nette de sa clientèle de l'ordre de 147%. A la régionale Lalonde,

Tableau II.3 Accroissement annuel de la clientèle de niveau secondaire selon le secteur d'enseignement et le territoire de C.S.R.

Années / C.S.R.	1967-68 N	1967-68 %	1968-69 N	1968-69 %	1968-69 %	1969-70 N	1969-70 %	1969-70 %	Accroissement net % 1967-68 à 1969-70
Du Cuivre									
Secteur général	5,403	95.6	6,097	93.8	+13	6,430	91.6	+ 5.0	+ 19.0
Secteur profes.	246	4.4	377	6.2	+53	589	8.4	+ 56.0	+139.0
Total	5,649	100.0	6,474	100.0	+15	7,019	100.0	+ 8.0	+ 24.0
Harricana									
Secteur général	3,502	94.8	3,988	91.8	+13	4,241	89.9	+ 6.0	+ 21.0
Secteur profes.	192	5.2	356	8.2	+85	475	10.1	+ 33.0	+147.0
Total	3,694	100.0	4,344	100.0	+18	4,716	100.0	+ 8.0	+ 28.0
Lalonde									
Secteur général	2,766	100.0	2,887	92.1	+ 4.0	2,695	73.3	- 7.0	- 3.0
Secteur profes.	-	-	248	7.9	-	982	26.7	+296.	+296.0
Total	2,766	100.0	3,135	100.0	+13.0	3,677	100.0	+ 17.0	+ 33.0
La Vérendrye									
Secteur général	2,549	84.0	2,995	88.1	+17.0	2,768	80.8	- 8.0	+ 19.0
Secteur profes.	484	16.0	404	11.9	-17.0	655	19.2	+ 62.0	+ 35.0
Total	3,033	100.0	3,399	100.0	+12.0	3,423	100.0	+ 1.0	+ 13.0
TOTAL	15,142		17,352		+15.0	18,835		+ 8.0	+ 24.0

l'on aperçoit, en examinant le titre des accroissements nets que la clientèle du secteur général montre un accroissement négatif de 3% alors que dans le secteur professionnel on constate une augmentation nette de 296%: ce dernier taux s'explique par le fait que cette régionale n'a commencé à accueillir des élèves du secteur professionnel qu'en 1968-69 et qu'en 1969-70 la clientèle en nombre absolu a presque quadruplé. La régionale La Vérendrye, pour sa part, semble connaître une évolution que l'on pourrait qualifier de normale. L'accroissement dans le secteur professionnel s'accroît dans une proportion nette de 35%.

Un relevé de la clientèle inscrite au secteur professionnel par famille d'options[1] pour l'année 1969-70 indique que, pour l'ensemble de la région, les techniques de l'équipement motorisé, les techniques commerciales et l'électrotechnique accueillent le plus grand nombre d'élèves. Ce sont dans ces mêmes familles d'options (les techniques commerciales venant en tête) que l'on retrouve le plus grand nombre de finissants. Dans les techniques de l'alimentation et de l'imprimerie de même que dans les techniques minières et forestières, le nombre d'élèves ne dépasse pas cent dans chacun des cas. Comme nous l'avons déjà

1) Pour un relevé des élèves par option professionnelle et par commission scolaire régionale voir le tableau 5 de l'annexe B.

mentionné, l'intérêt d'une connaissance plus précise de la clientèle du secteur professionnel réside dans la correspondance à établir entre l'offre et la demande du marché. Toutefois, ce problème peut être détaché des objectifs professionnels à atteindre c'est-à-dire de la qualification de la demande à laquelle le système doit répondre. La problématique est donc d'une part de savoir s'il faut répondre à la demande locale ou provinciale et d'autre part, de déterminer les moyens à prendre pour que le système se réajuste à la demande dans un laps de temps minimum.

II. LES PREVISIONS SCOLAIRES

Les prévisions scolaires ont été calculées à partir de la population globale, divisée en groupes d'âge quinquennaux[1], de la région économique du Nord-Ouest[2] qui se rapproche beaucoup plus de la région administrative scolaire que la région administrative telle que définie par le décret du 23 mars 1966. Pour les prévisions de population l'hypothèse faible, c'est-à-dire un taux de fécondité faible et une émi-

---

1) Il n'est pas possible de faire des prévisions par année vu que ces statistiques ne sont pas présentées sous cette forme dans le recensement de 1966. A notre avis, il est préférable d'utiliser les groupes d'âge que le multiplicateur de Sprague.

2) Actuellement les données concernant la population par groupe d'âge ne sont pas disponibles par territoire de C.S.R.

Tableau II.4 Répartition des inscrits du secteur professionnels par famille d'option et, commissions scolaires régionales pour l'année 1969-70

Commissions Scolaires régionales	Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye		Régior
	années terminales	années non. term.	années terminales	années non term.	années terminales	années non term.	années terminales	années non. term.	année terminales
Techniques de l'alimentation	-	-	9	41	15	15	-	-	24
Techniques de l'imprimerie	-	-	-	-	10	35	-	-	10
Techniques commerciales	153	29	49	-	67	23	94	72	363
Techniques de la construction	-	94	-	50	27	6	-	42	27
Techniques de dessin	-	-	-	-	69	48	38	126	107
Techniques de la mécanique	14	45	8	-	-	37	-	-	22
Techniques hydrothermique	16	31	12	44	28	72	-	-	56
Techniques du textile	15	-	23	41	10	49	14	35	62
Techniques de l'équipement motorisé	-	40	48	68	75	181	37	63	160
Techniques forestières	-	-	33	-	-	-	-	-	33
Techniques minières	-	37	-	-	-	-	-	-	-
Electrotechnique	39	56	36	13	57	93	-	91	132
Services personnels, familiaux et hospitaliers	20	-	-	-	10	55	-	113	30
TOTAL	257	332	218	257	368	614	183	472	473
	589		475		982		655		1026

gration nette forte, a été choisie. À partir de ces prévisions pour les années 1967, 1968 et 1969[1] et les clientèles connues[2] pour ces mêmes années, des taux de scolarisation[3] par groupe d'âge et niveau scolaire ont été calculés. Par la méthode graphique, des taux de scolarisation[4] ont été prévus pour les années 1970 à 1975. Ces taux ont été réappliqués aux populations prévues pour 1970 à 1975 afin d'obtenir la clientèle scolaire en nombre absolu prévue par groupe d'âge et par niveau pour ces mêmes années. Une marge d'erreur normale de l'ordre de 10% doit être appliquée à l'ensemble de nos prévisions.

Selon ces prévisions, la clientèle de niveau maternelle diminuerait malgré une hausse du taux de scolarisation. Ce phénomène est la conséquence directe de la baisse du taux de natalité qui se fera sentir dès 1971 pour les enfants de 4 ans et 1972 pour ceux de 5 ans. La

---

1) Voir le tableau 6 de l'annexe B

2) Voir le tableau 7 de l'annexe B

3) Voir le tableau 7 de l'annexe B

4) Taux de scolarisation = $\frac{\text{élèves (0-4 ans)}}{\text{population totale (0-4 ans)}} \times 100$

Tableau II.5 Taux de scolarisation prévus pour la région scolaire du Nord-Ouest de 1970 à 1975.

groupes d'âge	niveaux	1970	1971	1972	1973	1974	1975
0 - 4 ans	maternelle	3.7	3.7	3.8	3.8	3.9	4.0
5 - 9 ans	total	96.4	96.1	96.4	96.5	96.6	96.6
	maternelle	13.1	13.8	13.9	13.7	13.6	13.4
	élémentaire	83.3	82.3	82.5	82.8	83.0	83.2
10 -14 ans	total	96.2	96.5	96.6	96.7	96.8	96.9
	élémentaire	58.0	56.8	56.5	56.3	56.6	56.6
	secondaire	38.2	39.7	40.1	40.4	40.2	40.3
15 -19 ans	secondaire	51.0	46.2	46.1	45.9	45.7	45.5
20 -24 ans	secondaire	1.3	0.8	0.7	0.6	0.5	0.5

tendance actuelle vers la baisse de la clientèle à l'élémentaire continuera de façon graduelle, quoiqu'une légère hausse est prévue pour 1970 due aux nouveaux règlements concernant l'âge d'entrée au niveau élémentaire. Quant à la clientèle de niveau secondaire, elle devrait commencer à diminuer dans les années suivant 1971 au moment où la baisse du taux de natalité que l'on connaît depuis quelques années fera sentir ses effets à ce niveau. Donc les prévisions pointent vers une diminution de la clientèle à tous les niveaux à plus ou moins longue échéance. Notons toutefois que l'influence

Tableau II.6 Prévisions de la clientèle scolaire pour les années 1970 à 1975 par groupes d'âges et niveaux scolaires.

groupes d'âge	niveaux	1970	1971	1972	1973	1974	1975
0 - 4 ans	maternelle	778	750	700	700	650	650
5 - 9 ans	total	21597	20800	19850	18800	17850	16900
	maternelle	2946	3000	2850	2700	2500	2350
	élémentaire	18651	17800	17000	16100	15350	14550
10 - 14 ans	total	22223	22300	21550	20750	20000	19250
	élémentaire	13373	13200	12600	12100	11700	11250
	secondaire	8850	9200	8950	8650	8300	8000
15 - 19 ans	secondaire	9809	8850	8850	8850	8800	8800
20 - 24 ans	secondaire	176	100	100	50	50	50

d'événements économiques majeurs ne peut être sous-estimée dans une région comme celle du Nord-Ouest et que toute perturbation dans ce domaine pourrait affecter de façon drama-

Tableau II.7 Prévisions de la clientèle scolaire par niveau pour les années 1970 à 1975.

Niveaux	1970	1971	1972	1973	1974	1975
maternelle	3,724	3,750	3,550	3,400	3,150	3,000
élémentaire	32,151	30,900	29,600	28,200	27,050	26,800
secondaire	18,835	18,150	17,900	17,550	17,150	16,850

tique nos prévisions scolaires. Cette diminution globale prévue doit être examinée en rapport avec l'équipement scolaire, les politiques d'engagement des maîtres et les structures administratives.

B. LE NIVEAU COLLEGIAL

Pour les deux dernières années scolaires, les institutions de niveau collégial de la région accusent globalement une diminution de 8% de leurs clientèles. Le nombre d'élèves du CEGEP de Rouyn est relativement stable alors que celui de l'Ecole normale d'Amos est à la baisse. Cependant, le CEGEP de Rouyn devrait voir sa clientèle augmenter en 1970-71 à cause de l'intégration des élèves de l'Ecole normale d'Amos en septembre.

Tableau II.8 Répartition de la clientèle du CEGEP de Rouyn et de l'Ecole normale d'Amos pour les années 1968-69 et 1969-70

CEGEP CEGEP		
ANNEES	1968-69	1969-70
lère année 2ième année 2ième année	531 247 105	459 369 46
Total	883	874
Ecole normale d'Amos		
Formation des maîtres I II Spécial Brevet B BII B spécial Collège I	 39 74 11 76 30 92	 56 35 15 - - 81
	272	187
Total du collégial	1155	1061

Le tableau précédent indique que l'inscription à la première année du cours collégial diminue pour les deux institutions, alors que d'une façon générale l'inscription aux collèges publics est à la hausse.

Tableau II.9 Répartition de la clientèle du CEGEP de Rouyn selon le secteur d'enseignement pour les années 1968-69 et 1969-70.

	1968-69			1969-70			TOTAL
CONCENTRATIONS ET OPTIONS	1ère	2ème	3ème	1ère	2ème	3ème	1969-70
ENSEIGNEMENT GENERAL							
SCIENCES DE LA SANTE	47	22		44	34		78
SCIENCES PURES ET APPLIQUEES	54	39		61	44		105
SCIENCES HUMAINES	107	56		62	63		125
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	11	9		13	12		25
LETTRES	28	42		43	13		56
PHILO II (B.A. U de M.)			43				
TOTAL	247	168	43	223	166		389
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL							
TECHNIQUES INFIRMIERES	78	-	-	64	70	-	134
TECHNIQUES FORESTIERES	-	-	-	11	-	-	11
TECHNIQUES de la MECANIQUE	2	-	-	-	-	-	-
ELECTRO TECHNIQUES	30	-	-	15	16	-	31
TECHNIQUES MINIERES	10	14	-	11	13	10	34
ASSISTANCE SOCIALE	24	9	25	18	24	4	46
BIBLIOTECHNIQUE	12	-	-	17	9	-	26
FINANCE	22	4	16	11	23	2	36
INFORMATIQUE	-	-	-	29	-	-	29
TOTAL	178	27	41	176	155	16	347
FORMATION DES MAITRES	106	52	21	60	48	30	138
GRAND TOTAL	531	247	105	459	369	46	874

La section sciences humaines constitue la concentration qui attire le plus grand nombre d'élèves: cette situation se retrouve dans la plupart des CEGEP du Québec. Dans le secteur professionnel ce sont les techniques infirmières et la formation des maîtres qui connaissent la plus grande faveur des élèves.

Une étude plus poussée mériterait d'être faite auprès des élèves du secondaire V, afin de connaître leurs intentions scolaires. Cette étude pourrait expliquer, en partie du moins, les raisons de cette baisse: en effet, il faut bien se garder de l'interpréter comme une diminution du taux de scolarisation lui-même car cette situation peut être due soit à une fréquentation plus grande des collèges situés en dehors de la région, soit au fait que la région n'étant pas actuellement dotée d'une institution universitaire les élèves préfèrent se rendre dans des villes où la continuité entre leurs études collégiales et universitaires sera assurée, etc. Un aspect qui à notre avis ne peut être sous-estimé est celui du coût de fréquentation du CEGEP ou de l'école normale pour les élèves qui résident dans des municipalités éloignées de celles de ces institutions. Il en coûte peut-être pas plus cher pour un étudiant de ces municipalités de fréquenter un collège de l'extérieur de la

région. La problématique à ce niveau se pose donc en termes de compensation financière, de prestige académique du CEGEP, et de diversification des options professionnelles.

C. L'EDUCATION PERMANENTE

Ce secteur de l'éducation offre trois catégories de cours: la formation scolaire, qui correspondrait à ce qu'il est convenu d'appeler la "formation académique", la formation professionnelle et l'éducation populaire. Ce dernier type d'enseignement groupe l'ensemble des sujets qui ne sont pas inscrits dans les deux premières catégories et comprend surtout des cours de type culturel ou informatif. Un examen du tableau II.10 indique que la formation scolaire attire le plus grand nombre d'inscrits à temps plein. Cette situation s'explique probablement par le système d'aide aux chômeurs du gouvernement fédéral. L'éducation populaire suit avec au-delà de 3,000 adultes inscrits. Relativement à la formation professionnelle, notons que les quatre commissions scolaires donnent sensiblement les mêmes options. Cependant, comme pour les niveaux secondaire et collégial du cours régulier, il nous est impossible de porter un jugement sur la pertinence de ces options sans connaître les exigences du marché du travail local et provincial.

Tableau II.10 Répartition de la clientèle adulte selon le type de cours et la C.S.R. pour l'année 1969-70.

types de cours \ commissions scolaires régionales		Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
formation scolaire	temps partiel	870	568	422	453	2313
	temps complet	1074	496	445	695	2710
	Total	1944	1064	867	1148	5023
formation professionnelle	temps partiel	279	198	164	99	740
	temps complet	208	243	206	135	792
	Total	487	441	370	234	1532
éducation populaire		975	800	609	634	3019

Au niveau collégial, l'inscription au CEGEP de Rouyn passe de 227 en 1967-68 à 603 en 1969-70 soit un accroissement net de 166%. La majorité des adultes qui suivent des cours dans cette institution sont inscrits dans la concentration sciences humaines (475). En septembre 1969, 92 adultes sont inscrits au secteur professionnel, dont 56 en finance, 20 en bibliothéconomie et 16 en assistance sociale.

CHAPITRE III

LE PERSONNEL ENSEIGNANT, ADMINISTRATIF ET PROFESSIONNEL NON-ENSEIGNANT

Dans le présent chapitre deux catégories majeures de personnel seront étudiées: les enseignants et le personnel administratif et professionnel non-enseignant des niveaux élémentaire et secondaire. La section concernant le personnel enseignant se divise en trois parties: la première traite du personnel enseignant pour les trois premiers niveaux scolaires, en identifiant, en plus les caractéristiques de ce personnel, les besoins en maîtres pour ces niveaux. La seconde tranche traite des enseignants de niveau collégial et enfin la troisième partie du perfectionnement des maîtres et du projet P.E.R.N.O. en particulier. Ce dernier aspect nous semblait important à développer, compte-tenu de la marginalité de la région par rapport aux Centres universitaires du Québec et de l'originalité du projet[1] dans ce sens. La seconde partie de ce chapitre concerne les niveaux élémentaire et secondaire seulement. Pour le niveau secondaire, on y distingue le personnel administratif et professionnel non-enseignant des principaux d'écoles.

---

1) Depuis l'Université du Québec (compris Trois-Rivières a assuré le perfectionnement des maîtres en exercice).

A. LE PERSONNEL ENSEIGNANT

1. NIVEAUX MATERNELLE, ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE

a) Les années 1967-68 à 1969-70

Le nombre total d'enseignants pour tous les niveaux considérés dans cette section passe de 2,247 en 1967-68 à 2,634 en 1969-70 soit un accroissement net de 17%. Nous avions observé des rythmes différents de croissance d'un territoire de C.S.R. à un autre pour la clientèle, de même en est-il pour les enseignants[1]. L'accroissement le plus élevé du nombre d'enseignants est enregistré dans le territoire d'Harricana. Cette situation est normale puisque c'est le territoire qui connaît la plus forte hausse de clientèle.

Tableau III.I Evolution du personnel enseignant de 1967-68 à 1969-70 par territoire de C.S.R.

Territoires des C.S.R. / années	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
1967-68	856	520	419	452	2247
1968-69	918	595	466	463	2442
1969-70	907	752	503	472	2634
Accroissement net	+ 6%	+ 45%	+ 20%	+ 4%	+ 17%

1) Voir le tableau 1 de l'annexe C

L'accroissement net des enseignants pour la période étudiée dépasse celui de la clientèle scolaire (6.5%) pour la même période. Cette différence est due à une amélioration des conditions de travail des enseignants qui se traduit entre autre par une réduction du rapport élèves-maître par niveau pour l'ensemble de la région. La baisse du rapport au niveau régional[1] semble assez abrupte, cepen-

Tableau III.2 Rapports élèves-maître par niveau d'enseignement pour les années 1965-66 à 1969-70

Niveaux / Années	Pré-élémentaire	Elémentaire	Secondaire	Région
1965-66	429/9 1/48	34390/1184 1/29	12706/663 1/19	47525/1856 1/26
1966-67	1248/26 1/48	34406/1141 1/30	13711/775 1/18	49365/1942 1/25
1967-68	2071/51 1/41	33168/1299 1/26	15135/897 1/17	50374/2247 1/23
1968-69	3390/89 1/38	31745/1273 1/25	17307/1092 1/16	52442/2454 1/22
1969-70	3724/100 1/37	32151/1371 1/23	18835/1163 1/16	54710/2634 1/21*

* Le rapport élèves-maître de la région pour 1969-70 ne tient pas compte de la clientèle ni du personnel de l'enfance exceptionnelle.

1) Voir le tableau 1 de l'annexe C

dant il ne faut pas y accorder une importance trop grande puisque les totaux régionaux ne comprennent pas la clientèle dont le niveau n'a pu être déterminé (cette dernière remarque ne s'applique cependant pas pour l'année 1969-70). Par ailleurs, on enregistre une diminution soutenue et régulière du rapport pour chacun des niveaux. Compte tenu des prévisions de clientèles, nous croyons que le rapport élèves-maître continuera de décroître particulièrement au niveau élémentaire. Ce rapport décroissant s'explique par la structure par âge relativement jeune des enseignants et les classes de sécurité[1] qui régissent les relations de travail. Il résulte donc une réduction proportionnelle plus rapide des élèves que des maîtres. Par ailleurs l'adoption du Bill 27 pourrait, dans certains secteurs, réduire le rythme de cette diminution. Les conséquences, à moyen et à long terme, de la décroissance des besoins en maîtres sont assez faciles à prévoir. D'abord difficulté pour les nouveaux gradués en formation des maîtres à se trouver de l'emploi dans l'enseignement. De plus, une diminution sensible de la clientèle qui n'est pas accompagnée d'une réduction équivalente au nombre de professeurs pose aux administra-

1) Cette remarque ne constitue pas une critique de la valeur intrinsèque de ces clauses; il faut toutefois tenir compte de cette situation administrative dans l'élaboration d'une problématique prévisionnelle de l'éducation. Notons, de plus, que cette diminution n'est pas réservée uniquement au Nord-Ouest.

teurs scolaires des problèmes financiers plus ou moins grands selon l'ampleur du phénomène.

Les tableaux 12 et 13 de l'annexe C, indiquent la répartition des enseignants selon le type de diplôme et le niveau scolaire pour les années 1967-68 et 1968-69. Notons que pour ces deux années les différences dans les qualifications des enseignants à l'élémentaire et au secondaire sont assez importantes. En effet, dans chacun des territoires, la majorité des enseignants de niveau élémentaire possèdent un Brevet B ou moins, alors qu'au secondaire, les maîtres se répartissent plus également dans les autres catégories de diplômes. Ces derniers sont les détenteurs presqu'exclusifs de diplômes universitaires.

Les informations obtenues pour l'année 1969-70 sont beaucoup plus précises à ce sujet et méritent d'être étudiées plus particulièrement. La tendance précédemment identifiée se poursuit en 1969-70. En effet, dans tous les territoires de C.S.R., au moins 80% des professeurs à l'élémentaire possèdent un Brevet B ou moins alors qu'au plus 42% des maîtres au secondaire détiennent ce type de diplôme.

Tableau III.3 Répartition des enseignants selon le type de diplôme détenu par territoire de C.S.R. pour l'année 1969-70.

	Du Cuivre			Harricana			LALONDE			La Vérendrye		
	El.	Sec.	Tot.	El.	Sec.	Tot.	El.	Sec.	Tot.	El.	Sec.	Tot.
Br. B ou moins	403	165	568	343	89	432	220	58	278	219.5	35.5	255
%	81.0	40.3	62.6	80.9	27.1	57.4	80.9	25.1	55.2	79.2	18.3	54.0
Br. d'ens. spéc.	19	3	22	3	2	5	8	-	8	14	1	15
%	3.9	0.7	2.4	0.7	0.6	0.6	2.9		1.5	5.0	0.6	3.2
Bacc. en péd.	32	96	128	31.5	83.5	115.0	11	83	94	22	44	66
%	6.4	23.4	14.1	7.4	25.4	15.3	4.0	35.9	18.6	8.3	23.2	13.9
Bacc ès arts	3	43	46	4	32	36	1	3	4	-	24	24
%	0.6	10.5	5.0	1.0	9.7	4.7	0.5	1.3	0.7		12.4	5.1
Autres dipl. péd.	-	-	-	-	1	1	-	2	2	4.5	9.5	14
%					0.7	0.3		0.9	0.3	1.6	4.8	2.9
Dipl. univ. péd.	1	22	23	4	19	23	-	5	5	1	11	12
%	0.2	5.3	2.5	1.0	5.7	3.0		2.1	0.9	0.3	5.5	2.5
Dipl. université	-	14	14	8.5	35.5	44	2	18	20	1	36	37
%		3.4	1.5	2.0	10.8	5.8	0.7	7.7	3.7	0.3	1.8	7.8
Dipl. d'école de Mét.	-	4	4	1.5	4.5	6.0	-	5	5	-	3	3
%		0.9	0.4	0.3	1.3	0.8		2.1	0.9		1.9	0.6
Dipl. d'école Techn.	-	19	19	-	31	31	-	23	23	-	8	8
%		4.6	2.0		9.4	4.1		9.9	4.5		4.1	1.6
Aucun dipl.	39.5	43.5	83	28.5	30.5	59	30	34	64	15.5	22.5	38
%	7.9	10.9	9.5	6.7	9.3	7.8	11.0	15.0	13.7	5.7	11.7	8.4
TOTAL	497.5	409.5	907	424	328	752	272	231	503	277.5	194.5	472
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

* Dans ce tableau, le personnel enseignant au niveau maternelle a été ajouté à celui de l'élémentaire.

D'autre part, une comparaison évolutive des types de diplômes détenus depuis 1967 à 1970, indique que la proportion des enseignants à l'élémentaire ayant un Brevet B ou moins diminue légèrement, soit de 85% à 80%. Par ailleurs, la proportion des enseignants du secondaire détenant ce type de diplôme passe de 35% en 1967-68 à 27% en 1968-69. Au niveau secondaire, le pourcentage de professeurs possédant un Brevet B ou moins est relativement plus élevé dans la C.S.R. Du Cuivre que dans les autres C.S.R. de la région. Pour toutes les C.S.R., approximativement le quart des enseignants du niveau secondaire détiennent un Bacc en pédagogie ou l'équivalent.

Relativement aux diplômes de type universitaire, quelle que soit l'option, l'on constate une augmentation assez importante du nombre de professeurs ayant ces types de diplômes. En effet, au niveau élémentaire, cette proportion passe de 3..% en 1967-68 à 9.7% en 1969-70. Au niveau secondaire, l'évolution n'est pas aussi progressive, car en 1967-68, 43.5% des enseignants possédaient un diplôme de niveau universitaire, alors que seulement 39% en 1969-70 présentaient les mêmes caractéristiques. Les C.S.R. Du Cuivre et de La Vérendrye ont respectivement 32% et 30% de leurs professeurs qui détiennent des diplômes de niveau universitaire alors que la proportion est de 50% pour ceux de la C.S.R.

Harricana.

Somme toute, il est certain qu'il y existe dans le Nord-Ouest des besoins de perfectionnement des maîtres en exercice. Ces besoins semblent davantage évident pour le territoire de la C.S.R. Du Cuivre. Cependant un effort important doit être fait pour relever le niveau des qualifications des maîtres de l'élémentaire pour l'ensemble de la région.

I b) Les besoins en maîtres

Les besoins en maîtres constituent une évaluation brute du nombre de professeurs nécessaires pour répondre aux exigences de la clientèle prévue. Les prévisions effectuées pour la clientèle scolaire indiquaient une diminution progressive de celle-ci à tous les niveaux à plus ou moins court terme. Les besoins en maîtres étant calculés en divisant la clientèle de chaque niveau par le rapport élèves-maître reconnu par la norme ministérielle pour chacun de ces niveaux, il est normal que le nombre de professeurs prévus diminue également. Toutefois, les besoins en maîtres baissent plus rapidement que la clientèle vu que pour l'ensemble de la région, et pour les trois niveaux séparément, les commissions scolaires fonctionnent en-deçà de la norme. Les

Tableau III.4 Prévisions des besoins en maîtres par niveau pour la région du Nord-Ouest de 1970 à 1975.

années / niveaux*	1970	1971	1972	1973	1974	1975
maternelle	93	94	89	85	79	75
élémentaire	1191	1144	1096	1044	1002	993
secondaire	1108	1068	1053	1032	1009	991

besoins en maîtres prévus et indiqués dans le tableau précédent sont bruts, c'est-à-dire que nous n'avons pas tenu compte de l'émigration régionale, des abandons de la profession, de la mortalité et des retraites. Pour combler ces besoins, il est probable qu'à cause des facteurs mentionnés plus haut, il soit nécessaire d'engager un certain nombre de nouveaux professeurs.

II NIVEAU COLLEGIAL

En 1969-70, le CEGEP de Rouyn compte 71 professeurs comparativement à 49 l'année précédente. L'Ecole normale d'Amos voit son nombre de professeurs passer de 28

* ces prévisions n'incluent en aucune façon les besoins en maîtres au niveau de l'enfance exceptionnelle.

à 25 en 1969-70. Le rapport élèves-maître pour le CEGEP est donc le 1/12 et celui de l'école normale de 1/7 pour l'année courante. Si l'on compare ces rapports à la norme définie au niveau provincial (1/15), ces institutions ont trop d'enseignants, particulièrement l'Ecole normale d'Amos. Ne connaissant pas le sort de ces professeurs au moment de la fusion de l'école normale au CEGEP, nous ne pouvons rien affirmer à leur sujet. Cependant, s'ils passent dans le corps professoral du CEGEP, il est évident qu'il faudra que ce dernier reçoive une clientèle beaucoup plus nombreuse que celle prévue pour l'année prochaine.

L'âge moyen des professeurs du CEGEP est de 31 ans; les professeurs féminins sont légèrement plus âgés (33 ans comparativement à 30 pour les hommes). Ceux de l'Ecole normale d'Amos ont une moyenne d'âge de 34 ans. Leur scolarité moyenne est de 17.9 ans, celle des professeurs du CEGEP de 17ans. Le CEGEP de Rouyn emploie proportionnellement plus de femmes (30%) que l'école normale (25%). Le personnel des deux institutions collégiales de la région est bien qualifié, celui du CEGEP étant concentré (50% du nombre total) dans les catégories de diplômes suivantes: bacc. ès sciences, licence en lettres et maîtrise ès arts. La problématique à ce niveau se situe donc au plan du nombre de professeurs par rapport à la clientèle, et de

l'intégration des enseignants de l'Ecole normale d'Amos.

III LE PERFECTIONNEMENT DES MAITRES

Le perfectionnement des maîtres dans les régions éloignées des centres universitaires fut toujours un défi à relever. Ce perfectionnement est essentiel compte tenu de l'évolution récente des connaissances scientifiques, du développement rapide du niveau secondaire, etc. Dans la région du Nord-Ouest ce problème prenait une importance primordiale à cause de l'éloignement très accentué de cette région des principaux centres d'études du Québec. En juillet 1967, la Corporation des enseignants du Québec propose un plan intitulé "Projet de perfectionnement du personnel enseignant pour l'Abitibi et le Témiscamingue". Cette proposition est étudiée et finalement autorisée par l'arrêté ministériel no 792, du 19 mars 1969, selon lequel le ministère de l'Education peut conclure une entente avec l'Université de de Montréal, le CEGEP de Rouyn et la C.E.Q.

Le projet P.E.R.N.O. a un double objectif, d'abord fournir aux enseignants de la région le complément de formation nécessaire afin de répondre aux besoins scolaires des quatre territoires de C.S.R. et expérimenter un système de perfectionnement pour les enseignants d'une région éloignée. Les responsabilités des parties au moment de l'entente sont

les suivantes:

a) L'Université de Montréal assure l'enseignement se rapportant spécifiquement à des diplômes qui la concernent.

b) Le CEGEP de Rouyn dispense des cours de niveau collégial.

c) Le ministère de l'Education donne les cours qu'il offre ordinairement dans les écoles normales.

d) La C.E.Q. organise l'animation et l'information aux enseignants.

Les étudiants paient à l'institution où ils s'inscrivent les frais d'inscription et de scolarité.

En rapport avec l'opération P.E.R.N.O. il serait intéressant de connaître les qualifications préalables des professeurs qui s'inscrivent, le niveau auquel ils enseignent actuellement, leurs institutions professionnelles. Le problème se pose donc au niveau du perfectionnement en général, mais aussi au niveau du type de perfectionnement à donner en fonction des besoins dans certaines matières et ce en fonction des niveaux auxquels sont destinés ces enseignants.

Tableau III.5 Relevé statistiques des cours dispensés par l'opération P.E.R.N.O. pour l'année 1969-70

Centres d'enseignement / Diplômes postulés	Amos	La Sarre	Chibougamau	Rouyn	Val d'Or	Ville Marie	Total
Brevet A (non légalement qualifiés)	11	10	2	33	22	7	85
Brevet B (non légalement qualifiés)	14	39	1	23	20	9	106
Certif. d'études professionnelles	9	17	1	1	14	1	43
Brevet d'ens. spéc. (technique)	12	18	2	12	8	1	53
Brevet d'ens. spéc. (secondaire)	9	1	1	0	7	0	18
Brevet d'ens. spéc. (maternelle)	7	17	3	26	15	19	87
Brevet d'ens. spéc. (déf. mentale)	13	6	4	16	5	9	53
Brevet d'ens. spéc. (musique et arts plas.)	0	0	0	0	2	0	2
Total	75	108	14	111	93	46	447

B. LE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET PROFESSIONNEL NON-ENSEIGNANT

L'objet de ce chapitre est de présenter les principales caractéristiques du personnel administratif et professionnel non-enseignant et des principaux d'écoles. Il ne s'agit donc pas de faire une étude administrative de ce personnel, mais d'en donner une vue d'ensemble et sommaire.

Deux études, l'une effectuée en 1968-69 auprès des principaux d'écoles des commissions scolaires locales et régionales, l'autre en 1969-70 auprès du personnel de cadres et professionnel des commissions scolaires régionales par la Direction générale de la Planification, ont servi de base à l'élaboration de cette section. Les variables qui ont été retenues sont l'âge, la scolarité, l'expérience comme enseignant, l'expérience dans la fonction et le type de diplôme détenu.

Le chapitre comprend deux parties, la première concerne les principaux d'écoles des commissions scolaires locales catholiques, la seconde, les principaux d'écoles des commissions scolaires régionales d'une part et le personnel administratif et professionnel non-enseignant d'autre part. Dans cette dernière section nous avons regroupé les postes sous cinq services: administration pédagogique, éducation

permanente, service aux étudiants, administration générale et transport. La liste ci-dessous indique les postes compris dans chacun de ces services.

Administration pédagogique:

- Directeur général
- Directeur général adjoint
- Directeur des études
- Directeur du personnel
- Directeur de l'enseignement élémentaire
- Directeur de l'enseignement secondaire
- Directeur de l'enseignement professionnel
- Coordonnateurs d'une matière
- Conseillers

Education permanente (service):

- Directeur et adjoint de la formation scolaire des adultes
- Directeur et adjoint de la formation professionnelle des adultes

Service aux étudiants:

- Directeur du service aux étudiants
- Coordonnateur de l'éducation physique, loisirs et sports
- Responsable des bibliothèques
- Responsable de l'audio-visuel

Directeur du service de pastorale

Administration générale:

Secrétaire-trésorier et adjoints

Transport:

Directeur ou régisseur des transports

I NIVEAU ELEMENTAIRE

Dans l'étude effectuée en 1968-69, l'on dénombre 55 principaux d'écoles de commissions scolaires locales. La moyenne de scolarité pour l'ensemble des principaux est de 14.2. Leur moyenne d'années d'expérience comme enseignant est de 16.4, alors qu'elle n'est que de 5 comme principal. Par ailleurs, seulement II d'entre eux, soit 20%, ont déjà occupé le poste de principal-adjoint. Dans le cas où ils ont déjà été principal-adjoint leur expérience moyenne dans ce poste était de 3.3 ans.

Un aspect qui apparaissait à étudier était la relation entre la dimension de l'école gérée et le nombre d'années de scolarité. Le tableau IV.I montre qu'il y a une légère différence dans la scolarité entre ceux qui gèrent les écoles de moins de 9 locaux et ceux qui ont la responsabilité d'écoles d'au moins 20 locaux, mais que cette différence n'est pas si-

gnificative (1 an).

Tableau III.6 Répartition des principaux des C.S.L. catholiques selon la scolarité et la dimension de l'école gérée, pour l'année 1968-69.

nombre de locaux / scolarité	moins de 9	9 à 12	13 à 16	17 à 20	21 +	TOTAL
12		3				3
13	3	3	5	1	1	13
14	4	4	1		5	14
15	2	4	4	2		12
16		5	1		4	10
17						
18					1	1
TOTAL NOMBRE	9	19	11	3	11	53
MOYENNE DE SCOLARITE	14	14.2	14	14.3	15	14.2

II NIVEAU SECONDAIRE

a) Les principaux d'écoles

A ce niveau on compte 17 principaux d'écoles. Leur moyenne de scolarité est de quinze années. Les principaux ont une courte expérience dans leur fonction (3 ans) et une expérience moyenne comme enseignants (12.2 ans). Le tableau III.7 montre que les principaux des C.S.R. se répartissent également dans deux grands types en fonction de leur expérience comme enseignants.

Tableau III.7 Répartition des principaux des C.S.R.* selon la scolarité et le nombre d'années d'expérience comme enseignants et comme principaux pour l'année 1968-69.

Années d'expérience dans l'enseignement / expérience comme principal / scolarité	Moins de 10 ans				Plus de 10 ans			
	1-2	3-4	7-8	9+	1-2	3-4	7-8	9+
14 et moins	-	-	2	-	-	-	-	1
15 - 16	1	2	-	-	2	1	-	-
17 - 18	3	1	-	-	-	4	-	-
	TYPE I				TYPE 2			

* Nous n'avons pas les données pour la C.S.R. Harricana

Le type 1 comprend les principaux de moins de 10 ans d'expérience dans l'enseignement, ayant une expérience relativement courte dans leur poste et dont la scolarité est d'au moins 15 années. Le type 2 présente les mêmes caractéristiques que le premier sauf que l'expérience de ces principaux dans l'enseignement est beaucoup plus longue. En ce qui concerne la scolarité des principaux, la région du Nord-Ouest se compare assez bien avec celle du Saguenay-Lac St-Jean.

Si l'on compare les caractéristiques des principaux d'écoles des C.S.L. et des C.S.R. on remarque que la scolarité moyenne des principaux à l'élémentaire est inférieure à celle des principaux au secondaire. Par ailleurs, l'expérience moyenne dans l'enseignement des premiers est plus élevée que celle des seconds. Le même commentaire s'applique à l'expérience comme principal. La comparaison de ce type de personnel indique les mêmes tendances que celles enregistrées pour le personnel enseignant.

Les adjoints aux principaux

La moyenne de scolarité des 16 adjoints recensés dans les C.S.L. et les C.S.R. est la même que pour les principaux. Cependant, leur moyenne d'expérience dans l'enseignement est moins longue (8.0 années) de même que leur expérience comme adjoints (1 an). Cette dernière moyenne témoigne de l'aspect

"moderne" du poste d'adjoint, ce qui explique que seulement 20% des principaux avaient déjà occupé le poste d'adjoint.

b) Le personnel administratif et professionnel non-enseignant

Compte tenu des postes retenus dans l'étude qui sert de base à cette section, les quatre C.S.R. comptent 50 personnes de cette catégorie. Le tableau IV.3 présente un sommaire des principales caractéristiques du personnel administratif et professionnel selon le service auquel il appartient.

Le niveau de scolarité le plus faible est enregistré pour les services de l'administration et du transport, alors que la scolarité moyenne du personnel de l'administration pédagogique est la plus élevée. Par ailleurs, ces trois services groupent le personnel le plus âgé, alors que l'âge moyen pour le service aux étudiants n'est que de 31 ans.

On aurait pu s'attendre, vu leur faible niveau de scolarité, à ce que les secrétaires-trésoriers et les responsables du transport aient une longue expérience dans leurs fonctions. Or leur expérience moyenne n'est que de 3 et 3.3 années respectivement.

Lorsque le type de diplôme est recoupé[1] pour trois des services (administration pédagogique, éducation permanente et service aux étudiants) on note que les diplômes correspondent aux champs d'intérêt de ces services. Ainsi, dans l'administration pédagogique la majorité du personnel détient un bacc. ou une licence en pédagogie. Dans le service aux étudiants, au moins la moitié ont un diplôme spécialisé alors qu'au service de l'éducation permanente ils possèdent soit un diplôme d'enseignement spécialisé, soit un cours technique. Notons que 53% du personnel de ces services est en instance de perfectionnement.

---

1) Voir le tableau 1 de l'annexe D.

Tableau III.8 Caractéristiques du personnel administratif et professionnel non-enseignant pour l'année 1969-70.

Caractéristiques / type de service	Moyenne de scolarité	Moyenne d'âge	Années d'expérience dans la fonction	Années d'expérience dans le domaine scol.
Administration pédagogique	16.8	41	3	de 13 à 17
Education permanente	14.6	34	1.5	12
Service aux étudiants	15.3	31	2.3	5.7
Administration générale (sec.-trés.)	9	43	3	aucune
Transport	9	47	3.3	aucune

CHAPITRE IV

LE FINANCEMENT

A. LES POLITIQUES DE FINANCEMENT EN VIGUEUR

I. LES DEPENSES D'OPERATIONS COURANTES

a) Niveau élémentaire

La nature du système actuel de financement auquel sont assujetties les commissions scolaires locales est complètement changée et inversée par rapport aux périodes précédentes. Les revenus locaux et les subventions gouvernementales s'échangent respectivement leur rôle concernant la base et la complémentarité du financement des C.S. Le changement est dû principalement à deux éléments caractéristiques du financement actuel; la normalisation de l'effort fiscal local (revenu) et la normalisation des dépenses avec l'introduction de la subvention d'équilibre budgétaire.

Les objectifs de ce changement, introduit progressivement depuis 1964, sont résumés dans une déclaration du ministre de l'Education rapportée dans le supplément d'Hebdo-Education du 28 avril 1967; "La normalisation de l'impôt foncier tend à établir un effort fiscal comparable à l'échelle provinciale; celle des dépenses, à fournir des services éducatifs équivalents à tous les jeunes de la Province".

Au niveau des opérations courantes, le ministère reconnaît trois sources principales de financement pour les C.S.L. Ce sont: l'impôt foncier normalisé, les subventions statutaires et enfin les subventions d'équilibre budgétaires.

- En ce qui concerne l'impôt foncier, il existe une politique de normalisation des revenus visant essentiellement à demander à chaque C.S. un effort fiscal compatible avec son degré de développement économique.

La normalisation des revenus s'opère par vote de détermination d'un taux normalisé, établi à l'aide d'une formule mathématique tenant compte de divers indices économiques scientifiquement déterminés. De plus, l'instauration de fourchettes de variation, tant au niveau provincial qu'au niveau régional permet d'éviter une dispersion trop importante des taux normalisés des C.S.L.

La tendance actuelle favorise une égalisation des taux de taxation puisque les marges de variation autour des moyennes provinciales et régionales ont été diminuées au cours des dernières années.

L'objectif idéal à atteindre serait de fixer un taux

normalisé égal pour toutes les C.S.L.; mais seule l'uniformalisation des rôles d'évaluation sur une base scientifique permettrait de réaliser cette égalisation des taux et de fixer un effort fiscal équivalent de la part de chaque contribuable.

- Les subventions statutaires versées aux C.S.L. résultent directement de la Loi des subventions aux commissions scolaires.- Ces subventions concernent différents types de dépenses: elles sont variables selon les postes budgétaires et sont déterminées par des montants per capita.

- Enfin, le ministère a élaboré et mis en application une politique de subvention d'équilibre budgétaire pour combler l'écart entre les revenus normaux et les dépenses normales des C.S.L.- Les revenus normaux concernent uniquement la taxe foncière normalisée et les subventions statutaires. Les dépenses normales sont celles qui sont reconnues et autorisées par le ministère et répondent à des normes précises d'admissibilité. Cette politique de normalisation des dépenses vise de son côté une meilleure allocation des ressources ainsi qu'une certaine uniformisation des services d'enseignement et des services éducatifs, compte tenu des besoins propres à chacune des régions.

Enfin, soulignons qu'une dépense autorisée se réfère le plus souvent à la nature même de la dépense, laquelle est approuvée spécifiquement par le Ministère.- Pour sa part, une dépense admissible se réfère au niveau de la dépense permise par les règles d'approbation des budgets - le montant des dépenses inadmissibles n'est pas subventionnable, il doit être financé par une taxe foncière additionnelle à la charge des contribuables concernés.

b) Niveau secondaire

Les subventions statutaires versées aux C.S.R. et les répartitions (provisoires ou/et définitives) provenant des C.S.L. constituent les principales sources de financement des commissions scolaires régionales.

L'excédent des dépenses autorisées et admissibles sur les subventions statutaires est réparti par les C.S.R. proportionnellement à l'évaluation foncière uniformisée de chaque commission scolaire locale régionalisée.- Le financement de cette répartition qui constitue la cotisation de chacune des C.S.L. est déterminé conformément aux règles d'approbation budgétaire spécifiques aux C.S.R.. En conséquence, les C.S.L. reçoivent du ministère les subventions

d'équilibre budgétaire spécifiques au secteur secondaire; elles ont en outre la responsabilité d'imposer les taxes additionnelles concernant ce niveau d'enseignement.

c) Niveau collégial

Les dépenses effectuées par les CEGEP, approuvées ou autorisées par le ministre, sont payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.

d) Niveau universitaire

Une subvention statutaire dont le montant est déterminé par une disposition législative représente une des contributions du gouvernement au financement des dépenses d'opérations courantes des universités.

L'autre forme de participation du gouvernement au financement de l'enseignement universitaire consiste en une subvention globale aux diverses universités. Le montant en est fixé par le lieutenant gouverneur en conseil à la suite des recommandations du ministre de l'Education. Le conseil des universités joue un rôle de consultation important quant à la fixation du montant des subventions nécessaires aux diverses universités.

II. LES DEPENSES D'IMMOBILISATION

Les dépenses d'immobilisation requièrent une attention spéciale, vu leur forme de financement particulière et l'importance considérable des montants ainsi investis.

a) Commissions scolaires locales et régionales

La direction générale du financement n'intervient dans la réalisation des projets d'immobilisation que lorsque ces derniers ont été approuvés d'une part par la Direction générale de l'élémentaire et du secondaire et, d'autre part, par la Direction générale de l'équipement.

Dans le cas des constructions d'écoles élémentaires, les commissions scolaires locales vont sur le marché des obligations.- Leurs émissions d'obligations sont régies par la D.G.F. et par la Commission municipale du Québec.- Il s'agit d'obligations sériées dont les échéances se répartissent sur une durée de 20 ans.- Des subventions représentant 80% des dépenses sont votées et payées par versements annuels égaux afin de servir aux rachats de ces mêmes obligations.- L'objectif ainsi visé est la réalisation d'un certain équilibre au niveau du service de la dette, qui redistribue dans le temps les remboursements de l'emprunt.

En ce qui les concerne, les C.S.R. voient leurs projets de construction financés suivant des subventions directes équivalant à 70% du coût réel et suivant une émission d'obligations représentant le solde à payer, soit 30%.- Les subventions directes sont en fait les montants accordés au fur et à mesure de l'exécution des travaux.- Par conséquent, le gouvernement finance pratiquement à 100% la construction de ces écoles puisqu'il accorde également des subventions pour le rachat du capital et le paiement des intérêts.

En ce qui a trait aux investissements de moindre importance, la D.G.F. recommande aux commissions scolaires un financement à court terme par le truchement de billets n'excédant pas cinq ans - les sommes ainsi obtenues ne doivent pas excéder le montant de 50,000 dollars. Ces emprunts sont soumis aux règles d'approbation et de remboursement édictées précédemment pour chacun des niveaux d'enseignement.

Enfin, depuis le mois de juillet 1968, toute émission d'obligations est garantie par le ministère des Finances sur demande des commissions scolaires.

b) <u>CEGEP</u>

Le paiement en principal et intérêts de tout emprunt

contracté par un CEGEP est garanti par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant les conditions qu'il détermine.

Toutefois, les constructions doivent être approuvées par un arrêté ministériel.

c) Les universités

Sur demande, le gouvernement offre sa contribution dans le financement des investissements universitaires - c'est ainsi qu'un programme de contribution gouvernementale est préparé par le ministre de l'Education en collaboration avec les institutions concernées.

En 1968, une nouvelle loi prévoit l'emprunt obligataire pour le financement des investissements. Ceux-ci doivent alors être acceptés dans le cadre d'un programme quinquennal autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil - le programme établit le niveau de la contribution gouvernementale et prévoit à cette fin des subventions annuelles pour une période ne dépassant pas dix ans- Cette procédure détermine un cycle au début duquel de nouvelles ententes peuvent intervenir.

B) LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU ELEMENTAIRE

Etant donné l'importance minime du secteur privé

au niveau de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire, nous présenterons ici une image basée sur des données statistiques spécifiques au secteur public (commissions scolaires locales). Précisons au départ que les documents consultés[1] au cours de cette étude qui couvre la période des cinq dernières années ne nous ont pas toujours permis de présenter la situation financière avec toute la rigueur et l'exactitude désirées - soulignons également que certaines données pourront être modifiées à la suite de l'analyse par le Ministère, des états financiers 1966-67, 1967-68, 1968-69 et des budgets 1969-70.

Nous avons voulu ainsi souligner les limites statistiques de cette partie du rapport, afin de permettre au lecteur soucieux de réalisme d'interpréter correctement les informations qui lui sont présentées. Nos descriptions quantitatives ont toutefois une très grande utilité, puisqu'elles précisent, pour la première fois au niveau de la région, les ordres de grandeur de certaines tendances et la dimension de certains problèmes.

1) LES DEPENSES

Les dépenses totales brutes des C.S.L. situées dans la région ont presque doublé durant les cinq dernières années,

---

1) Etats financiers 1965-66, 1966-67, 1967-68, prévisions budgétaires 1969-70.

passant de 16,5 millions de dollars en 1965-66 à 30,3 millions de dollars en 1969-70. Elles augmentent à un rythme moyen de 16.1% par année.

Ces dépenses comprennent les répartitions versées par les C.S.L. aux C.S.R. et les dépenses spécifiques aux niveaux d'enseignement pré-élémentaire et élémentaire - l'accroissement annuel moyen de ces deux

Tableau IV.1 Evolution des dépenses des C.S.L. situées dans la région.

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées aux C.S.R. (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3) = (1) - (2)	
	Montants $milliers	accroissement annuel %	Montants $milliers	accroissement annuel %	Montants $milliers	accroissement annuel %
1965-66	16501	-	3970	-	12531	-
1966-67	20014	21.3%	5730	44.3%	14284	14.0%
1967-68	24906	24.4%	8063	40.7%	16843	17.9%
1968-69	27647	11.1%	10265	27.3%	17382	3.2%
1969-70	30373	10.0%	11497	12.0%	18876	8.6%
Accroissement annuel moyen	-	16.1%	-	30.5%	-	11.1%

variables peut être évalué respectivement à 30.5% et 11.1%; le rythme d'augmentation très élevé de ces dépenses au début de la période tend à diminuer de façon substantielle au cours des deux dernières années.

La croissance des répartitions est liée étroitement à l'augmentation de la clientèle au niveau secondaire[1]. Celle des dépenses totales brutes, spécifiques au niveau élémentaire s'explique partiellement par l'instauration de nouvelles politiques salariales concernant le personnel enseignant. En effet la masse salariale versée par les C.S.L. connaît un accroissement moyen de 14.9% par année au cours de cette période; d'autre part, elle représente une fraction relative des dépenses de plus en plus importantes, passant de 56% en 1965-66 à 64% en 1969-70.

Enfin l'augmentation quantitative et qualitative des services offerts par les C.S.L. à la clientèle qu'elles desservent, augmentation due essentiellement à l'instauration de nouvelles politiques financières par le Ministère a contribué également à l'augmentation des dépenses au niveau élémentaire.

Ces tendances sont plus ou moins marquées selon

---

1) cf. le financement de l'éducation au niveau secondaire.

les divers territoires servant de bases territoriales à notre analyse comme en font foi les divers tableaux en annexe[1].

Elles sont très accentuées dans les régions rurales qui avaient un rattrapage à effectuer (territoire C.S.R. Lalonde).

Tableau IV.2 Evolution des salaires versés par les C.S.L. situées dans la région.

Salaires / années	Salaires totaux versés			Salaires du personnel enseignant		
	Montants $milliers	% des dépenses totales	Accroissement annuel	Montants $milliers	% des dépenses totales	Accroissement annuel
1965-66	6969	56%	-	5430	43%	-
1966-67	8525	60%	22.3%	6674	47%	22.9%
1967-68	10214	61%	19.8%	7868	47%	17.9%
1968-69	10457	60%	2.4%	8029	46%	2.2%
1969-70	12171	64%	16.4%	9362	50%	16.5%
Accroissement annuel moyen	-	-	14.9%	-	-	14.8%

1) tableaux 1 à 3, 9 à 11, 17 à 19 et 25 à 27, annexe D.

Tableau IV.3 Répartition et évolution des coûts-élèves* selon le territoire des C.S.R.

Territoires CSR / années	Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye		TOTAL région	
	coût	Accr. annuel	coût	Accr. annuel	coût	Accr. annuel	coût	Accr. annuel	coût	Accrois. annuel
1965-66	292	-	347	-	230	-	316	-	298	-
1966-67	326	11.6%	344	-0.9%	289	25.6%	338	7.0%	326	9.4%
1967-68	403	23.6%	416	20.9%	354	22.5%	386	14.2%	394	20.8%
1968-69	405	0.5%	434	4.3%	376	6.2%	423	9.6%	411	4.3%
1969-70	467	15.3%	476	9.7%	480	27.7%	470	11.1%	470	14.3%
Accrois. annuel moyen	-	11.9%	-	8.1%	-	20.0%	-	10.8%	-	11.8%

*Sources: tableaux 4, 12, 20 et 28; annexe D.

L'évolution des coûts-élèves de l'enseignement aux niveaux pré-élémentaire et élémentaire reflète les principales tendances soulignées précédemment. Il ne faut cependant accorder à ces coûts qu'une valeur indicative. La clientèle[1] utilisée lors des calculs correspond à celle qui était inscrite aux états financiers des C.S. Or, il

1) Pour des raisons purement techniques liées à la cohérence des données financières et de la clientèle, il nous a été impossible de tenir compte de la répartition de la clientèle telle qu'elle figure au chapitre II.

est probable que certaines données pourront être modifiées à la suite de l'approbation définitive des états financiers. De plus cette clientèle inclut les élèves de niveau secondaire inscrits dans les commissions scolaires non régionalisées qui sont réparties inégalement dans la région du Nord-Ouest.

Compte tenu de ces remarques préliminaires, nous constatons que les coûts moyens par élève, spécifiques aux quatre territoires concernés, diffèrent très peu les uns des autres en 1969-70 par opposition à la très grande disparité qui les caractérisait en 1965-66. L'accroissement annuel moyen du coût régional par élève peut être évalué à 11.8% au cours de la période envisagée.

Enfin, soulignons que les données précédentes concernent toutes les C.S.L., quelle que soit la confessionnalité ou la langue d'enseignement - la répartition des coûts par élève en fonction de la religion nous montre que ceux-ci sont plus élevés chez les protestants que chez les catholiques. Le fait que les C.S. protestantes ne soient pas régionalisées et que les coûts par élève concernent les niveaux élémentaire et secondaire n'explique à notre avis que partiellement ce phénomène. La dispersion qui caractérise ces commissions scolaires et les déséconomies d'échelle qui en résultent semblent être un autre facteur

explicatif.

Tableau IV.4 Coûts comparatifs de l'éducation selon la confessionnalité des C.S. et les années.*

Types de C.S. / années	Protestantes dissidentes	communes catholiques	région Nord-Ouest
1965-66	$428	$291	$298
1966-67	$453	$319	$326
1967-68	$551	$387	$394
1968-69	$585	$403	$411
1969-70	$624	$463	$470

* Sources: tableaux 36 et 44; annexe D.

II) LES REVENUS

Soulignons au départ l'existence d'un excédent des dépenses totales brutes sur les revenus totaux pour toutes les années - le ministère déterminera le mode de financement de ces déficits d'opérations courantes à l'occasion de l'approbation définitive des états financiers. Il est donc impossible de déterminer, à ce stade, si ces déficits seront pourvus partiellement ou totalement par une subvention d'équilibre budgétaire ou par une taxe foncière additionnelle.

Cet écart entre les revenus et les dépenses est relativement peu important comme en témoignent les taux d'accroissement annuel de ces deux variables au cours de la période envisagée.

Tableau IV.5 Répartition des revenus des commissions scolaires locales selon la provenance.

Revenus / années	Imposition	Subventions du gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965-66	36%	57%	7%	100
1966-67	32%	61%	7%	100
1967-68	29%	65%	6%	100
1968-69	28%	65%	7%	100
1969-70	26%	69%	5%	100

La taxation foncière perçue par les commissions scolaires locales et les subventions du gouvernement du Québec (subventions statutaires et subventions d'équilibre budgétaire) constituent de loin la source majeure de financement des commissions scolaires locales, puisqu'elles représentent au minimum 93% des revenus totaux.

Tableau IV.6 Evolution des revenus des commissions scolaires locales situées dans la région.

Revenus / années	Imposition		Subventions du gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Acc. % annuel	Montant $000	Acc. % annuel	Montant $000	Acc. % annuel	Montant $000	Acc. % annuel
1965-66	5886	---	9270	---	1244	---	16400	---
1966-67	6235	5.9%	11756	37.6%	1418	14.0%	19409	18.3%
1967-68	7119	14.2%	15924	35.5%	1340	-5.5%	24383	25.6%
1968-69	7516	5.6%	17433	9.5%	2068	54.3%	27017	10.8%
1969-70	7604	1.2%	20766	19.1%	1548	-25.0%	29918	10.7%
Accroissement annuel moyen	-	8.2%	-	22.3%	-	5.7%	-	16.1%

Les autres revenus représentent essentiellement divers revenus de services provenant soit de commissions scolaires locales, soit de commissions scolaires régionales, de corporations municipales ou de ménages, parents et individus; ces derniers n'excèdent jamais, selon les années, 7% du total des revenus.

a) L'imposition foncière

Le rythme d'accroissement annuel moyen des revenus de taxation foncière (8.2%) est inférieur à celui de l'ensemble des revenus dont disposent les C.S.L. (16.1%). D'autre part,

ces revenus représentent une fraction relative de moins en moins importante des revenus totaux puisqu'ils passent de 36% en 1965-66 à 26% en 1969-70. Cette tendance très significative reste vraie au niveau de chacun des territoires[1] de C.S.R. bien qu'elle soit plus ou moins prononcée.

Cette "stagnation" relative de l'imposition foncière est la conséquence directe de l'instauration par le Ministère de la politique de normalisation des revenus qui tend à établir une contribution normale de la région aux coûts spécifiques de l'éducation aux niveaux élémentaire et secondaire.

Tableau IV.7 Evolution par commission scolaire régionale des taux* normalisés pondérés

Territoire / années — C.S.R.	Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye
1967-68	1.62	1.50	1.44	1.56
1968-69	1.48	1.47	1.43	1.48
1969-70	1.47	1.46	1.43	1.47

*Ces taux sont déterminés sur la base de l'évaluation foncière égale à 100% de la valeur réelle.

La tendance à la baisse et à l'égalisation des taux normalisés pondérés régionaux vise à répartir de façon uniforme l'effort fiscal de la région. En conséquence, l'aug-

1) Voir tableau 5 à 7, 13 à 15, 22 à 23 et 29 à 31; annexe D.

mentation de l'évaluation foncière et l'accroissement des dépenses non subventionnables sont les seuls facteurs qui expliquent l'élévation modérée des revenus d'imposition. Ce dernier phénomène dont l'ampleur et l'origine restent à déterminer provoque une contribution additionnelle "anormale" de la région aux coûts de l'éducation.

Il y aurait lieu d'étudier ce problème de façon plus rigoureuse afin de mettre en oeuvre certains mécanismes propres à réduire, voire à éliminer cette taxe additionnelle. La fixation d'objectifs à moyen et à long terme ainsi que la recherche d'une allocation plus rationnelle des ressources disponibles permettraient certainement d'éviter une augmentation du fardeau fiscal de la région.

b) Les subventions du gouvernement

Les subventions versées par le gouvernement du Québec constituent une autre source de revenus importante pour les commissions scolaires puisqu'elles n'ont jamais cessé de croître et qu'elles sont passées de 57% à 69% au cours de la période étudiée. Les taux annuels d'accroissement de ces subventions sont très élevés, particulièrement en 1966-67 et 1967-68, où ils peuvent être évalués à 37.6% et 35.5% respectivement.

Les subventions gouvernementales se composent de deux éléments. Les subventions statutaires d'une part concernent uniquement le niveau d'enseignement élémentaire; elles varient proportionnellement au nombre des élèves qui suivent cet enseignement et ont par conséquent baissé au cours de la période, passant de $5,2 millions en 1965-66 à environ $4 millions en 1969-70[1].

Les subventions d'équilibre budgétaire d'autre part ont crû à un rythme très élevé et qui est de toute évidence supérieur à celui de l'ensemble des subventions gouvernementales. Ces subventions particulières concernent les niveaux d'enseignement élémentaire et secondaire puisque les répartitions versées aux commissions scolaires régionales par les commissions scolaires locales constituent un élément important des dépenses totales brutes de ces dernières instances. En conséquence, l'augmentation rapide des subventions d'équilibre budgétaire versées aux commissions scolaires locales est en corrélation étroite avec le rythme d'accroissement de ces deux types de dépenses. (cf. analyse des dépenses des commissions scolaires locales).

Les tendances qui caractérisent la répartition et l'évolution des dépenses et des diverses sources de revenus des commissions scolaires locales situées dans la région du

1) Voir tableaux 8, 16, 24 et 32; annexe D.

Nord-Ouest s'appliquent également de façon plus ou moins marquée à chacun des quatre territoires ayant servi de base à notre analyse[1].

Signalons simplement que l'expansion des dépenses totales brutes des commissions scolaires a été plus forte dans les territoires des commissions scolaires régionales Lalonde et Harricana que dans ceux des commissions scolaires régionales La Vérendrye et du Cuivre; ce en raison d'une augmentation plus rapide des répartitions dans ces deux territoires et des dépenses spécifiques au niveau élémentaire dans le territoire de la commission scolaire régionale Lalonde.

Au niveau des revenus, le territoire de la commission scolaire régionale Lalonde se caractérise par l'importance très grande qu'occupent les subventions gouvernementales comme source de financement (83% des revenus totaux en 1969-70) et par le faible niveau de la participation locale aux dépenses d'éducation (14% en 1969-70). Par opposition, le territoire du Cuivre est celui où la participation locale est la plus élevée de la région (30% en 1969-70) et la participation gouvernementale la plus faible (64% en 1969-70).

En ce qui concerne les territoires des commissions

1) Voir tableaux 5 à 8, 13 à 16, 21 à 24 et 29 à 32; annexe D.

scolaires régionales Harricana et La Vérendrye, soulignons que les écarts existant avec les tendances générales qui caractérisent la région du Nord-Ouest sont de faible amplitude.

Enfin, nous remarquons que la structure des revenus, c'est-à-dire la part relative de l'imposition et des subventions et l'évolution de ceux-ci sont liés étroitement au phénomène d'industrialisation que nous avons tenté de mesurer au moyen du pourcentage de taxes foncières provenant des compagnies par rapport aux taxes totales et de l'accroissement annuel.

Tableau IV.8 Répartition des % de taxes des compagnies et de leur rythme d'accroissement selon les territoires de CSR*

Territoire / Années / CSR	Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye		TOTAL région	
	%	Acc. ann.	%	Acc. ann.	%	Acc. ann.	%	Acc. ann.	%	Acc. ann.
1965-66	51	-	49	-	16	-	32	-	43	-
1966-67	54	11.8%	55	28.6%	11	-29.0%	34	9.4%	47	14.8%
1967-68	54	11.1%	60	33.4%	11	7.6%	34	13.4%	48	18.5%
1968-69	53	0.5%	59	7.8%	11	5.6%	34	4.7%	47	3.3%
1969-70	52	-2.0%	59	0.2%	10	1.3%	35	3.6%	46	-0.4%
Accroissement annuel moyen	-	5.2%	-	16.8%	-	-5.1%	-	7.8%	-	8.9%

*Sources: tableaux 7, 15, 23 et 31; annexe D.

En d'autres termes, plus la part des taxes provenant des compagnies par rapport aux taxes totales est élevée et s'accroît rapidement, moins les subventions gouvernementales représentent une part importante des revenus et plus celles-ci s'accroît lentement. A l'inverse, les subventions représentent une fraction des revenus d'autant plus importante et progressive que la part relative des taxes provenant des compagnies est faible et que le rythme d'accroissement de ces revenus est stationnaire ou en agression.

C. LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU SECONDAIRE

Seules les données financières propres aux commissions scolaires régionales retiendront notre attention, puisque la plupart des autres institutions situées dans la région s'y sont intégrées, ont conclu des contrats d'association avec elles ou ont tout simplement cessé leurs activités.

Notre principal objet sera d'analyser les dépenses et les revenus de ces organismes au cours de la période 1965-66 à 1970[1]. Enfin, nous présenterons l'évolution du produit de l'impôt foncier et des subventions gouvernementales pour les niveaux d'enseignement élémentaire et secondaire.

---

1) Sources: états financiers 1965-66 - 1966-67 - 1967-68 - 1968-69, prévisions budgétaires 1969-70 des C.S.R. du Cuivre, Harricana, Lalonde, La Vérendrye.

I LES DEPENSES[1]

La croissance des dépenses totales brutes des C.S.R. est très soutenue, particulièrement au début de la période où le rythme d'accroissement annuel atteint 39.0 en 1966-67 par rapport à 1965-66.

L'augmentation de la clientèle scolaire et celle de la masse salariale, qui représente une fraction relativement importante des dépenses, expliquent partiellement

Tableau IV.9 Evolution des dépenses et de la clientèle des 4 C.S.R. situées dans la région.

Dépenses et clientèle / Années	Dépenses totales brutes		Masse salariale totale		Salaires des enseignants		Clientèle scolaire	
	Montant $000	acc. annuel	Montant $000	acc. annuel	Montant $000	acc. annuel	Nombre	acc. annuel
1965-66	6432	-	4898	-	3272	-	11088	-
1966-67	8943	39.0%	5628	14.9%	4464	36.7%	12860	16.0
1967-68	11689	30.7%	7275	29.3%	5481	14.5%	14375	12.4
1968-69	14718	25.9%	9446	29.8%	6986	27.5%	16848	17.2
1969-70	17245*	17.2%	**	-	**	-	18035	7.0
Accroissement annuel moyen	-	29.2%	-	24.5%	-	28.7%	-	12.9

* estimation - ** données non disponibles

1) Les tableaux 49 à 52, 55 à 58, 61 à 64 et 67 à 70 de l'annexe D concernent chacune des quatre C.S.R.

cette évolution.

Malgré l'existence d'un rapport maître-élèves constant au cours de ces cinq années, les salaires versés au personnel enseignant augmentent plus rapidement que la clientèle; ce en raison de la mise en application de nouvelles politiques salariales concernant ce type de personnel.

Evolution de salaire moyen des professeurs[1]

1965-66:	$4935
1966-67:	$5760
1967-68:	$6110
1968-69:	$6397

La C.S.R. La Vérendrye n'ayant pas encore adressé son budget au Ministère le 1er mai 1970, il nous a été im-

Tableau IV.10 Répartition et évolution des coûts nets par élève selon les C.S.R. et les années.

C.S.R. / Années	Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Total région
1965-66	532	571	515	621	556
1966-67	623	646	630	765	658
1967-68	729	850	690	863	779
1968-69	790	821	781	760	796
1969-70	821	927	865	837 N.B.	881

N.B. Cette donnée a été calculée à partir d'estimations
1) le nombre de professeurs à l'emploi des quatre CSR était respectivement de 663,775, 897 et 1092 pour chacune des années concernées

possible de déterminer le salaire moyen pour 1969-70[1].

Enfin l'élévation constante des coûts par élève au cours de la période envisagée reflète très bien les tendances qui caractérisent l'évolution des dépenses. L'accroissement des coûts des C.S.R. Lalonde et Harricana est plus soutenue; l'augmentation qualitative et quantitative des services offerts aux clientèles desservies par ces C.S.R. est un facteur explicatif additionnel.

En 1969-70, les C.S.R. Du Cuivre et La Vérendrye ont les coûts nets par élève les moins élevés de la région (respectivement $821 et $837). La croissance des coûts a été moins forte, car les deux C.S.R. sont celles qui offraient le plus de services à leur clientèle au début de la période 1965-66.

II LES REVENUS[2]

Les subventions statutaires versées par le gouvernement et les répartitions payées par les C.S.L. constituent les sources majeures de financement des C.S.R.

---

1) Il nous a toutefois été possible, dans plusieurs cas d'évaluer certaines variables par extrapolation.

2) Les tableaux 53 à 54, 59 à 60, 65 à 66 et 71 à 72; annexe D concernent chacune des quatre C.S.R.

Tableau IV.11 Répartition des revenus des C.S.R. selon les années.

Revenus / Années	Subventions statutaires	Répartitions aux C.S.L.	Autres revenus	Revenus totaux
1965-66	37%	60%	3%	100%
1966-67	33%	63%	3%	100%
1967-68	29%	67%	4%	100%
1968-69	29%	67%	4%	100%
1969-70	28%	67%	5%	100%

La part relative occupée par les subventions statutaires décline lentement au cours de la période envisagée; passant de 37% de l'ensemble des revenus en 1965-66 à 28% en 1969-70. Les répartitions payées par les C.S.L. régionalisées se caractérisent par une tendance inversée; elles représentent une source de financement de plus en plus importante puisqu'elles constituent 67% de l'ensemble des revenus des C.S.R. en 1969-70.

Les revenus totaux des commissions scolaires régionales ont augmenté à un rythme comparable à celui des dépenses brutes.

L'évolution des subventions statutaires est en corrélation étroite avec celle de la clientèle desservie par les C.S.R.; ce en raison de la nature même de la loi des subventions aux commissions scolaires.

Tableau IV.12 Evolution des revenus des 4 C.S.R. selon les années.

Revenus / Années	Subventions statutaires		Répartitions des C.S.R.		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Acc. annuel %	Montant $000	Acc. annuel %	Montant $000	Acc. annuel %	Montant $000	Acc. annuel %
1965-66	2447	-	3970	-	245	-	6662	-
1966-67	2951	20.6%	5730	44.3%	360	46.9%	9041	35.7%
1967-68	3527	19.5%	8063	40.7%	483	34.1%	12073	33.5%
1968-69	4442	25.9%	10265	27.3%	601	24.4%	15408	27.6%
1969-70	4864	8.7%	11497	12.0%	884	47.1%	17245	11.3%
Accroissement annuel moyen	-	18.7%	-	30.5%	-	37.9%	-	26.9%

Par différence, les répartitions imposées aux C.S.L. ont progressé très rapidement. Soulignons que ces revenus bien spécifiques sont financés au niveau des C.S.L. par le biais de l'imposition foncière et de subventions d'équilibre budgétaire. On se rappelle d'ailleurs de l'impact considérable que produit la croissance des répartitions sur celle des subventions d'équilibre budgétaire.

III) LE RENDEMENT DE L'IMPOT FONCIER ET DES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES.

Compte tenu des liaisons étroites existant entre le mode de financement des C.S.L. et des C.S.R., nous nous proposons maintenant d'évaluer le produit de l'impôt et le rendement des subventions gouvernementales par élève pour les niveaux d'enseignement élémentaire et secondaire - les deux critères principaux qui serviront de cadre à notre analyse seront la confessionnalité[1] d'une part et les divers territoires de C.S.R. d'autre part.

a) Le rendement de l'impôt foncier

Compte tenu des remarques précédentes, nous avons considéré que la taxation foncière que les C.S.L. ont la responsabilité d'imposer était destinée à financer partiellement l'éducation, tant aux niveaux pré-élémentaire et élémentaire qu'au niveau secondaire. Ainsi, nous avons déterminé quelle était la participation de la région aux dépenses d'éducation d'un élève, quel que soit son niveau, et, comment évoluait cette contribution du milieu.

---

1) Nous avons retenu la confessionnalité de fait ou de droit des CS et non celle des élèves. Les CS protestantes comprennent également les CS dissidentes alors que les CS communes ont été regroupées avec les CS catholiques.

Tableau IV.13 Rendement de l'impôt foncier par élève selon les territoires de C.S.R. et la confessionnalité des C.S.R.

Secteurs / années	Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Protestantes	Catholiques	Total région
1965-66	$141	$130	$65	$115	$225	$115	$119
1966-67	$145	$123	$60	$116	$226	$114	$118
1967-68	$159	$144	$62	$129	$250	$127	$131
1968-69	$158	$152	$67	$133	$265	$132	$135
1969-70	$162	$151	$72	$141	$245	$134	$138
Accroissement annuel moyen	3.4%	3.8%	2.3%	5.2%	2.1%	3.9%	3.8%

Nous remarquons que la contribution de la région est de $138 par élève* et que cette participation locale augmente à un rythme moyen de 3.8% par année. Le rendement de l'impôt foncier est plus élevé chez les protestants que chez les catholiques, mais la progression est moins rapide dans le premier cas. Enfin le produit de l'impôt est le plus faible dans le territoire de la C.S.R. Lalonde et sa progression est plus rapide dans le territoire de la C.S.R. La Vérendrye (5.2% par année).

b) Le rendement des subventions gouvernementales

Le rendement des subventions par élève a été dé-

* en 1969-70

terminé en divisant les subventions totales, (subventions statutaires spécifiques à chacun des niveaux d'enseignement et subventions d'équilibre budgétaire reçues par les C.S.L. et concernant conjointement les deux niveaux d'enseignement) par la clientèle totale (pré-élémentaire, élémentaire et secondaire).

Tableau IV.14 Rendement des subventions par élève selon les territoires de C.S.R. et la confessionnalité des C.S.

Secteur / années	Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Protestants	Catholiques	TOTAL région
1965-66	$208	$273	$224	$267	$184	$240	$238
1966-67	$261	$262	$290	$325	$209	$282	$279
1967-68	$336	$340	$398	$391	$254	$363	$359
1968-69	$372	$365	$469	$399	$258	$401	$393
1969-70	$436	$442	$554	$460	$267	$471	$464
Accroissement annuel moyen	20.3%	12.8%	25.2%	14.4%	9.8%	18.3%	18.1%

En 1969, la contribution gouvernementale par élève peut-être évaluée à $464 pour l'ensemble de la région; de plus, elle se caractérise par un rythme d'accroissement moyen assez soutenu (18.1% par année). Elle est plus élevée et croit plus rapidement chez les catholiques que chez les protestants.

L'accroissement annuel moyen des rendements des subventions par élève est le plus élevé dans le territoire Lalonde et le plus faible dans le territoire Harricana.

Enfin, le territoire Lalonde se caractérise par un rendement très élevé des subventions ($554 par élève en 1969-70), alors que ce rendement est le plus faible dans le territoire Du Cuivre 436 par élève pour la même année.

D- LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU NIVEAU COLLEGIAL

Le seul CEGEP existant dans la région est situé à Rouyn; il a été créé en 1967. Les revenus dont dispose ce CEGEP pour dispenser l'enseignement régulier proviennent exclusivement de subventions versées par le gouvernement du Québec.

Les dépenses d'opérations courantes effectuées par cet organisme parapublic au cours de la période envisagée ont augmenté très rapidement, passant de 805,000 dollars en 1967-68 à environ 1.5 million de dollars en 1969-70 alors que la clientèle est restée très stable.

Cet accroissement, dû à l'augmentation quantitative et qualitative des services offerts a provoqué une hausse rapide des coûts par élève qui peuvent être évalués à $1,581 en en 1969-70.

Tableau IV.15 Evolution des dépenses[1] au CEGEP de Rouyn-Noranda.

Dépenses et clientèle / années	Dépenses d'opérateurs courantes	Clientèle	coûts par élève
1967-68	$804,686	947	$850
1968-69	$1,213,436	940	$1291
1969-70	$1,498,516	948	$1581
Accroissement annuel moyen	16.8%	NIL %	16.8%

Enfin, cette institution a effectué diverses dépenses d'immobilisation (achats de mobilier, appareillage, outillage, aménagements et transformations) au cours de la période envisagée. Ces dépenses qui s'élèvent à $50,383, $278,000 et $946,000 pour les trois années ont été financées par des subventions directes du gouvernement et par un emprunt obligataire.

E- LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION PERMANENTE

I) NIVEAU SECONDAIRE

Les coûts des cours pour adultes dispensés par les C.S.R. sont financés principalement au moyen de subventions versées par le gouvernement du Québec dans le cadre des ententes fédérales-provinciales. Notons toutefois que

1) Ces données nous ont été fournies par la Direction générale de l'enseignement collégial du Ministère de l'Education.

les allocations aux adultes sans emploi fréquentant les cours de récupération scolaire ou de formation professionnelle leur sont directement versées par le gouvernement fédéral.

Tableau IV.16 Evolution et répartition des dépenses[1] d'éducation permanente des C.S.R.

Dépenses / années	Dépenses totales $000	Dépenses d'enseignement $000	Répartition des dépenses d'enseignement		
			professionnel	académique	Education populaire
1965-66	17	14	22%	54%	24%
1966-67	119	99	7%	68%	25%
1967-68	396	344	7%	77%	16%
1968-69	858	676	20%	75%	5%
1969-70	865	694	26%	68%	6%
Accroissement annuel moyen	167%	165%	-	-	-

En 1969-70, les quatre C.S.R. affectent environ $865,000 dollars à l'éducation permanente; la majeure partie de ces dépenses concerne l'enseignement proprement dit. La totalité du coût de l'éducation permanente est subventionnée par le ministère de l'Education - la croissance des sommes mises à la disposition des C.S.R., et par conséquent des

1) Ces données ont été fournies par les quatre C.S.R. situées dans la région.

dépenses de celles-ci, est d'autant plus importante que le niveau des dépenses affectées à cet enseignement était relativement faible en 1965-66.

Les dépenses d'enseignement sont réparties inégalement entre l'enseignement professionnel, la formation scolaire et l'éducation populaire; l'enseignement scolaire occupant une place prépondérante (68% des dépenses d'enseignement en 1969-70).

Ces tendances qui caractérisent la structure des dépenses au niveau de la région sont plus ou moins accentuées selon les C.S.R.[1]

Enfin, la répartition des dépenses selon les C.S.R. et leur importance relative est inégale et très variable au cours de la période envisagée. Remarquons simplement qu'en 1969-70, 38% des dépenses sont effectuées par la C.S.R. du Cuivre et que les trois autres C.S.R. se partagent également 62% des dépenses totales.

II) Niveau collégial[2]

A ce niveau d'enseignement les montants affectés à l'éducation permanente par le CEGEP de Rouyn-Noranda sont

1) Voir tableaux 73 à 76, annexe D.

2) Informations fournies par le CEGEP de Rouyn.

Tableau IV.17 Répartition des dépenses d'éducation permanente selon les C.S.R.

CSR / années	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	TOTAL région
1965-66	35%	-	18%	47%	100%
1966-67	28%	26%	12%	34%	100%
1967-68	45%	19%	12%	24%	100%
1968-69	38%	19%	22%	21%	100%
1969-70	38%	22%	20%	20%	100%

relativement faibles. Cependant, la croissance de ces dépenses, qui sont passées de $54,000 dollars en 1967-68 à $125,000 en 1969-70, est très soutenue, puisque le rythme d'accroissement annuel moyen peut être évalué à 32%.

Contrairement à la situation qui prévaut au niveau secondaire, les subventions gouvernementales représentent une source de financement mineure puisque cette participation peut être évaluée respectivement à 20%, 25% et 28% des revenus totaux pour les années 1965-66, 1966-67 et 1967-68. Les revenus locaux constituent, par conséquent, la source majeure de financement.

CHAPITRE V

L'EQUIPEMENT SCOLAIRE

Ce chapitre concerne les équipements immobiliers dont disposent les divers organismes publics qui dispensent un enseignement dans la région. Les équipements seront étudiés par niveau d'enseignement et selon les variables suivantes, dans le cas où elles s'appliquent: l'inventaire des écoles et des locaux, l'utilisation des locaux et les projets de constructions et d'agrandissements au 1er mai 1970.

Au premier mai 1970, il existait approximativement une centaine de commissions scolaires locales communes, catholiques, protestantes ou dissidentes qui dispensaient un enseignement de niveau élémentaire dans la région du Nord-Ouest. La plupart des écoles et des locaux appartenant à ces entités administratives avaient déjà été inventoriés de façon systématique par les comités régionaux d'équipement scolaire, comme en font foi les quatre rapports mis à notre disposition.

Cependant, l'orientation que nous avons voulu donner à cette étude (notion d'utilisation des locaux), la mise à jour nécessaire de certaines données qui nous était imposées par la construction récente de certaines écoles, par l'agrandissement ou le réaménagement de certaines d'entre elles et la présentation des données par secteur d'aménagement, nous ont amené progressivement à penser qu'il était opportun d'effectuer un nouvel inventaire.

A cet effet, un formulaire, destiné à toutes les commissions scolaires et répondant le plus rigoureusement possible à ces exigences, était conçu et adressé à chacune d'entre elles par le Ministère. Nous tenons à souligner l'esprit de collaboration dont ont fait preuve les organismes scolaires concernés puisqu'ils ont tous, sans exception, et dans un laps de temps très court, répondu à ce formulaire. La phase ultime de cette opération a été la compilation des informations par secteur d'aménagement[1], par territoire de CSR et pour l'ensemble de la région du Nord-Ouest.

Ce formulaire comprenait essentiellement deux parties: la première permettait de dresser l'inventaire proprement dit des écoles et des divers types de locaux par C.S. Les principales caractéristiques retenues étaient le nombre d'écoles et de locaux, les dates de construction ou d'agrandissement et la nature des locaux en fonction des trois grandes catégories suivantes:

-locaux d'administration: locaux réservés au personnel de l'administration centrale et au personnel des écoles.

-locaux communautaires: locaux où aucun enseignement n'est dispensé et servant à des activités parascolaires ou à d'autres fins (exemple: auditorium,

1) Voir tableaux 1 à 12, annexe E.

toilettes, chapelles, salles de récréation, cafétéria, etc.)

-locaux d'enseignement (classes): locaux pouvant recevoir un groupe d'environ trente élèves et destinés à l'enseignement de matières scolaires.

La deuxième partie du formulaire permettait de déterminer comment et par qui les divers types de locaux étaient utilisés. Nous avons établi, à cette fin et de façon très sommaire, trois emplois possibles.

-locaux utilisés par la C.S. propriétaire

-locaux loués par la C.S.

-locaux vacants. (ces derniers ont été obtenus par différence).

Compte tenu du très grand nombre de C.S. à consulter, et du peu de temps et de ressources humaines à notre disposition pour effectuer cette opération, notre outil de travail devait être nécessairement simplifié de sorte que plusieurs informations obtenues sont entachées d'une certaine imprécision.

Conscients des imperfections de la méthode utilisée, nous croyons que cet outil de travail n'en demeure pas moins très valable puisqu'il nous a permis, avec une marge d'erreur

relativement faible, de déceler les tendances qui caractérisent l'équipement immobilier dont disposent les C.S.L. situées dans la région.

A) NIVEAU ELEMENTAIRE

Ces commissions scolaires possèdent 214 écoles dont la capacité peut être évaluée à environ 57,000 places-élèves et contenant 3,454 locaux divers. Elles utilisent la majeure partie de ces locaux pour satisfaire leurs propres besoins; elles en louent une seconde partie principalement aux quatre commissions scolaires régionales et disposent enfin de locaux vacants.

I) INVENTAIRE DES ECOLES ET DES LOCAUX

A la lumière du tableau V.1 concernant la répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction, nous remarquons que la majeure partie des écoles, soit 54%, ont été construites durant la décade 1954-63. D'autre part, 12% des écoles ont 26 ans et plus et seulement 3% d'entre elles ont été construites après 1963, c'est-à-dire après la création du ministère de l'Education.

Ces écoles sont dotées de 1907 salles de classe. La moyenne de classes par école est de 8 à 9 et varie peu selon la période de construction des écoles à l'exception,

de la période postérieure à 1963 où la moyenne est beaucoup plus élevée. Cette disparité serait due au fait que des agrandissements ont été effectués afin de répondre à de nouveaux besoins des clientèles particulièrement dans les municipalités à forte expansion économique. Il semble bien que ces agrandissements se fassent principalement sur des écoles relativement neuves plutôt que sur des édifices plus vieux.

Tableau V.1 Répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction

ANNEES	ECOLES		CLASSES		NOMBRE MOYEN DE CLASSE PAR ECOLE
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
AVANT 1944	25	12	199	11	7.9
1944 - 1953	67	31	570	30	8.5
1954 - 1963	116	54	977	51	8.4
APRES 1963	6	3	161	8	26.8
TOTAL	214	100	1907	100	8.9

Par ailleurs, les écoles varient en âge selon le territoire de C.S.R.[1]. En effet, les écoles situées sur le territoire de la C.S.R. La Vérendrye sont plus vieilles que pour les autres territoires (73% des écoles ont été construites avant 1953). De plus le nombre moyen de classes de ces écoles est plus élevé (12.8) que la moyenne des autres territoires. Des 6 écoles construites après 1963, 5 sont situées sur le territoire de la C.S.R. Harricana. Cette situation s'explique facilement si l'on tient compte du développement municipal récent de ce territoire et par conséquent de l'accroissement rapide de la clientèle du niveau élémentaire.

Les écoles appartenant aux C.S.L. sont réparties inégalement dans la région: 77 d'entre elles, soit 36% du total sont situées sur le territoire de la C.S.R. Du Cuivre, 66 soit 30% sur celui de la C.S.R. Harricana, 21% (45) des écoles sont situées sur le territoire de la C.S.R. Lalonde et enfin 26, soit 13% sur celui de la C.S.R. La Vérendrye.

Ces écoles comprennent 3,455 locaux répartis en trois catégories selon la destination première de ceux-ci. Les locaux d'enseignement constituent la catégorie la plus importante puisqu'ils représentent 55% de tous les locaux de la région.

---

1) Pour connaître les caractéristiques des écoles par territoire de C.S.R., voir les tableaux 1, 4, 7 et 10 de l'annexe E.

Les locaux communautaires constituent 36% de l'ensemble. Les variations selon les territoires de C.S.R. sont partiellement attribuables à la définition vague que nous avions donnée à ce terme. En effet, diverses écoles sont nanties de locaux résidentiels destinés au logement du personnel enseignant religieux; ces locaux dont la destination est bien particulière ont été tantôt inclus, tantôt exclus du nombre de locaux communautaires. Enfin, les locaux d'administration ne représentent que 9% de l'ensemble des locaux de la région.

II UTILISATION DES ECOLES

Les écoles et les locaux dont les commissions scolaires locales sont propriétaires ont deux emplois principaux. D'une part, les C.S.L. en utilisent la majeure partie pour satisfaire leurs propres besoins; d'autre part elles en louent une partie, principalement aux C.S.R. qui ne disposent pas de locaux en nombre suffisant. Certaines C.S.L. louent quelques locaux de divers organismes ou corporations, mais il faut accorder une attention très restreinte à ce phénomène dont l'ampleur est limitée.

a) Les locaux utilisés par les commissions scolaires locales

Les commissions scolaires locales utilisent pour

leurs propres fins 2,700 locaux, dont près de la moitié sont des salles de classes. Ces locaux utilisés représentent 78% de l'ensemble des locaux de la région, quelle que soit leur destination. Un examen[1] de chacune des catégories déjà définies indique que régionalement les locaux de classes sont utilisés à 82%, les locaux communautaires à 76% et les locaux d'administration à 74% par les C.S.L. elles-mêmes. Ces taux d'utilisation varient d'un secteur d'aménagement à un autre[2*] : ceux de Matagami-Joutel et Lebel sur Quévillon utilisent eux-mêmes la totalité des locaux dont ils sont propriétaires, alors que pour le secteur Barrante-Senneterre, les C.S.L. n'emploient que 60% de leurs locaux et seulement 53% de leurs salles de classes.

---

1) Voir le tableau V.2 de la page suivante.

2* Voir les tableaux 3, 6, 9 et 12 de l'annexe E.

* Les pourcentages exprimés représentent la proportion de ces locaux par rapport au nombre total de locaux pour un territoire de C.S.R.

1 La capacité totale (places-élèves d'enseignement)= le nombre de locaux de classes/ 30 élèves X 100. Le nombre 30 a été choisi comme norme d'élèves par classe.

2 Capacité utilisée= le nombre de locaux de classes utilisés / 30 élèves X 100

3 Capacité louée= le nombre de locaux de classe loués par les C.S.L. / 30 élèves X 100

4 Capacité vacante= 1- (2 + 3)

5 Rapport élèves / classe= clientèle 1969/70 no. de locaux utilisés. Alors qu'en 2, il s'agit d'une utilisation théorique, 5 donne l'utilisation réelle des locaux pour 1969-70.

Tableau V.2 Répartition et utilisation des locaux appartenant aux commissions scolaires locales

Locaux \ Territoires de CSR	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Total régional
No total d'écoles	77	66	45	26	214
No total de locaux	1217 - 100%	954 - 100%	743 - 100%	541 - 100%	3455 - 100%
% total d'utilis.	929 - 76%	746 - 78%	610 - 82%	415 - 77%	2700 - 78%
% total de location	187 - 15%	166 - 17%	60 - 8%	106 - 20%	519 - 15%
% total de vacance	101 - 9%	42 - 5%	73 - 10%	20 - 3%	236 - 7%
No de locaux classes[1]	682 - 56%	554 - 58%	336 - 45%	335 - 62%	1907 - 55%
% d'utilisation	514 - 75%	424 - 77%	271 - 80%	243 - 73%	1452 - 76%
% de location	113 - 17%	101 - 20%	35 - 10%	76 - 23%	325 - 17%
% de vacance	55 - 8%	29 - 3%	30 - 10%	16 - 4%	130 - 7%
No de locaux adm.*	101 - 8%	118 - 12%	53 - 7%	55 - 10%	327 - 9%
% d'utilisation	73 - 72%	86 - 73%	43 - 81%	40 - 73%	242 - 74%
% de location	20 - 20%	30 - 25%	5 - 9%	15 - 27%	70 - 21%
% de vacance	8 - 8%	2 - 2%	5 - 10%	- -	15 - 5%
No de locaux comm.*	434 - 36%	282 - 30%	354 - 48%	151 - 28%	1221 - 36%
% d'utilisation	342 - 79%	236 - 83%	296 - 84%	132 - 87%	1006 - 82%
% de location	54 - 12%	35 - 12%	20 - 6%	15 - 10%	124 - 10%
% de vacance	38 - 9%	11 - 5%	38 - 10%	4 - 3%	91 - 8%
Capacité totale[1] (place-élèves d'ens)	20460	16400	10080	10050	56990
Capacité utilisée[2]	15420	12505	8130	7290	43345
Capacité louée[3]	3390	3030	1050	2280	9750
Capacité vacante[4]	1650	865	900	480	3895
Clientèle 1969-70	12636	10446	6731	6606	36419
Rapport élèves/classe[5]	24.5	24.6	24.9	27.1	25.2

* Voir les notes au bas de la page suivante.
1 2. 3. 4, 5 - idem

Le tableau V.2 indique que la capacité d'utilisation normative fixée à 30 élèves par classe dépasse passablement la capacité d'utilisation réelle telle que définie par le rapport élèves/classe. En effet, pour tous les territoires, ce rapport est inférieur à 30 élèves. Par ailleurs comme il nous est impossible de connaître les modes d'utilisation des locaux, nous ne pouvons affirmer si cette capacité affecte le nombre de locaux utilisés. De toute façon, il est évident que la capacité vacante réelle est plus élevée que celle indiquée dans ce tableau. Par ailleurs, il se peut fort bien que cette capacité vacante soit justifiée par des facteurs géographiques, pédagogiques ou qualitatifs.

b) Les locaux loués par les C.S.L.

Les données figurant dans le tableau V.2 concernent tous les locaux loués par les C.S.L. aux C.S.R. et aux divers organismes tels les municipalités civiles, les organisations de loisirs, etc. Toutefois les locaux loués aux C.S.R. représentent de loin la majeure partie de ces locaux, voire même, dans certains secteurs d'aménagement la totalité de ceux-ci. Nous avons repris le thème des locaux loués dans la section traitant des équipements immobiliers au niveau secondaire. Par ailleurs, des différences sont enregistrées entre les données fournies par les C.S.L. et celles par les C.S.R.. Celles-ci ne s'expliquent que par les distorsions inhérentes à l'in-

formation dont nous disposons.

Sans chercher à connaître les locataires de ces locaux, mentionnons que dans la région, les C.S.L. louent 15% de leurs locaux (519), dont plus de la moitié sont des locaux de classe 21% des locaux administratifs et 10% des locaux communautaires. Lorsque les C.S.R. louent ces locaux, ils effectuent, selon leurs besoins, divers aménagements et transformations afin de rendre ces locaux plus fonctionnels (laboratoires, ateliers).

III) LOCAUX VACANTS

Les commissions scolaires locales disposent de locaux inutilisés. Ce nombre de locaux, par territoire de C.S.R. et secteur d'aménagement a été obtenu par une opération mathématique. Cette section ne constitue donc qu'un indice des locaux vacants de la région et par conséquent de l'évaluation de la tendance actuelle au sous-emploi des écoles élémentaires dans la région. Notons toutefois, que ce phénomène à l'élémentaire n'est pas particulier au N.O. seulement.

Le nombre de locaux vacants évalués est de 236 dans la région; environ 55% de ces locaux sont des locaux de classe. Ces locaux sont répartis inégalement selon le territoire de C.S.R. et dépendent en large part du nombre de places/élèves

dont disposent les C.S.R. pour leur enseignement. En ce qui concerne le territoire de la C.S.R. Lalonde où le pourcentage des locaux vacants est le plus élevé de la région, soit 10%, il semble que les C.S.L. aient inclus dans cette catégorie un grand nombre de locaux résidentiels destinés au logement du personnel enseignant religieux. Ce type de personnel ayant largement diminué, les locaux résidentiels se vident progressivement. L'utilisation de ces locaux au niveau élémentaire pose des difficultés de réaménagement.

L'étude des équipements immobiliers des C.S.L. indique qu'il y a une certaine sous-utilisation des locaux au niveau élémentaire. Cette situation est due d'une part à des facteurs de clientèles et d'autre part à une certaine tendance à la concentration des élèves dans certaines écoles. Les C.S.L. qui avaient plusieurs écoles de rangs, les abandonnent en faveur d'écoles plus modernes et mieux équipées. Par ailleurs, les C.S.L. demeurant propriétaires de ces écoles, leur taux d'utilisation en est d'autant réduit.

La réduction graduelle des clientèles au niveau élémentaire et l'implantation progressive du réseau des écoles polyvalentes au niveau secondaire aura pour principale conséquence de diminuer l'utilisation des locaux par les C.S.L. Ce problème éventuel devrait être envisagé en vue de maintenir

un taux de rentabilité minimum des investissements immobiliers initiaux et assurer ainsi un remplacement normal des équipements scolaires plutôt que de créer une situation où dans 40 ou 50 ans il faudra remplacer en masse ces équipements.

B) NIVEAU SECONDAIRE

Les quatre C.S.R. situées dans la région disposent d'équipements mobiliers et immobiliers dont elles se servent pour satisfaire leurs besoins. Celles-ci sont soit propriétaires ou locataires de ces équipements. Seuls les équipements immobiliers retiendront notre attention; cependant, compte tenu des investissements importants dans des équipements mobiliers ceux-ci devraient être inventoriés dans des délais relativement courts.

Dans cette section, une deuxième partie traite des projets de constructions d'écoles polyvalentes et des projets d'agrandissements des écoles existantes.

I) <u>INVENTAIRE DES ECOLES ET DES LOCAUX</u>

Cet inventaire a été rendu possible grâce aux informations que nous ont fournies les quatre C.S.R. de la région. Le formulaire adressé à ces entités administratives nous a permis de voir de quelle façon les C.S.R. satisfaisaient leurs besoins en établissant, comme pour le niveau élémentaire d'ailleurs,

une distinction entre leurs propres locaux et ceux loués. Le tableau suivant présente de façon très schématique la situation qui prévaut pour les C.S.R.

Tableau V.3 Répartition des locaux utilisés par les C.S.R. selon leur appartenance.

Locaux \ CSR		Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	TOTAL région
Locaux appartenant aux CSR	Nombre	207	-	163	33	403
	%	46%	NIL	67%	16%	35%
Locaux loués par les CSR	Nombre	247	214	81	212	754
	%	54%	100%	33%	84%	65%
Locaux dont disposent les CSR	Nombre	454	214	244	245	1157
	%	100%	100%	100%	100%	100%

Enfin, les divers locaux utilisés par les C.S.R. ont été répartis en quatre catégories basées sur la destination de ceux-ci. Il s'agit en l'occurence des:

- locaux d'administration: (Voir définition dans la partie A)
- classes: (Voir définition dans la partie A)

- laboratoires et ateliers: locaux destinés à recevoir un groupe d'élèves en sciences humaines, pures, appliquées et administratives.
- autres locaux: locaux autres que ceux qui sont inclus dans les trois catégories précédentes; il s'agit principalement des locaux communautaires (Voir définition dans la partie A)

a) Ecoles appartenant aux C.S.R.

Les quatre C.S.R. ne disposent actuellement que de 8 écoles ayant une capacité de 5,700 élèves. Ces écoles sont inégalement réparties sur le territoire et très peu d'entre elles sont véritablement polyvalentes. La clientèle desservie par ces écoles représente seulement 25% de la clientèle totale des quatre C.S.R. (Voir le tableau V.4).

C.S.R. Du Cuivre

Cette C.S.R. possède le plus grand nombre d'écoles; toutefois, plusieurs d'entre elles sont inadéquates et doivent être agrandies et transformées en écoles polyvalentes. Deux nouvelles écoles ont été mises en opération au cours de l'année 1969; il s'agit en l'occurence de l'école Carrefour à Latulipe et de l'école Notre-Dame du Nord ayant des capacités de 255 et 700 places-élèves respectivement.

C.S.R. Harricana

Cette C.S.R. ne possède actuellement aucune école. Néanmoins, divers pourparlers concernant l'acquisition éventuelle de l'école de Métiers d'Amos, de l'Institut de l'Assomption et du Séminaire d'Amos sont actuellement en cours.

D'autre part, l'école élémentaire de Barrante appartenant à la C.S.L. doit également être acquise par la C.S.R. et transformée ultérieurement en école polyvalente.

C.S.R. Lalonde

La seule école en opération est située à La Sarre; il s'agit d'une nouvelle polyvalente d'une capacité approximative de 2,600 élèves et construite en 1966-67.

C.S.R. La Vérendrye

La seule école située à Malartic n'est dotée d'aucun laboratoire ou atelier. Cette école doit être agrandie et transformée ultérieurement en polyvalente.

b) Locaux loués par les C.S.R.

Le tableau V.4 concernant la répartition des locaux utilisés par les C.S.R indique qu'elles louent proportionnellement plus de locaux qu'elles n'en possèdent. En effet, 65% des locaux utilisés par les C.S.R. sont loués pour un coût

Tableau V.4 Répartition des locaux utilisés par les commissions scolaires régionales.

CSR / Locaux	Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye		Total régional	
No total d'écoles	6		-		1		1		8	
No total de locaux	454		214		244		245		1157	
Locaux loués	247	54%	214	100%	81	33%	212	84%	754	65%
-locaux loués des CSL	161	65%	100	47%	50	62%	168	79%	479	64%
-locaux loués d'autres	86	35%	114	53%	31	38%	44	21%	275	36%
Locaux CSR Propr.	207	46%	-		163	67%	33	16%	403	35%
No. locaux administ.	53		-		33		2		88	
Locaux CSR Propr.	53		-		33		2		88	
No total locaux classes	215		157		109		93		574	
Locaux loués	148	69%	157	100%	43	39%	72	77%	420	73%
-locaux loués des CSL	94	63%	79	51%	28	65%	65	90%	266	63%
-locaux loués d'autres	54	37%	78	49%	15	35%	7	10%	154	37%
Locaux CSR Propr.	67	31%	-		66	61%	21	23%	154	27%
No total labo et ateliers	64		52		59		40		215	
Locaux loués	25	39%	52	100%	13	22%	40	100%	130	60%
-locaux loués des CSL	18	72%	16	31%	6	46%	26	65%	66	51%
-locaux loués d'autres	7	28%	36	69%	7	54%	14	35%	64	49%
Locaux CSR Propr.	39	61%	-	-	46	78%	-	-	85	40%
No total autres locaux	122		5		43		110		280	
Locaux loués	74	61%	5	100%	25	58%	91	100%	204	73%
-locaux loués des CSL	49	66%	5	100%	16	64%	77	77%	147	72%
-locaux loués d'autres	25	34%	-	-	9	36%	23	23%	57	28%
Locaux CSR Propr.	48	39%	-	-	18	42%	10	9%	76	27%
Coût total de location	$344,000		$493,000		$104,000		$274,000		$1,215,000	
Coût de location des CSL	$251,000		$145,000		$ 55,000		$152,000		603,000	
Coût de location d'autres	$ 93,000		$348,000		$ 49,000		$152,000		612,000	

total de $1,215,000. Notons de plus que la C.S.R. Harricana loue la totalité de ses locaux. Toutes les C.S.R. louent des locaux des C.S.L. situées sur leur territoire. La majeure partie de ces locaux loués est composée de locaux de classe. Lorsque des locaux loués sont des laboratoires et des ateliers, il est évident que ce sont les C.S.R. qui aménagent des locaux en laboratoires ou autres. Les locaux loués des C.S.L. sont les plus importants sauf pour la C.S.R. Harricana dont la majorité des locaux sont loués d'autres organismes. Les locations des C.S.L. représentent un revenu pour celles-ci de l'ordre de $1003.00.

En ce qui concerne la location des laboratoires et ateliers ceux-ci sont davantage loués de d'autres organismes que les C.S.L.. Ceci explique en partie le coût plus élevé de location des organismes[1].

L'insuffisance des locaux appartenant aux C.S.R. et l'obligation qu'elles ont d'en louer un grand nombre sont autant de contraintes d'organisation qui s'imposent à ces instances. La location de ces divers locaux n'est pas toujours adéquate et plusieurs C.S.R. (La Vérendrye et Du Cuivre) sont obligées d'imposer le double horaire à leur clientèle. D'autre

---

1) Il serait trop fastidieux de donner la liste de ces organismes. Soulignons qu'il s'agit d'institutions privées, d'institutions publiques autre que celles retenues ici, d'entreprises privées diverses et de locaux de particuliers.

part, nous pouvons questionner objectivement la polyvalence réelle de l'enseignement secondaire, compte tenu de l'éparpillement des locaux utilisés par les C.S.R.

II) PROJETS DE CONSTRUCTION ET D'AGRANDISSEMENT[1]

Le programme* d'implantation d'écoles secondaires polyvalentes, une fois achevé, prévoit l'agrandissement de trois écoles existantes et la construction de huit écoles nouvelles qui permettront de porter le nombre de places-élèves de 5,700 à 19,400. Ces projets, dont certains sont actuellement au stade de la construction, représentent des investissements de l'ordre de $41,000,000.

a) nature des projets

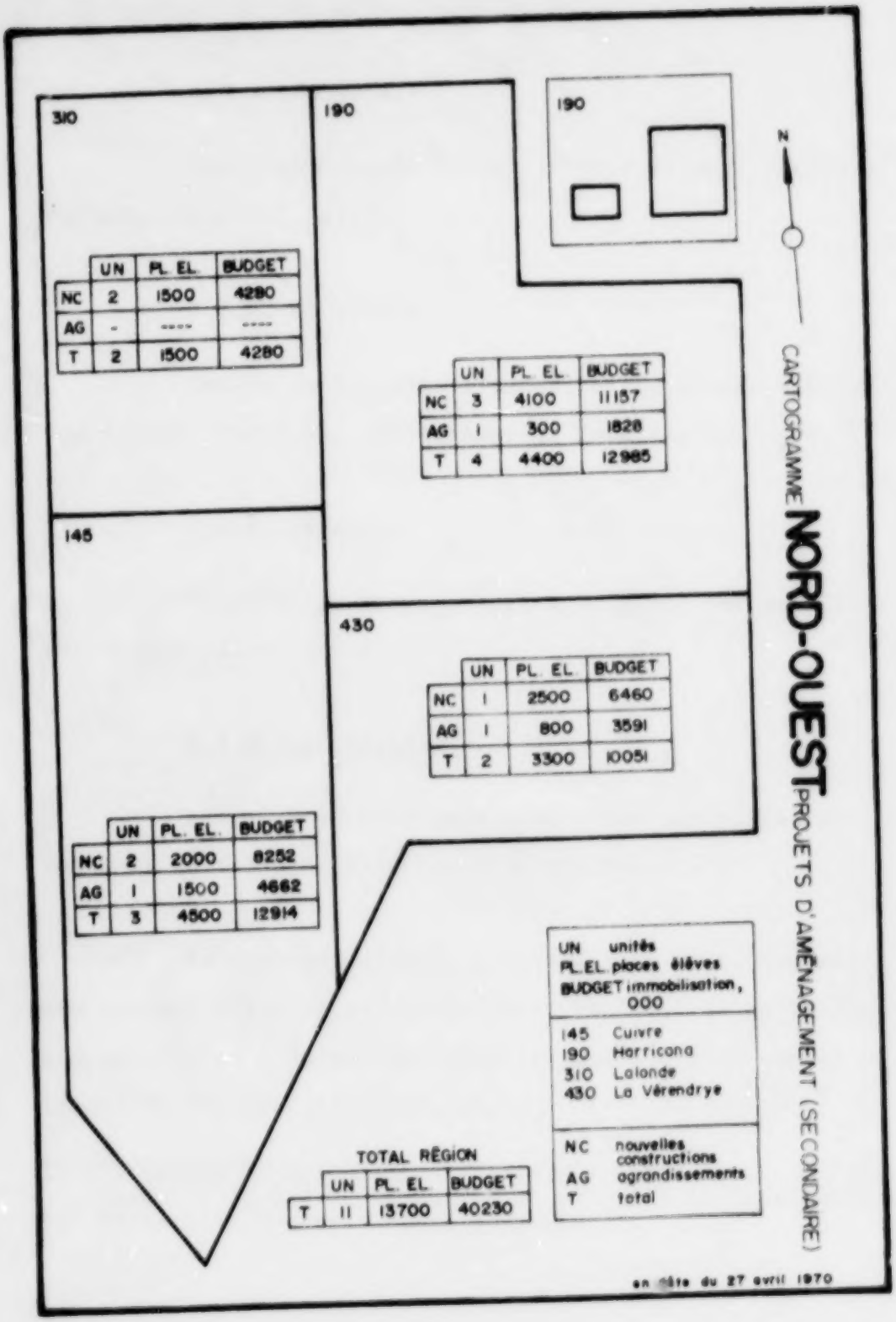
Nous avons exclu de ces projets les nouvelles écoles polyvalentes récemment construites et déjà ouvertes aux élèves (cf: écoles appartenant aux C.S.R.)

La densité de la population et la répartition de la clientèle scolaire ont été les critères déterminants quant à la localisation de ces futures écoles sur le territoire de chacune des quatre C.S.R.

---

1) Ces informations nous ont été fournies par la Direction générale de l'Equipement du ministère de l'Education.

* On pourra consulter les grandes lignes de ce programme sur le cartogramme de la page suivante.



	UN	PL. EL.	BUDGET
NC	2	1500	4280
AG	-	----	----
T	2	1500	4280

	UN	PL. EL.	BUDGET
NC	3	4100	11157
AG	1	300	1828
T	4	4400	12985

	UN	PL. EL.	BUDGET
NC	1	2500	6460
AG	1	800	3591
T	2	3300	10051

	UN	PL. EL.	BUDGET
NC	2	2000	8252
AG	1	1500	4662
T	3	4500	12914

	UN	PL. EL.	BUDGET
T	11	13700	40230

C.S.R. Du Cuivre

Les trois unités seront situées respectivement à Noranda, Rouyn et Lorrainville[1].

C.S.R. Harricana

Quatre écoles sont prévues; elles seront construites à Amos, Barrante, Chibougamau et Senneterre.

C.S.R. Lalonde

Normétal et Macamic seront le siège des deux futures écoles polyvalentes.

C.S.R. La Vérendrye

Les deux projets prévus dotaient les villes de Val d'Or et Malartic d'écoles polyvalentes.

Le tableau suivant, concernant la liste ordonnée des projets d'écoles secondaires polyvalentes selon l'objectif partiel ou l'opération, nous indique le stade auquel se trouve chacun des divers projets.

---

1) Il existe actuellement un différend entre la C.S.L. Ville-Marie et la C.S.R. Du Cuivre au sujet de la localisation définitive de cette école polyvalente.

Tableau V.5 Liste ordonnée* des projets d'écoles secondaires selon l'objectif partiel et/ou l'opération.

Nature des projets / Territoire de CSR		Du Cuivre		Harricana		Lalonde		La Vérendrye		TOTAL (région)	
		Unités	Capacité (pl. élèves)	Unités	Capacité	Unités	Capacité	Unités	Capacité	Unités	Capacité
Nouvelles constructions	phase A	1	1200			1	1000			2	2200
	phase B			3	4100					3	4100
	phase C					1	500			1	500
	phase D	1	1800					1	2500	2	4300
Agrandissements	phase A	1	1500							1	1500
	phase B										
	phase C			1	300					1	300
	phase D							1	800	1	800
Total des projets		3	4500	4	4400	2	1500	2	3300	11	13700
Coût des projets (en milliers de $)		12914		12985		4280		10051		40230	

* En date du 27 avril 1970

Remarques

Phase A: Présentation des esquisses (documents complets) par la Commission scolaire et approbation officielle de la Direction générale de l'équipement.

Phase B: Présentation de l'avant-propos par la Commission scolaire et approbation officielle de la Direction générale de l'équipement.

Phase C: Présentation des plans et devis d'exécution par la Commission scolaire et approbation officielle de la Direction générale de l'équipement.

Phase D: Demande de soumissions; ouverture de celles-ci par la Commission scolaire et approbation par le Ministre; début des travaux de construction.

b) Conséquences de ce programme

En premier lieu, la réalisation progressive de ces divers projets dotera les C.S.R. d'écoles fonctionnelles leur permettant de dispenser à la clientèle qu'elles desservent un enseignement secondaire polyvalent de qualité.

De plus, ce programme aura des conséquences non négligeables* sur le développement économique et social de la région du Nord-Ouest.

La venue d'une masse salariale équivalente à 26% des investissements initialement prévus dans la région; l'accroissement de la demande de capital circulant par les entreprises soumissionnaires, les effets de multiplication et les effets induits au niveau de l'investissement caractérisent l'impact économique que ce programme aura sur l'économie régionale.

D'autre part, les implications sociales inhérentes à la réalisation progressive de ces projets seront très importantes, tant à court terme (situation de l'emploi), à moyen terme (action par la formation) qu'à long terme (création de pôles de croissance).

---

* Conférence prononcée par le ministre de l'Education devant les courriéristes parlementaires de l'Assemblée nationale le 13 novembre 1969.

C) NIVEAU COLLEGIAL[1]

Le CEGEP de Rouyn-Noranda, seul organisme parapublic qui dispense un enseignement de niveau collégial, ne possède qu'un seul édifice situé à Rouyn. Cette école,d'une capacité de 792 places-élèves est dotée de 24 locaux destinés à l'administration, 177 locaux communautaires, 17 salles de classe et 9 laboratoires et ateliers; 772 élèves y suivent leurs cours.

De plus, cette corporation loue de divers organismes et entreprises 21 locaux dont 7 laboratoires et ateliers. 167 élèves fréquentent ces locaux dont le coût de location peut être évalué à environ à $30,000. (année scolaire 1969-70)

D) EDUCATION PERMANENTE

Les locaux affectés à l'éducation permanente sont les mêmes que ceux dont disposent les quatre Commissions scolaires régionales et le CEGEP de Rouyn-Noranda pour dispenser l'enseignement régulier.

---

1) Ces informations nous ont été fournies par le CEGEP de Rouyn-Noranda.

ANNEXE A

LES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION DU NORD-OUEST

Tableau 1 Répartition suivant l'âge et le sexe de la population du Nord-Ouest, selon les recensements de 1956, 1961 et 1966

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	12,898	13,620	12,244	12,359	13,004	11,455	25,257	26,624	23,699
5-9	11,568	12,382	12,926	11,214	11,991	12,455	22,782	24,373	25,381
10-14	9,966	10,740	11,602	9,559	10,441	11,211	19,525	21,181	22,813
15-19	7,436	8,719	9,453	7,256	8,399	9,360	14,692	17,118	18,813
20-24	6,422	6,046	7,312	5,709	5,914	6,915	12,131	11,960	14,227
25-29	6,144	5,550	5,394	5,451	5,124	5,254	11,595	10,674	10,648
30-34	5,638	5,534	5,150	5,007	5,126	4,776	10,645	10,660	9,926
35-39	4,709	5,204	5,010	4,104	4,756	4,714	8,813	9,960	9,724
40-44	4,319	4,131	4,791	3,385	3,729	4,288	7,704	7,860	9,079
45-49	3,649	3,894	3,659	2,747	3,107	3,314	6,396	7,001	6,973
50-54	3,005	3,317	3,400	2,112	2,518	2,775	5,117	5,835	6,175
55-59	2,343	2,669	2,852	1,639	2,020	2,253	3,982	4,689	5,105
60-64	1,627	2,116	2,208	1,059	1,425	1,748	2,686	3,541	3,956
65-69	1,201	1,414	1,717	810	934	1,246	2,011	2,348	2,963
70+	1,368	1,788	2,110	879	1,193	1,507	2,247	2,981	3,617
TOTAL	82,293	87,124	89,828	73,290	79,681	83,271	155,583	166,805	173,099

Tableau 2 Répartition (%) de la population du Nord-Ouest suivant l'âge et le sexe, 1956, 1961 et 1966.

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	15.7	15.6	13.6	16.9	16.3	13.8	16.2	16.0	13.7
5-9	14.1	14.2	14.4	15.3	15.0	15.0	14.6	14.6	14.7
10-14	12.1	12.3	12.9	13.0	13.1	13.5	12.5	12.7	13.2
15-19	9.0	10.0	10.5	9.9	10.5	11.2	9.4	10.3	10.9
20-24	7.8	6.9	8.1	7.8	7.4	8.3	7.8	7.2	8.2
25-29	7.5	6.4	6.0	7.4	6.4	6.3	7.5	6.4	6.2
30-34	6.9	6.4	5.7	6.8	6.4	5.7	6.8	6.4	5.7
35-39	5.7	6.0	5.6	5.6	6.0	5.7	5.7	6.0	5.6
40-44	5.2	4.7	5.3	4.6	4.7	5.1	5.0	4.7	5.2
45-49	4.4	4.5	4.1	3.7	3.9	4.0	4.1	4.2	4.0
50-54	3.7	3.8	3.8	2.9	3.2	3.3	3.3	3.5	3.6
55-59	2.8	3.1	3.2	2.2	2.5	2.7	2.6	2.8	2.9
60-64	2.0	2.4	2.5	1.4	1.8	2.1	1.7	2.1	2.3
65-69	1.5	1.6	1.9	1.1	1.2	1.5	1.3	1.4	1.7
70+	1.7	2.1	2.3	1.2	1.5	1.8	1.4	1.8	2.1
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 3 Prévision de la répartition (%) du Nord-Ouest suivant l'âge et le sexe, 1971 et 1976 (Hypothèse moyenne de Henripin et Légaré)

GROUPES D'AGES	MASCULIN		FEMININ		TOTAL	
	1971	1976	1971	1976	1971	1976
0-4	11.3	11.3	11.6	11.5	11.5	11.4
5-9	12.6	10.3	13.0	10.9	12.8	10.6
10-14	13.2	11.4	14.2	12.4	13.7	11.9
15-19	11.5	11.9	11.9	12.8	11.7	12.3
20-24	9.0	10.0	7.9	8.6	8.5	9.3
25-29	7.1	8.0	6.8	6.3	6.9	7.2
30-34	5.3	6.4	5.6	6.1	5.4	6.3
35-39	5.2	4.8	5.2	5.1	5.2	5.0
40-44	5.1	4.7	5.2	4.9	5.2	4.8
45-49	4.9	4.6	4.7	4.9	4.8	4.7
50-54	3.7	4.4	3.7	4.4	3.7	4.4
55-59	3.3	3.3	3.1	3.5	3.2	3.4
60-64	2.8	2.9	2.5	2.9	2.6	2.9
65-69	2.0	2.4	1.9	2.3	1.9	2.3
70+	3.0	3.6	2.6	3.5	2.8	3.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 4 Répartition (%) de la population du Québec suivant l'âge et le sexe, 1956, 1961 et 1966

GROUPES D'AGES	M A S C U L I N			F E M I N I N			T O T A L		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	13.2	13.0	11.3	12.7	12.5	10.6	12.9	12.8	10.9
5-9	12.2	12.1	12.0	11.9	11.6	11.6	12.0	11.9	11.8
10-14	10.3	11.0	11.1	9.9	10.6	10.6	10.1	10.8	10.9
15-19	8.0	9.0	9.8	8.0	8.8	9.7	8.0	8.9	9.8
20-24	7.5	6.9	8.1	7.8	7.2	8.3	7.6	7.0	8.2
25-29	7.6	6.9	6.5	7.9	6.9	6.6	7.7	6.9	6.6
30-3[illegible]	7.4	7.0	6.5	7.7	7.2	6.4	7.5	7.1	6.4
35-39	6.6	6.7	6.5	6.8	6.9	6.5	6.7	6.8	6.5
40-44	6.0	5.8	6.1	6.0	5.9	6.2	6.0	5.9	6.1
45-49	5.3	5.2	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2
50-54	4.3	4.5	4.6	4.2	4.5	4.7	4.2	4.5	4.6
55-59	3.5	3.6	3.8	3.5	3.6	3.8	3.5	3.6	3.8
60-64	2.8	2.8	2.9	2.7	2.9	3.1	2.8	2.9	3.0
65-69	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.5	2.2	2.2	2.3
70+	3.3	3.3	3.4	3.6	3.9	4.1	3.5	3.6	3.8
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 5 **Population du territoire de la C.S.R. Du Cuivre suivant l'âge et le sexe pour les années 1956, 1961 et 1966**

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	4,977	5,033	4,131	4,704	4,788	3,951	9,681	9,821	8,082
5-9	4,511	4,755	4,693	4,386	4,497	4,475	8,897	9,252	9,173
10-14	4,021	4,045	4,362	3,856	4,040	4,131	7,877	8,085	8,493
15-19	2,927	3,382	3,446	2,974	3,298	3,578	5,901	6,680	7,024
20-24	2,370	2,148	2,537	2,254	2,246	2,428	4,624	4,394	4,965
25-29	2,319	2,028	1,784	2,123	1,992	1,855	4,442	4,020	3,639
30-34	2,127	2,100	1,831	1,952	1,979	1,779	4,079	4,079	3,670
35-39	1,834	2,005	1,825	1,703	1,879	1,759	3,537	3,884	3,584
40-44	1,711	1,587	1,761	1,413	1,473	1,674	3,124	3,060	3,435
45-49	1,485	1,539	1,405	1,181	1,296	1,338	2,666	2,835	2,743
50-54	1,256	1,282	1,357	929	1,059	1,140	2,185	2,341	2,497
55-59	975	1,122	1,133	698	855	943	1,673	1,977	2,076
60-64	670	882	915	455	614	735	1,125	1,496	1,650
65-69	497	570	672	350	406	533	847	976	1,205
70+	629	741	853	398	507	605	1,027	1,248	1,458
TOTAL	32,309	33,219	32,710	29,376	30,929	30,924	61,685	64,148	63,634

Tableau 6 Population du territoire de la C.S.R. Harricana suivant l'âge et le sexe pour les années 1956, 1961 et 1966

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	2,416	3,067	3,235	2,302	2,840	2,965	4,718	5,907	6,200
5-9	2,122	2,510	3,115	2,070	2,396	2,933	4,192	4,906	6,048
10-14	1,757	2,045	2,530	1,686	2,013	2,458	3,443	4,058	4,988
15-19	1,434	1,753	2,131	1,299	1,665	1,956	2,733	3,418	4,087
20-24	1,357	1,572	2,076	1,067	1,421	1,822	2,424	2,993	3,898
25-29	1,235	1,434	1,699	1,025	1,141	1,487	2,260	2,575	3,186
30-34	1,087	1,257	1,439	907	1,114	1,246	1,994	2,371	2,685
35-39	913	1,127	1,250	735	950	1,091	1,648	2,077	2,341
40-44	795	835	1,152	556	707	918	1,351	1,542	2,072
45-49	658	766	800	447	554	663	1,105	1,320	1,463
50-54	514	684	690	364	454	551	878	1,138	1,241
55-59	427	474	575	275	373	444	702	847	1,019
60-64	321	367	415	204	246	305	525	613	720
65-69	245	272	306	165	152	225	410	424	531
70+	257	359	405	187	261	286	444	620	691
TOTAL	15,538	18,522	21,818	13,289	16,287	19,350	28,827	34,809	41,168

Tableau 7 Population du territoire de la C.S.R. Lalonde suivant l'âge et le sexe pour les années 1956, 1961 et 1966

GROUPES D'AGES	M A S C U L I N			F E M I N I N			T O T A L		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	2,908	2,799	2,460	2,822	2,762	2,196	5,730	5,561	4,656
5-9	2,585	2,677	2,548	2,495	2,703	2,528	5,080	5,380	5,076
10-14	2,214	2,415	2,373	2,290	2,306	2,402	4,504	4,721	4,775
15-19	1,767	1,895	1,964	1,711	1,840	1,942	3,478	3,735	3,906
20-24	1,590	1,177	1,217	1,261	1,069	1,262	2,851	2,246	2,479
25-29	1,344	1,012	803	1,120	893	828	2,464	1,905	1,691
30-34	1,164	1,006	824	974	983	782	2,138	1,989	1,606
35-39	883	1,018	892	689	892	876	1,572	1,910	1,768
40-44	787	766	825	608	654	746	1,395	1,420	1,571
45-49	703	715	639	542	565	539	1,245	1,280	1,178
50-54	603	642	574	464	489	466	1,067	1,131	1,040
55-59	533	537	538	391	438	409	924	975	947
60-64	376	474	432	227	316	375	603	790	807
65-69	248	319	421	171	200	277	419	519	698
70+	284	418	478	167	258	358	451	676	836
TOTAL	17,989	17,870	17,048	15,932	16,368	15,986	33,921	34,238	33,034

Tableau 8 Population du territoire de la C.S.R. La Vérendrye suivant l'âge et le sexe pour les années 1956, 1961 et 1966

GROUPES D'AGES	M A S C U L I N			F E M I N I N			T O T A L		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	2,597	2,721	2,418	2,531	2,614	2,343	5,128	5,335	4,761
5-9	2,350	2,440	2,565	2,263	2,395	2,519	4,613	4,835	5,084
10-14	1,974	2,235	2,337	1,727	2,082	2,220	3,701	4,317	4,557
15-19	1,308	1,689	1,912	1,272	1,596	1,884	2,580	3,285	3,796
20-24	1,105	1,149	1,482	1,127	1,178	1,403	2,232	2,327	2,885
25-29	1,246	1,076	1,048	1,183	1,098	1,084	2,429	2,174	2,132
30-34	1,260	1,171	1,056	1,174	1,050	969	2,434	2,221	2,025
35-39	1,079	1,054	1,043	977	1,035	988	2,056	2,089	2,031
40-44	1,026	943	1,053	808	895	950	1,834	1,838	2,003
45-49	803	874	815	577	692	774	1,380	1,566	1,589
50-54	632	709	779	355	516	618	987	1,225	1,397
55-59	408	536	606	275	354	457	683	890	1,063
60-64	260	393	446	173	249	333	433	642	779
65-69	211	253	318	124	176	211	335	429	529
70+	198	270	374	127	167	258	325	437	632
TOTAL	16,457	17,513	18,252	14,693	16,097	17,011	31,150	33,610	35,263

Tableau 9 Structure par âge de la population de la C.S.R. Du Cuivre pour les années 1956, 1961 et 1966 selon le sexe.

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	15.4	15.2	12.6	16.0	15.5	12.8	15.7	15.3	12.7
5-9	14.0	14.3	14.4	14.9	14.5	14.5	14.4	14.4	14.4
10-14	12.4	12.2	13.3	13.1	13.1	13.4	12.8	12.6	13.3
15-19	9.1	10.2	10.5	10.1	10.7	11.6	9.6	10.4	11.0
20-24	7.3	6.5	7.8	7.7	7.3	7.9	7.5	6.8	7.8
25-29	7.2	6.1	5.5	7.2	6.4	6.0	7.2	6.3	5.7
30-34	6.6	6.3	5.6	6.6	6.4	5.8	6.6	6.4	5.7
35-39	5.7	6.0	5.6	5.8	6.1	5.7	5.7	6.1	5.6
40-44	5.3	4.8	5.4	4.8	4.8	5.4	5.1	4.8	5.4
45-49	4.6	4.6	4.3	4.0	4.2	4.3	4.3	4.4	4.3
50-54	3.9	3.9	4.1	3.2	3.4	3.7	3.5	3.6	3.9
55-59	3.0	3.4	3.5	2.4	2.8	3.0	2.7	3.1	3.3
60-64	2.1	2.7	2.8	1.5	2.0	2.4	1.8	2.3	2.6
65-69	1.5	1.7	2.1	1.2	1.3	1.7	1.4	1.5	1.9
70+	1.9	2.2	2.6	1.4	1.6	2.0	1.7	1.9	2.3
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
		+0.1	+0.1	-0.1	+0.1	+0.2		-0.1	-0.1

Tableau 10 Structure par âge de la population de la C.S.R. Harricana pour 1956, 1961 et 1966 selon le sexe.

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	15.5	16.6	14.8	17.3	17.4	15.3	16.4	17.0	15.1
5-9	13.7	13.6	14.3	15.6	14.7	15.2	14.5	14.1	14.7
10-14	11.3	11.0	11.6	12.7	12.4	12.7	11.9	11.7	12.1
15-19	9.2	9.5	9.8	9.8	10.2	10.1	9.5	9.8	9.9
20-24	8.7	8.5	9.5	8.0	8.7	9.4	8.4	8.6	9.5
25-29	7.9	7.7	7.8	7.7	7.0	7.7	7.8	7.4	7.7
30-34	7.0	6.8	6.6	6.8	6.8	6.4	6.9	6.8	6.5
35-39	5.9	6.1	5.7	5.5	5.8	5.6	5.7	6.0	5.7
40-44	5.1	4.5	5.3	4.2	4.3	4.7	4.7	4.4	5.0
45-49	4.2	4.1	3.7	3.4	3.4	3.4	3.8	3.8	3.6
50-54	3.3	3.7	3.2	2.7	2.8	2.8	3.0	3.3	3.0
55-59	2.7	2.6	2.[illegible]	2.1	2.3	2.3	2.4	2.4	2.3
60-64	2.1	2.0	1.9	1.5	1.5	1.6	1.8	1.8	1.7
65-69	1.6	1.5	1.4	1.2	0.9	1.2	1.4	1.2	1.3
70+	1.7	1.9	1.9	1.4	1.6	1.5	1.5	1.8	1.7
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	-0.1	+0.1	+0.1	-0.1	-0.2	-0.1	-0.3	+0.1	

Tableau 11 Structure par âge de la population de la C.S.R. Lalonde pour 1956, 1961 et 1966 selon le sexe.

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	16.2	15.7	14.4	17.7	16.9	13.7	16.9	16.2	14.1
5-9	14.4	15.0	14.9	15.7	16.5	15.8	15.0	15.7	15.4
10-14	12.3	13.5	13.9	14.4	14.1	15.0	13.3	13.8	14.5
15-19	9.8	10.6	11.5	10.7	11.2	12.1	10.3	10.9	11.8
20-24	8.8	6.6	7.1	7.9	6.5	7.9	8.4	6.6	7.5
25-29	7.5	5.7	5.1	7.0	5.5	5.2	7.3	5.6	5.1
30-34	6.5	5.6	4.8	6.1	6.0	4.9	6.3	5.8	4.9
35-39	4.9	5.7	5.2	4.3	5.4	5.5	4.6	5.6	5.4
40-44	4.4	4.3	4.8	3.8	4.0	4.7	4.1	4.1	4.8
45-49	3.9	4.0	3.7	3.4	3.5	3.4	3.7	3.7	3.6
50-54	3.4	3.6	3.4	2.9	3.0	2.9	3.1	3.3	3.1
55-59	3.0	3.0	3.2	2.5	2.7	2.6	2.7	2.8	2.9
60-64	2.1	2.7	2.5	1.4	1.9	2.3	1.8	2.3	2.4
65-69	1.4	1.8	2.5	1.1	1.2	1.7	1.2	1.5	2.1
70+	1.6	2.3	2.8	1.0	1.6	2.2	1.3	2.0	2.5
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
		+0.2	+0.1	-0.2	-0.1		-0.1	-0.1	+0.1

Tableau 12 Structure par âge de la population de la C.S.R. La Vérendrye pour 1956, 1961 et 1966 selon le sexe.

GROUPES D'AGES	MASCULIN			FEMININ			TOTAL		
	1956	1961	1966	1956	1961	1966	1956	1961	1966
0-4	15.8	15.5	13.2	17.2	16.2	13.8	16.5	15.9	13.5
5-9	14.3	15.9	14.1	15.4	14.9	14.8	14.8	14.4	14.4
10-14	12.0	12.8	12.8	11.8	12.9	13.1	11.9	12.8	12.9
15-19	7.9	9.6	10.5	8.7	9.9	11.1	8.3	9.8	10.8
20-24	6.7	6.6	8.1	7.7	7.3	8.2	7.2	6.9	8.2
25-29	7.6	6.1	5.7	8.1	6.8	6.4	7.8	6.5	6.0
30-34	7.7	6.7	5.8	8.0	6.5	5.7	7.8	6.6	5.7
35-39	6.6	6.0	5.7	6.6	6.4	5.8	6.6	6.2	5.8
40-44	6.2	5.4	5.8	5.5	5.6	5.6	5.9	5.5	5.7
45-49	4.9	5.0	4.5	3.9	4.3	4.5	4.4	4.7	4.5
50-54	3.8	4.0	4.3	2.4	3.2	3.6	3.2	3.6	4.0
55-59	2.5	3.1	3.3	1.9	2.2	2.7	2.2	2.6	3.0
60-64	1.6	2.2	2.4	1.2	1.5	2.0	1.4	1.9	2.2
65-69	1.3	1.4	1.7	0.8	1.1	1.2	1.1	1.3	1.5
70+	1.2	1.5	2.0	0.9	1.0	1.5	1.0	1.3	1.8
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	+0.1	-0.2	-0.1	+0.1	-0.2		+0.1		

ANNEXE B

LES CLIENTELES SCOLAIRES

Tableau 1 Répartition des élèves selon le sexe et les territoires des C.S.R. pour les années 1967-68, 1968-69 et 1969-70

Territoires C.S.R. / Sexe	Territoire C.S.R. DU CUIVRE	Territoire C.S.R. HARRICANA	Territoire C.S.R. LALONDE	Territoire C.S.R. LA VERENDRYE	TOTAL REGION
Année 1967-68					
Garçons	9922	5831	4914	5193	25860
Filles	9441	5592	4845	4985	24863
Total	19363	11423	9759	10178	50723
Année 1968-69					
Garçons	10397	6340	5204	5233	27174
Filles	9788	5863	5022	4974	25647
Total	20185	12203	10226	10207	52821
Année 1969-70					
Garçons	9715	7888	5303	5114	28020
Filles	9940	7274	5105	4915	27234
Total	19655	15162	10408	10029	55254

Tableau 2 Répartition des élèves selon le niveau et les territoires des C.S.R. pour les années 1967-68, 1968-69 et 1969-70.

Territoires C.S.R. / Niveaux	Territoire C.S.R. DU CUIVRE		Territoire C.S.R. HARRICANA		Territoire C.S.B. LALONDE		Territoire C.S.R. LA VERENDRYE		TOTAL REGION	
Année 1967-68	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
pré-élémentaire	39.3	(814)	17.6	(365)	20.4	(422)	22.7	(470)	100.	(2071)
élémentaire	38.2	(12670)	22.0	(7283)	19.7	(6542)	20.1	(6673)	100.	(3368)
secondaire	37.3	(5649)	24.4	(3694)	18.3	(2766)	20.0	(3033)	100.	(15142)
indéterminé	67.3	(230)	23.7	(81)	8.5	(29)	0.5	(2)	100.	(342)
Total	38.2	(19363)	28.4	(14423)	19.3	(9759)	20.1	(10178)	100.	(50723)
Année 1968-69	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
pré-élémentaire	41.2	(1396)	22.3	(756)	16.9	(573)	19.6	(665)	100.	(3390)
élémentaire	38.6	(12244)	22.3	(7076)	19.8	(6301)	19.3	(6124)	100.	(31745)
secondaire	37.3	(6474)	25.0	(4344)	18.1	(3135)	19.6	(3399)	100.	(17352)
indéterminé	21.3	(71)	8.1	(27)	65.0	(217)	5.6	(19)	100.	(334)
Total	38.2	(20185)	23.1	(12203)	19.4	(10226)	19.3	(10207)	100.	(52821)
Année 1969-70										
pré-élémentaire	34.6	(1291)	30.1	(1123)	16.9	(631)	18.4	(679)	100.	(3724)
élémentaire	34.8	(11178)	28.4	(9134)	21.5	(117)	13.0	(71)	100.	(544)
secondaire	37.3	(7019)	25.0	(4716)	18.6	(5983)	18.2	(5856)	100.	(32151)
enfance exceptionnelle	30.7	(167)	34.8	(189)	19.5	(3677)	18.2	(3423)	100.	(18835)
Total	35.5	(19655)	27.4	(15162)	18.8	(10408)	18.3	(10029)	100.	(55254)

Tableau 3 Répartition de la clientèle selon le niveau et la confessionnalité des élèves pour l'année 1967-68, par territoire de C.S.R.

Territoires de C.S.R.	Niveau / Confessionnalité	pré-élémentaire	élémentaire	secondaire	indéterminé	TOTAL
DU CUIVRE	Catholiques	772	12137	5485	112	18506
	Protestants	42	533	164	118	857
	Total	814	12670	5649	230	19363
HARRICANA	Catholiques	352	7140	3654	81	11227
	Protestants	13	143	40	—	196
	Total	365	7283	3694	81	11423
LALONDE	Catholiques	421	6531	2766	29	9747
	Protestants	1	11	——	—	12
	Total	422	6542	2766	29	9759
LA VERENDRYE	Catholiques	465	6288	2879	2	9634
	Protestants	5	385	154	-	544
	Total	470	6673	3033	2	10178

Tableau 4 Répartition de la clientèle selon le niveau et la confessionnalité des élèves pour l'année 1968-69, par territoire de C.S.R.

Territoires de C.S.R.	Niveau / Confessionnalité	pré-élémentaire	élémentaire	secondaire	indéterminé	TOTAL
DU CUIVRE	Catholiques	1355	11764	6142	71	19332
	Protestants	41	480	332	—	853
	Total	1396	12244	6474	71	20185
HARRICANA	Catholiques	743	6931	4302	27	12003
	Protestants	13	145	42	—	200
	Total	756	7076	4344	27	12203
LALONDE	Catholiques	573	6294	3135	217	10219
	Protestants	—	7	—	—	7
	Total	573	6301	3135	217	10226
LA VERENDRYE	Catholiques	656	5794	3279	19	9748
	Protestants	9	330	120	—	459
	Total	665	6124	3399	19	10207

Tableau 5 **Répartition des inscrits au secteur professionnel de niveau secondaire pour l'année 1969-70 pour chacune des C.S.R. de la région du Nord-Ouest**

Commission Scolaire régionale	C.S.R. Du Cuivre		C.S.R. Harricana		C.S.R. Lalonde		C.S.R. La Vérendrye		C.S.R. Région	
inscrits / options	années termin.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.
Techniques de l'aliment.										
Cuisine de restaurant			9	41	15	15				
Cuisine professionnelle										
Total			9	41	15	15			24	56
Techniques de l'imprimerie										
Reliure					10	35				
Total					10	35			10	35
Techniques commerciales										
Commis de bureau	7	10	17							
Sténo-dactylo	146	19	32				40	23		
Commis-comptable							12	9		
Agent de commercialis.					7					
Commis en aliment.					16					
Secrétaire médicale							30	20		
Secrétaire juridique							12	20		
Secrétaire de services					44	23				
Total	153	29	49		67	23	94	72	363	124
Techniques de la Construction										
Construction (bât.)	-	15		50	27	6				
Menuiserie		79						42		
Total		94		50	27	6		42	27	192

Tableau 5 **Répartition des inscrits au secteur professionnel de niveau secondaire pour l'année 1969-70 pour chacune des C.S.R. de la région du Nord-Ouest (suite)**

Commission Scolaire régionale	C.S.R. Du Cuivre		C.S.R. Harricana		C.S.R. Lalonde		C.S.R. La Vérendrye		C.S.R. Région	
inscrits / options	années term.	années Non-term	années term.	années Non-term	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term	années term.	années Non-term
Techniques de dessin										
Dessin technique					69	48	38	126		
Lect. de plan & croquis										
Total					69	48	38	126	107	174
Techniques de la mécanique										
Mécanique d'ajustage	14	15	8			37				
Mécanique d'entretien		30								
Total	14	45	8			37			22	82
Techniques hydrothermiques										
Soudure	16	31	12	44	28	42				
Plomberie et chauffage						30				
Total	16	31	12	44	28	72			56	147
Techniques du textile										
Couture pour dames	15		14			14				
Couture domestique			9	41			14	35		
Couture industrielle					10	35				
Total	15		23	41	10	49	14	35	62	125

Tableau 5 Répartition des inscrits au secteur professionnel de niveau secondaire pour l'année 1969-70 pour chacune des C.S.R. de la région du Nord-Ouest (suite)

Commission Scolaire régionale	C.S.R. DU CUIVRE		C.S.R. HARRICANA		C.S.R. LALONDE		C.S.R. LA VERENDRYE		C.S.R. REGION	
inscrits / options	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.
Techniques de l'équipement motorisé										
Mécanique d'automobile			38	44	29	88	32	42		
Débosselage et peinture		25	10	24						
Carosserie					16	50	5	21		
Service de l'automobile		15								
Machinerie lourde					30	13				
Commis aux pièces						30				
Total		40	48	68	75	181	37	63	160	352
Techniques forestières										
Foresterie			33							
Total			33						33	
Techniques minières										
Prospection		37								
Total		37								37
Electrotechnique										
Electricité: montage et contrôle	22	56	27	-	38	31		21		
Electromécanique						31				
Appareils électroniques	17		9	-						
Appareils électro-ménagers				13	19	31				
Total	39	56	36	13	57	93		21	132	183

Tableau 5 Répartition des inscrits au secteur professionnel de niveau secondaire pour l'année 1969-70 pour chacune des C.S.R. de la région du Nord-Ouest (suite)

Commissions scolaires régionales	C.S.R. Du Cuivre		C.S.R. Harricana		C.S.R. Lalonde		C.S.R. La Vérendrye		C.S.R. Région	
inscrits / options	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.	années term.	années Non-term.
Services personnels, familiaux et hospitaliers										
Coiffure pour dames	20									
Auxiliaire d'intérieur					10	35		113		
Art culinaire										
Soins de beauté										
Spécialités féminines						20				
Total	20				10	55		113	30	168

Tableau 6 Prévisions de population pour la région économique du Nord-Ouest de 1966 à 1976*

années / groupes d'âge	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
0 - 4 ans	24,2	23,3	22,4	21.5	20,6	19,8	19,0	18,2	17,4	16,5	15,7
5 - 9 ans	25,7	24,9	24,1	23,2	22,4	21,6	20,6	19,5	18,5	17,5	16,5
10 - 14 ans	23,0	23,0	23,0	23,1	23,1	23,1	22,3	21,5	20,7	19,9	19,2
15 - 19 ans	18,9	18,9	19,0	19,1	19,2	19,2	19,2	19,3	19,3	19,4	19,4
20 - 24 ans	14,4	14,1	13,9	13,6	13,3	13,0	13,0	13,1	13,1	13,2	13,3

Population en milliers

* Nous avons obtenu les prévisions pour les années intercensitaires par intrapolations graphiques Les prévisions de base, i.e. 1971 et 1976 sont tirées de Henripin, J. et J. Légaré. Evolution démographique du Québec et de ses régions, 1966-1986, tableau 37. Nous avons choisi l'hypothèse faible, c'est-à-dire un taux de fécondité faible et une émigration nette forte.

Tableau 7 **Répartition de la clientèle scolaire par groupes d'âge et niveaux scolaires pour les années 1967-68 et 1969-70**

années	1967-68				1968-69				1969-70			
âge \ niveaux	pré-élém.	élém.	second.	Région*	pré-élém.	élém.	second.	Région*	pré-élém.	élém.	second.	Région*
0 - 4 ans	639			639	903			903	778			778
5 - 9 ans	1437	19206		20698	2486	10380		20908	2946	18651		21597
10 - 14 ans		13625	7420	21194		13222	8149	21498		13304	8850	22154
15 - 19 ans		332	7683	8154		143	9091	9398		69	9809	9878
20 et plus			31	31			67	67			176	176

* Les différences enregistrées entre la somme des élèves par niveau et le total régional sont dues aux cas indéterminés qui ont été ajoutés au total régional. Lorsque ces cas étaient trop nombreux, nous les avons redistribués au pro-rata de la clientèle par niveau.

Tableau 8 Taux de scolarisation par niveaux scolaires pour la région économique du Nord-Ouest de 1967-68 à 1969-70.

années	1967-68				1968-69				1969-70			
niveaux / âge	pré-élém.	élém.	second.	Région*	pré-élém.	élém.	second.	Région*	pré-élém.	élém.	second.	Région*
0 - 4 ans	2.7			2.7	4.0			4.0	3.6			3.6
5 - 9 ans	5.8	77.1		83.1	10.3	76.3		86.8	13.1	83.3		96.4
10 - 14 ans		59.2	32.3	92.2		57.5	35.4	93.5		58.0	38.2	96.2
15 - 19 ans		1.8	40.7	43.1		0.8	47.9	49.5		0.3	51.0	51.3
20 et plus			0.2	0.2			0.5	0.5			1.3	1.3

* Les différences enregistrées entre les taux par niveau et les taux régionaux proviennent du fait que les cas indéterminés quant au niveau ont été inclus dans le calcul du taux de la région. Lorsque les cas indéterminés étaient suffisamment importants, nous les avons redistribués au pro-rata de la clientèle.

ANNEXE C

LE PERSONNEL ENSEIGNANT, ADMINISTRATIF

ET PROFESSIONNEL NON-ENSEIGNANT

Tableau 1 Répartition des enseignants selon le niveau et les territoires des C.S.R. pour les années 1967-68 et 1969-70

Territoires des C.S.R.	Du Cuivre				Harricana				Lalonde				La Vérendrye			
niveaux / années	P.EL.	ELEM.	SEC.	TOT.	P.EL.	ELEM.	SEC.	TOT.	P.EL.	ELEM.	SEC.	TOT.	P.EL.	ELEM.	SEC.	TOT.
1967-68	20	501	335	856	10	288	222	520	11	252	156	419	10	258	184	458
1968-69	37	480	401	918	21	287	287	595	15	248	215	478	16	258	189	463
1969-70	35	462.5	409.5	907	32	392	328	752	16	256	231	503	17	260.5	194.5	472

Tableau 2 Rapport élèves-maîtres selon le niveau et le territoire de C.S.R. pour les années 1967-68 à 1969-70

Territoires des C.S.R.	Du Cuivre			Harricana			Lalonde			La Vérendrye		
niveaux / années	P.EL.	ELEM.	SEC.	P.EL.	ELEM.	SEC.	P.EL.	ELEM.	SEC.	P.EL.	ELEM.	SEC.
1967-68	1/41	1/25	1/17	1/37	1/25	1/17	1/38	1/26	1/18	1/47	1/26	1/16
1968-69	1/38	1/26	1/16	1/36	1/25	1/15	1/38	1/25	1/15	1/42	1/24	1/18
1969-70	1/37	1/24	1/17	1/35	1/23	1/14	1/39	1/23	1/16	1/40	1/22	1/18

Tableau 3 Répartition des enseignants au niveau élémentaire selon l'âge et le territoire des C.S.R. pour l'année 1967-68*

Territoires des C.S.R. / Âge	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
moins de 20 ans	35	11	14	10	70
20 - 24 ans	146	91	66	74	377
25 - 29 ans	132	93	74	65	364
30 - 34 ans	73	29	24	20	146
35 - 39 ans	36	20	20	20	96
40 - 44 ans	17	14	15	17	63
45 - 49 ans	24	11	15	15	65
50 ans et plus	54	24	34	44	156
Rejets	4	5	1	3	13
Total	521	298	263	268	1350
Moyenne	31	29	33	31	32

* Les enseignants au pré-élémentaire son inclus dans ce niveau.

Tableau 4 Répartition des enseignants au niveau secondaire selon l'âge et les territoires des C.S.R. pour l'année 1967-68

territoires des C.S.R. / âge	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
moins de 20 ans	3	7	4	0	14
20 - 24 ans	98	54	57	41	250
25 - 29 ans	87	55	39	53	234
30 - 34 ans	31	16	10	24	81
35 - 39 ans	22	21	8	9	60
40 - 44 ans	16	12	9	11	48
45 - 49 ans	18	12	9	5	44
50 ans et plus	29	8	8	24	69
Rejets	28	33	11	16	88
Total	335	222	156	184	897
Moyenne	31	30	29	32	30

Tableau 5 Répartition des enseignants au niveau élémentaire selon l'âge et les territoires des C.S.R. pour l'année 1968-69*

Territoires des C.S.R. / Âge	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
moins de 20 ans	18	7	12	3	40
20 - 24 ans	144	78	58	63	343
25 - 29 ans	133	112	86	81	412
30 - 34 ans	77	33	33	30	173
35 - 39 ans	40	25	12	16	93
40 - 44 ans	23	21	16	20	80
45 - 49 ans	24	8	8	13	53
50 ans et plus	55	23	38	46	162
Rejets	3	1	-	2	6
Total	517	308	263	274	1362
Moyenne	32	31	32	33	32

* Les enseignants au pré-élémentaire sont inclus dans ce niveau.

Tableau 6 Répartition des enseignants du niveau secondaire selon l'âge et les territoires des C.S.R. pour l'année 1968-69

territoires des C.S.R / âge	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
moins de 20 ans	6	3	7	2	18
20 - 24 ans	108	71	77	42	298
25 - 29 ans	122	84	51	67	324
30 - 34 ans	41	35	14	26	116
35 - 39 ans	28	19	12	10	69
40 - 44 ans	21	22	10	12	65
45 - 49 ans	20	17	9	4	50
50 ans et plus	26	14	10	22	72
Rejets	29	22	25	4	80
Total	401	287	215	189	1092
Moyenne	30	30	28	31	30

Tableau 7 Répartition des enseignants aux niveaux élémentaire et secondaire selon l'âge et les territoires des C.S.R. pour l'année 1969-70*

Territoires des C.S.R / Âge	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
moins de 20 ans	19	9	9	3	40
20 - 24 ans	259	213	128	115	715
25 - 29 ans	214	217	107	143	681
30 - 34 ans	119	104	48	71	342
35 - 39 ans	99	60	30	39	228
40 - 44 ans	56	43	29	37	165
45 - 49 ans	40	29	20	16	105
50 ans et plus	106	59	46	58	269
Rejets	1	14	1	2	18
Total	907	752	503	472	2,634
Moyenne	32	30	32	32	32

* Les enseignants au pré-élémentaire sont inclus.

Tableau 8 Répartition des enseignants au niveau élémentaire selon le nombre d'années d'enseignement et les territoires des C.S.R. pour l'année 1967-68*

Territoires des C.S.R. / expérience	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
1 an	58	18	20	22	118
2 - 4 ans	121	88	55	66	330
5 - 7 ans	98	72	49	57	276
8 - 10 ans	83	40	50	22	195
11 - 15 ans	76	34	36	36	182
16 - 19 ans	32	20	18	25	95
20 ans et plus	53	26	35	40	154
Rejets	-	-	-	-	-
Total	521	298	263	268	1,350
Moyenne	9.39	8.88	10.5	10.6	9.75

* Les enseignants à la maternelle sont inclus.

Tableau 9 Répartition des enseignants au niveau secondaire selon le nombre d'années d'expérience dans l'enseignement et les territoires des C.S.R. pour l'année 1967-68

Territoires des C.S.R / expérience	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
1 an	38	37	28	20	123
2 - 4 ans	94	61	55	60	270
5 - 7 ans	52	25	21	28	126
8 - 10 ans	32	15	11	16	74
11 - 15 ans	28	15	6	16	65
16 - 19 ans	32	14	10	9	65
20 ans et plus	31	22	14	19	86
Rejets	38	33	11	16	88
Total	335	222	156	184	897
Moyenne	8.28	7.23	6.99	7.86	7.71

Tableau 10 Répartition des enseignants du niveau élémentaire selon le nombre d'années d'expérience dans l'enseignement et les territoires des C.S.R. pour l'année 1968-69.

Territoires des C.S.R. / expérience	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
1 an	37	27	18	22	104
2 - 4 ans	133	64	47	50	294
5 - 7 ans	96	74	62	66	298
8 - 10 ans	81	53	39	34	207
11 - 15 ans	80	44	39	35	198
16 - 19 ans	35	22	24	26	107
20 ans et plus	55	24	34	41	154
Rejets	-	-	-	-	-
Total	517	308	263	274	1,362
Moyenne	9.22	8.76	10.11	10.25	9.5

Tableau 11 Répartition des enseignants au niveau secondaire selon le nombre d'années d'expérience dans l'enseignement et les territoires des C.S.R. pour l'année 1968-69

Territoires des C.S.R. / expérience	Du Cuivre	Harricana	Lalonde	La Vérendrye	Région
1 an	58	45	51	27	181
2 - 4 ans	116	84	72	61	333
5 - 7 ans	58	38	25	36	157
8 - 10 ans	45	27	9	19	100
11 - 15 ans	37	27	6	16	86
16 - 19 ans	28	19	9	9	65
20 ans et plus	35	28	21	17	101
Rejets	24	19	22	4	69
Total	401	287	215	189	1,092
Moyenne	7.49	7.49	5.85	7.34	7.13

Tableau 12 Répartition des enseignants selon le type de diplôme et le niveau d'enseignement par territoire de C.S.R. pour l'année 1967-68

niveaux / Types de diplômes	DU CUIVRE			KARRICANA			LALONDE			LA VERENDRYE		
	ELEM.*	SEC.	TOT.	ELEM.	SEC.	TOT.	ELEM	SEC.	TOT.	ELEM.	SEC.	TOT.
Brevet B. ou moins	444	157	601	265	61	326	227	51	278	235	45	280
Dip. d'ens. spéc.	9	1	10	2	-	2	-	-	-	2	1	3
Brevet A.	17	29	46	9	45	54	4	38	42	5	18	23
Dip. universit.	8	94	102	2	60	62	2	32	34	1	62	63
Autres dip.** non péd./ non univ.	34	51	85	18	54	72	28	35	63	21	57	78
Aucun dip.	4	2	6	2	2	4	1	-	1	3	1	4
Rejets	5	1	6	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Total	521	335	856	298	222	520	263	156	419	268	184	452

* Les enseignants au pré-élémentaire sont inclus dans cette catégorie.

** La comparaison des diplômes détenus par les enseignants pour l'année 1967-68 s'avère difficile car il nous a été impossible de classifier les baccalauréats par disciplines. Il en résulte que tous les diplômes qui ne sont pas de type universitaire ou pédagogique sont regroupés dans une seule catégorie résiduelle appelée: autres diplômes.

Tableau 13 Répartition des enseignants selon le type de diplômes et le niveau d'enseignement par territoire de C.S.R. pour l'année 1968-69.

niveaux / Types de diplômes	Du Cuivre			Harricana			Lalonde			La Vérendrye		
	Elem.*	Sec.	Tot.	Elem.	Sec.	Tot.	Elem	Sec.	Tot.	Elem.	Sec.	Tot.
Brevet B ou moins	442	160	602	261	63	324	232	53	287	237	44	281
Dip. d'ens. spéc.	7	2	9	4	-	4	-	1	1	2	1	3
Brevet A	21	38	59	9	50	59	3	39	42	8	24	32
Dip. universit.	9	103	112	6	78	84	2	46	48	3	57	60
Autres dip.** non péd./ non univ.	35	96	131	27	95	122	25	74	99	20	62	82
Aucun dip.	3	1	4	1	1	2	1	-	1	4	1	5
Rejets	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	517	401	918	308	287	595	263	215	478	274	189	463

* Les enseignants au pré-élémentaire sont inclus dans cette catégorie.

** La comparaison des diplômes détenus par les enseignants pour l'année 1968-69 s'avère difficile car il nous a été impossible de classifier les baccalauréats par disciplines. Il en résulte que tous les diplômes qui ne sont pas de type universitaire ou pédagogique sont regroupés dans une seule catégorie résiduelle appelée: autres diplômes.

Tableau 14 **Répartition du personnel administratif et professionnel non-enseignant selon le type de service et le diplôme pour l'année 1969-70**

DIPLOME OBTENU / TYPE DE SERVICE		BREVET D'ENSEIGNEMENT	BACC. OU LIC. EN PEDAGOGIE	COURS TECHNIQUE ET SPECIALISE	ADMINIS-TRATION	TOTAL	EN INSTANCE DE PERFECTIONNEMENT	
							N	%
Administration pédagogique		7	16	1	4	28	(14)	50
Education permanente		3	1	3	0	7	(6)	85
Service aux étudiants		2	2	4	0	8	(3)	38
TOTAL	N	(12)	(19)	(8)	(4)	(43)	(23)	53
	%	28.5%	43.0%	19.0%	9.5%	100%		

ANNEXE D

LE FINANCEMENT

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 1 Evolution des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)=(1)-(2)	
	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel
1965 - 66	6265	---	1476	---	4789	---
1966 - 67	7429	18.6%	2145	45.3%	5284	10.3%
1967 - 68	9331	25.6%	3022	40.9%	6309	19.4%
1968 - 69	10079	8.0%	3683	21.9%	6396	1.4%
1969 - 70	10639	5.6%	3929	6.7%	6710	4.9%
Accroissement annuel moyen	---	14.3%	---	27.8%	---	8.8%

Tableau 2 Répartition des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R.	Dépenses totales brutes (élémentaires) (3)/(1)
1965 - 66	100%	24%	76%
1966 - 67	100%	29%	71%
1967 - 68	100%	32%	68%
1968 - 69	100%	37%	63%
1969 - 70	100%	37%	63%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 3 Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $ 000	Salaires totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant $ 000	Accroissement annuel	
1965 - 66	4789	2806	---	59%
1966 - 67	5284	3227	15.0%	61%
1967 - 68	6309	3907	21.1%	62%
1968 - 69	6396	3820	- 2.2%	60%
1969 - 70	6710	4234	10.8%	63%
Accroissement annuel moyen	---	---	11.1%	---

Tableau 4 Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Dépenses et revenus en $000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèle scolaire (4)	Coût par élève (5)(3):(4)
1965 - 66	4789	513	4276	14633	$292
1966 - 67	5284	526	4758	14614	$326
1967 - 68	6309	520	5789	14364	$403
1968 - 69	6396	711	5685	14039	$405
1969 - 70	6710	618	6092	13039	$467

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 5 Evolution des revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	2677	---	3026	---	528	---	6231	---
1966 - 67	2822	5.4%	4057	34.1%	537	1.7%	7416	19.0%
1967 - 68	3107	10.1%	5325	31.3%	580	8.0%	9012	21.5%
1968 - 69	3179	2.3%	5887	10.6%	860	48.3%	9926	10.1%
1969 - 70	3154	- 0.8%	6788	15.3%	656	-23.5%	10598	6.8%
Accroissement annuel moyen	---	4.5%	---	22.5%	---	5.3%	---	14.3%

Tableau 6 Répartition des divers revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Revenus / Années	Imposition	Subventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	43%	49%	8%	100%
1966 - 67	38%	55%	7%	100%
1967 - 68	35%	59%	6%	100%
1968 - 69	32%	59%	9%	100%
1969 - 70	30%	64%	6%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 7 Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Imposition foncière / Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965 - 66	1321	49%	---	1356	51%	---
1966 - 67	1306	46%	- 1.1%	1516	54%	11.8%
1967 - 68	1423	46%	9.0%	1684	54%	11.1%
1968 - 69	1503	47%	5.6%	1676	53%	0.5%
1969 - 70	1511	48%	0.5%	1643	52%	- 2.0%
Accroissement annuel moyen	---	---	3.4%	---	---	5.2%

Tableau 8 Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. DU CUIVRE

Subventions / Années	Subventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965 - 66	1766	58%	---	1260	42%	---
1966 - 67	1667	41%	- 5.6%	2390	59%	89.7%
1967 - 68	1619	30%	- 2.9%	3706	70%	55.1%
1968 - 69	1524	26%	- 5.9%	4363	74%	17.7%
1969 - 70	1328	20%	-12.9%	5460	80%	25.1%
Accroissement annuel moyen	---	---	- 6.8%	---	---	42.8%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 9 Evolution des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)=(1)-(2)	
	Montants $000	Accrois. annuel	Montants $000	Accrois. annuel	Montants $000	Accrois. annuel
1965 - 66	4190	---	860	---	3330	---
1966 - 67	5199	24.1%	1394	62.1%	3805	14.3%
1967 - 68	6536	25.7%	1835	31.6%	4701	23.5%
1968 - 69	7834	19.9%	2828	54.1%	5006	6.5%
1969 - 70	8625	10.1%	3219	13.8%	5406	8.0%
Accroissement annuel moyen	---	19.8%	---	38.9%	---	12.8%

Tableau 10 Répartition des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R.	Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)/(1)
1965 - 66	100%	21%	79%
1966 - 67	100%	27%	73%
1967 - 68	100%	28%	72%
1968 - 69	100%	36%	64%
1969 - 70	100%	37%	63%

Tableau 11 Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $ 000	Salaires totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant $ 000	Accroissement annuel	
1965 - 66	3330	1806	---	54%
1966 - 67	3805	2235	23.7%	59%
1967 - 68	4701	2797	25.0%	59%
1968 - 69	5006	3044	8.8%	61%
1969 - 70	5406	3490	14.7%	65%
Accroissement annuel moyen	---	---	17.9%	---

Tableau 12 Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Dépenses et revenus en $000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèle scolaire (4)	Coût par élève (5)(3):(4)
1965 - 66	3330	211	3119	8994	$347
1966 - 67	3805	253	3552	10340	$344
1967 - 68	4701	276	4425	10652	$416
1968 - 69	5006	331	4675	10782	$434
1969 - 70	5406	344	5062	10632	$476

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 13 Evolution des revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	1476	---	2531	---	241	---	4248	---
1966 - 67	1670	13.1%	2806	10.9%	336	39.4%	4812	13.3%
1967 - 68	2049	22.7%	3951	40 8%	352	4.8%	6352	32.0%
1968 - 69	2273	10.9%	4514	14.2%	772	119.3%	7559	19.0%
1969 - 70	2269	- 0.2%	5590	23.8%	453	- 41.3%	8312	10.0%
Accroissement annuel moyen	---	10.8%	---	21.9%	---	17.1%	---	18.3%

Tableau 14 Répartition des divers revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Revenus / Années	Imposition	Subventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	35%	56%	9%	100%
1966 - 67	35%	58%	7%	100%
1967 - 68	32%	62%	6%	100%
1968 - 69	30%	60%	10%	100%
1969 - 70	27%	67%	6%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 15 Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Imposition foncière / Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965-66	757	51%	---	719	49%	---
1966-67	745	45%	- 1.6%	925	55%	28.6%
1967-68	815	40%	9.4%	1234	60%	33.4%
1968-69	943	41%	15.7%	1330	59%	7.8%
1969-70	937	41%	- 0.6%	1332	59%	0.2%
Accroissement annuel moyen	---	---	5.4%	---	---	16.8%

Tableau 16 Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. HARRICANA

Subventions / Années	Subventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $000	% Subv. Totales	Accrois. annuel	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965-66	1467	58%	---	1064	42%	---
1966-67	1237	44%	-15.7%	1569	56%	47.5%
1967-68	1172	30%	- 5.3%	2779	70%	78.6%
1968-69	1102	24%	- 6.0%	3412	76%	22.8%
1969-70	1153	21%	4.6%	4437	79%	30.0%
Accroissement annuel moyen	---	---	- 5.9%	---	---	42.8%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 17 Evolution des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)=(1)-(2)	
	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel
1965 - 66	2336	---	549	---	1787	---
1966 - 67	3169	35.7%	804	46.5%	2365	32.3%
1967 - 68	3957	24.9%	1244	54.7%	2713	14.7%
1968 - 69	4559	15.2%	1857	49.3%	2702	- 0.4%
1969 - 70	5572	22.2%	2209	19.0%	3363	24.5%
Accroissement annuel moyen	---	24.5%	---	41.8%	---	17.0%

Tableau 18 Répartition des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R. (2)/(1)	Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)/(1)
1965 - 66	100%	24%	76%
1966 - 67	100%	25%	75%
1967 - 68	100%	31%	69%
1968 - 69	100%	41%	59%
1969 - 70	100%	40%	60%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 19 Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $000	Salaire totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant $000	Accroissement annuel	
1965-66	1787	963	---	54%
1966-67	2365	1396	45.0%	59%
1967-68	2713	1595	14.3%	59%
1968-69	2702	1583	- 0.8%	59%
1969-70	3363	2089	32.0%	62%
Accroissement annuel moyen	---	---	21.4%	---

Tableau 20 Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Dépenses et revenus en $000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèles scolaires (4)	coût par élève (5)(3):(4)
1965-66	1787	142	1645	7147	$230
1966-67	2365	218	2147	7424	$289
1967-68	2713	125	2588	7313	$354
1968-69	2702	131	2571	6838	$376
1969-70	3363	121	3242	6756	$480

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 21 Evolution des revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	592	---	1524	---	147	---	2263	---
1966 - 67	577	- 2.5%	2187	43.5%	222	51.0%	2986	31.9%
1967 - 68	626	8.5%	3207	46.6%	128	-42.3%	3961	32.7%
1968 - 69	688	9.9%	3676	14.6%	145	13.3%	4509	13.8%
1969 - 70	768	5.5%	4578	24.5%	155	6.9%	5501	22.0%
Accroissement annuel moyen	---	6.8%	---	31.6%	---	1.5%	---	24.7%

Tableau 22 Répartition des divers revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Revenus / Années	Imposition	Subventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	26%	67%	7%	100%
1966 - 67	19%	73%	8%	100%
1967 - 68	16%	81%	3%	100%
1968 - 69	15%	82%	3%	100%
1969 - 70	14%	83%	3%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 23 Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Imposition foncière / Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965 - 66	499	84%	---	93	16%	---
1966 - 67	511	89%	2.4%	66	11%	-29.0%
1967 - 68	555	89%	8.6%	71	11%	7.6%
1968 - 69	613	89%	10.5%	75	11%	5.6%
1969 - 70	692	90%	11.4%	76	10%	1.3%
Accroissement annuel moyen	---	---	8.1%	---	---	- 5.1%

Tableau 24 Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LALONDE

Subventions / Années	Subventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965 - 66	944	62%	---	580	38%	---
1966 - 67	1027	47%	8.8%	1160	53%	100.0%
1967 - 68	984	31%	- 4.2%	2223	69%	91.6%
1968 - 69	881	24%	-10.5%	2795	76%	25.7%
1969 - 70	1154	25%	31.0%	3424	75%	22.5%
Accroissement annuel moyen	---	---	5.0%	---	---	55.7%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 25 Evolution des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)=(1)-(2)	
	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel
1965 - 66	3710	---	1085	---	2625	---
1966 - 67	4217	13.7%	1387	27.8%	2830	7.8%
1967 - 68	5082	20.5%	1962	41.5%	3120	10.2%
1968 - 69	5175	1.8%	1897	- 3.3%	3278	5.1%
1969 - 70	5537	7.2%	2140	12.8%	3397	3.6%
Accroissement annuel moyen	---	10.4%	---	18.7%	---	6.3%

Tableau 26 Répartition des dépenses des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R. (2)/(1)	Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)/(1)
1965 - 66	100%	29%	71%
1966 - 67	100%	33%	67%
1967 - 68	100%	39%	61%
1968 - 69	100%	37%	63%
1969 - 70	100%	39%	61%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 27 Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $ 000	Salaires totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant $ 000	Accroissement annuel	
1965 - 66	2625	1394	---	53%
1966 - 67	2830	1661	19.1%	59%
1967 - 68	3120	1915	15.3%	61%
1968 - 69	3278	2010	5.0%	61%
1969 - 70	3397	2358	17.3%	69%
Accroissement annuel moyen	---	---	14.1%	---

Tableau 28 Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Dépenses et revenus en $000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèle scolaire (4)	coût par élève (5)(3):(4)
1965 - 66	2625	269	2356	7456	$316
1966 - 67	2830	294	2536	7494	$338
1967 - 68	3120	238	2882	7471	$386
1968 - 69	3278	252	3026	7147	$423
1969 - 70	3397	239	3158	6720	$470

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 29 Evolution des revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	1141	---	2189	---	328	---	3658	---
1966 - 67	1166	2.2%	2706	23.6%	323	- 1.5%	4195	14.7%
1967 - 68	1337	14.7%	3441	27.2%	280	-16.4%	5058	20.6%
1968 - 69	1376	2.9%	3356	-2.5%	291	3.9%	5023	-0.7%
1969 - 70	1413	2.7%	3810	13.5%	284	- 2.4%	5507	9.6%
Accroissement annuel moyen	---	5.1%	---	14.7%	---	- 3.7%	---	10.8%

Tableau 30 Répartition des divers revenus des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Revenus / Années	Imposition	Subventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	31%	60%	9%	100%
1966 - 67	28%	64%	8%	100%
1967 - 68	26%	68%	6%	100%
1968 - 69	27%	67%	6%	100%
1969 - 70	26%	69%	5%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 31 Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Imposition foncière / Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965 - 66	780	68%	---	361	32%	---
1966 - 67	771	66%	- 1.1%	395	34%	9.4%
1967 - 68	887	66%	15.0%	450	34%	13.9%
1968 - 69	905	66%	2.0%	471	34%	4.7%
1969 - 70	925	65%	2.2%	488	35%	3.6%
Accroissement annuel moyen	---	---	4.3%	---	---	7.8%

Tableau 32 Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. situées dans le territoire de la C.S.R. LA VERENDRYE

Subventions / Années	Subventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel	Montant $000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965 - 66	1005	46%	---	1184	54%	---
1966 - 67	945	35%	- 6.0%	1761	65%	48.7%
1967 - 68	825	24%	-12.7%	2616	76%	48.6%
1968 - 69	740	22%	-10.3%	2616	78%	Nil %
1969 - 70	598	16%	-19.2%	3212	84%	22.8%
Accroissement annuel moyen	---	---	-12.1%	---	---	28.3%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 33 Evolution des dépenses des C.S.L. Catholiques et communes

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)=(1)-(2)	
	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel	Montants $ 000	Accrois. annuel
1965 - 66	15555	---	3970	---	11585	---
1966 - 67	19045	22.4%	5730	44.3%	13315	14.9%
1967 - 68	23847	25.3%	8063	40.7%	15784	18.5%
1968 - 69	26527	11.2%	10265	27.3%	16262	3.0%
1969 - 70	29197	10.1%	11497	12.0%	17700	8.8%
Accroissement annuel moyen	---	18.0%	---	30.5%	---	11.1%

Tableau 34 Répartition des dépenses des C.S.L. Catholiques et communes

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R. (2)/(1)	Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)/(1)
1965 - 66	100%	26%	74%
1966 - 67	100%	30%	70%
1967 - 68	100%	34%	66%
1968 - 69	100%	39%	61%
1969 - 70	100%	39%	61%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 35 — Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. Catholiques et communes

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $ 000	Salaires totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant	Accroissement annuel	
1965 - 66	11585	6365	---	55%
1966 - 67	13315	7915	24.4%	59%
1967 - 68	15784	9400	18.8%	60%
1968 - 69	16262	9724	3.5%	60%
1969 - 70	17700	11445	17.7%	65%
Accroissement annuel moyen	---	---	15.8%	---

Tableau 36 — Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. Catholiques et communes

Dépenses et revenus en $ 000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèle scolaire (4)	Coût par élève (5) (5): (4)
1965 - 66	11585	1038	10547	36245	$291
1966 - 67	13315	1197	12118	37939	$319
1967 - 68	15784	1070	14714	38041	$387
1968 - 69	16262	1313	14949	37082	$403
1969 - 70	17700	1193	16507	35677	$463

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 37 Evolution des revenus des C.S.L. Catholiques et communes

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	5440	---	8905	---	1135	---	15478	---
1966 - 67	5798	6.6%	11353	27.5%	1291	13.9%	18442	19.1%
1967 - 68	6680	15.2%	15477	36.3%	1198	-7.2%	23355	26.6%
1968 - 69	7059	5.7%	16989	9.8%	1861	55.3%	25909	10.9%
1969 - 70	7192	1.9%	20188	18.8%	1383	-25.7%	28763	11.0%
Accroissement annuel moyen	---	7.3%	---	22.9%	---	5.3%	---	16.8%

Tableau 38 Répartition des divers revenus des C.S.L. Catholiques et communes

Revenus / Années	Imposition	Suventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	35%	58%	7%	100%
1966 - 67	31%	62%	7%	100%
1967 - 68	29%	66%	5%	100%
1968 - 69	27%	66%	7%	100%
1969 - 70	25%	70%	5%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 39 — Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. Catholiques et communes

Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $ 000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $ 000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965 - 66	3131	58%	---	2309	42%	---
1966 - 67	3111	54%	-0.6%	2687	46%	16.4%
1967 - 68	3450	52%	10.9%	3230	48%	20.2%
1968 - 69	3713	53%	7.6%	3346	47%	3.6%
1969 - 70	3841	53%	3.5%	3351	47%	0.1%
Accroissement annuel moyen	---	---	5.3%	---	---	9.9%

Tableau 40 — Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. Catholiques et communes

Suventions / Années	Suventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $ 000	% Subv. totales	Accrois. annuel	Montant $ 000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965 - 66	4985	56%	--	3920	44%	---
1966 - 67	4688	41%	-6.0%	6665	59%	70.0%
1967 - 68	4448	29%	-5.1%	11029	71%	65.5%
1968 - 69	4110	24%	-7.6%	12879	76%	16.7%
1969 - 70	3855	19%	-6.2%	16327	81%	26.8%
Accroissement annuel moyen	---	---	-6.1%	---	---	44.9%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 41 Evolution des dépenses des C.S.L. protestantes et dissidentes

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (1)		Répartitions versées à la CSR (2)		Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)-(1)-(2)	
	Montant $ 000	Accrois. annuel	Montant $ 000	Accrois. annuel	Montant $ 000	Accrois. annuel
1965 - 66	946	---	---	---	946	---
1966 - 67	969	2.4%	---	---	969	2.4%
1967 - 68	1059	9.3%	---	---	1059	9.3%
1968 - 69	1120	5.8%	---	--	1120	5.8%
1969 - 70	1176	5.0%	---	---	1176	5.0%
Accroissement annuel moyen	---	5.3%	---	---		5.3%

Tableau 42 Répartition des dépenses des C.S.L. protestantes et dissidentes

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes (1)/(1)	Répartitions versées à la C.S.R. (2)/(1)	Dépenses totales brutes (élémentaire) (3)/(1)
1965 - 66	100%	---	100%
1966 - 67	100%	---	100%
1967 - 68	100%	---	100%
1968 - 69	100%	---	100%
1969 - 70	100%	---	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 43 Evolution et répartition de la masse salariale versée par les C.S.L. protestantes et dissidentes

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes (élémentaire) $ 000	Salaires totaux versés		Pourcentage des salaires par rapport aux dépenses
		Montant $ 000	Accroissement annuel	
1965 - 66	946	604	---	64%
1966 - 67	969	610	1.0%	63%
1967 - 68	1059	814	33.4%	77%
1968 - 69	1120	733	10.0%	65%
1969 - 70	1176	726	1.0%	62%
Accroissement annuel moyen	---	---	4.8%	---

Tableau 44 Détermination et évolution des coûts / élèves spécifiques aux C.S.L. protestantes et dissidentes

Dépenses et revenus en $ 000 / Années	Dépenses totales brutes (1) (élémentaire)	Revenus de (2) services	Dépenses totales nettes (3)=(1)-(2)	Clientèle scolaire (4)	Coût par élève (5)(3):(4)
1965 - 66	946	97	849	1985	$428
1966 - 67	969	94	875	1933	$453
1967 - 68	1059	89	970	1759	$551
1968 - 69	1120	112	1008	1724	$585
1969 - 70	1176	129	1047	1679	$624

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 45 Evolution des revenus des C.S.L. protestantes et dissidentes

Revenus / Années	Imposition		Subventions du Gouvernement		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel
1965 - 66	446	---	365	---	111	---	922	---
1966 - 67	437	-2.0%	403	10.4%	127	14.4%	967	4.9%
1967 - 68	439	0.5%	447	10.9%	142	11.8%	1028	6.3%
1968 - 69	457	4.1%	444	0.7%	207	45.8%	1108	7.8%
1969 - 70	412	-9.8%	584	31.5%	165	-20.3%	1161	4.8%
Accroissement annuel moyen	---	-2.0%	---	12.8%	---	10.5%	---	5.4%

Tableau 46 Répartition des divers revenus des C.S.L. protestantes et dissidentes

Revenus / Années	Imposition	Subventions du Gouvernement	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	48%	40%	12%	100%
1966 - 67	45%	42%	13%	100%
1967 - 68	43%	44%	13%	100%
1968 - 69	41%	40%	19%	100%
1969 - 70	36%	50%	14%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 47 Evolution et répartition de l'Imposition des C.S.L. protestantes et dissidentes

Imposition foncière / Années	Imposition des particuliers			Imposition des sociétés		
	Montant $ 000	% Impôt total	Accrois. annuel	Montant $ 000	% Impôt total	Accrois. annuel
1965 - 66	226	51%	---	220	49%	---
1966 - 67	222	51%	- 1.8%	215	49%	-2.3%
1967 - 68	230	52%	3.6%	209	48%	-2.8%
1968 - 69	251	55%	9.1%	206	45%	-1.4%
1969 - 70	224	54%	-10.8%	188	46%	-8.7%
Accroissement annuel moyen	---	---	0.2%	---	---	-3.9%

Tableau 48 Evolution et répartition des subventions versées aux C.S.L. protestantes et dissidentes

Subventions / Années	Subventions Statutaires			Subventions d'équilibre budgétaire		
	Montant $ 000	% Subv. totales	Accrois. annuel	Montant $ 000	% Subv. totales	Accrois. annuel
1965 - 66	197	54%		168	46%	---
1966 - 67	188	47%	- 4.6%	215	53%	28.0%
1967 - 68	152	34%	-19.1%	295	66%	37.2%
1968 - 69	137	31%	- 9.9%	307	69%	4.1%
1969 - 70	135	23%	- 1.5%	449	77%	46.2%
Accroissement annuel moyen	---	---	- 9.0%	---	---	27.9%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 49 Evolution des dépenses de la C.S.R. Du Cuivre

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes		Masse salariale totale		% de la masse salariale par rapport aux dépenses totales
	Montant $ 000	Accrois. annuel	Montant $ 000	Accrois. annuel	
1965 - 66	2392	---	1433	---	60%
1966 - 67	3222	34.6%	2042	42.5%	63%
1967 - 68	4050	25.7%	2413	18.2%	60%
1968 - 69	5309	31.1%	3283	36.0%	62%
1969 - 70	5866	10.5%	3584	9.2%	61%
Accroissement annuel moyen	---	25.3%	---	25.9%	---

Tableau 50 Répartition, selon les fonctions, des salaires versés par la C.S.R. Du Cuivre

Dépenses / Années	Cadres et professionnel non enseignant	Principaux et adjoints	Pers. Enseig.	P. adminis. technique et de secrétariat	Salaires totaux
1965 - 66	8.0%	6.0%	85.0%	1%	100%
1966 - 67	9.0%	6.0%	80.0%	5%	100%
1967 - 68	8.0%	7.0%	79.0%	6%	100%
1968 - 69	9.0%	5.0%	76.0%	10%	100%
1969 - 70	10.0%	6.0%	75.0%	9%	100%
Accroissement annuel moyen	33.6%	25.6%	20.4%	142%	25.9%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 51 Evolution des dépenses totales nettes* de la C.S.R. Du Cuivre

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes	Dépenses Education Permanente	Revenus de Services	Dépenses totales nettes (enseignement régulier)
1965 - 66	2392	6	94	2292
1966 - 67	3222	34	155	3303
1967 - 68	4050	177	119	3754
1968 - 69	5309	323	161	4825
1969 - 70	5866	329	228	5309

* à l'exclusion des dépenses d'éducation permanente

Tableau 52 Evolution selon les années des coûts-élèves de la C.S.R. Du Cuivre

Coûts et clientèle / Années	Dépenses totales nettes $000	Clientèle	Coût net par élève
1965 - 66	2292	4311	$532.
1966 - 67	3303	4870	$623.
1967 - 68	3754	5148	$729.
1968 - 69	4825	6104	$790.
1969 - 70	5309	6465	$821.
Accroissement annuel moyen	25.2%	10.8%	11.6%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 53 Evolution des revenus de la C.S.R. Du Cuivre

Revenus $000 / Années	Subventions statutaires		Répartitions des C.S.L.		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel
1965 - 66	911	---	1476	---	94	---	2481	---
1966 - 67	1022	12.2%	2145	45.3%	155	64.9%	3322	33.9%
1967 - 68	1233	20.6%	3022	40.9%	119	-23.2%	4374	31.7%
1968 - 69	1606	30.2%	3683	21.9%	161	35.3%	5450	24.6%
1969 - 70	1709	6.4%	3929	6.6%	228	41.6%	5866	7.6%
Accroissement annuel moyen	---	17.0%	---	27.7%	---	24.6%	---	24.0%

Tableau 54 Répartition des revenus de la C.S.R. Du Cuivre

Revenus / Années	Subventions Statutaires	Répartitions des C.S.L.	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	37%	59%	4%	100%
1966 - 67	31%	65%	4%	100%
1967 - 68	28%	69%	3%	100%
1968 - 69	29%	68%	3%	100%
1969 - 70	29%	67%	4%	100%

NIVEAU ELEMENTAIRE

Tableau 55 Evolution des dépenses de la C.S.R. Harricana

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes		Masse salariale totale		% de la masse salariale par rapport aux dépenses totales
	Montant $ 000	Accrois. annuel	Montant $ 000	Accrois. annuel	
1965 - 66	1399	---	838	---	60%
1966 - 67	2217	58.4%	1338	59.4%	60%
1967 - 68	2882	29.9%	1783	33.4%	62%
1968 - 69	3738	29.7%	2348	31.6%	63%
1969 - 70	4535	21.3%	2797	19.1%	62%
Accroissement annuel moyen	---	34.2%	---	35.0%	---

Tableau 56 Répartition, selon les fonctions, des salaires versés parla C.S.R. Harricana

Dépenses / Années	Cadres et professionnel non enseignant	Principaux et adjoints	Pers. Enseig.	P. adminis. technique et de secrétariat	Salaires totaux
1965 - 66	6.0%	6.0%	84.0%	3.0%	100.0%
1966 - 67	9.0%	8.0%	78.0%	5.0%	100.0%
1967 - 68	10.0%	7.0%	76.0%	7.0%	100.0%
1968 - 69	11.0%	6.0%	74.0%	9.0%	100.0%
1969 - 70	11.0%	6.0%	74.0%	9.0%	100.0%
Accroissement annuel moyen	60.1%	32.3%	30.8%	80.3%	35.0%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 57 Evolution des dépenses totales nettes* de la C.S.R. Harricana

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes	Dépenses Education Permanente	Revenus de Services	Dépenses totales nettes (enseignement régulier)
1965 - 66	1399	---	66	1333
1966 - 67	2217	31	124	2062
1967 - 68	2882	76	154	2652
1968 - 69	3738	162	185	3391
1969 - 70	4535	188	264	4083

* à l'exclusion des dépenses d'éducation permanente

Tableau 58 Evolution selon les années des coûts-élèves de la C.S.R. Harricana

Coûts et clientèle / Années	Dépenses totales nettes $000	Clientèle	Coût net par élève
1965 - 66	1333	2334	$571
1966 - 67	2062	3192	$646
1967 - 68	2652	3565	$850
1968 - 69	3391	4130	$821
1969 - 70	4083	4406	$927
Accroissement annuel moyen	32.2%	17.0%	12.8%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 59 Evolution des revenus de la C.S.R. Harricana

Dépenses $000 / Années	Subventions Statutaires		Répartitions des C.S.L.		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel
1965 - 66	565	---	866	---	66	---	1491	---
1966 - 67	746	32.0%	1394	62.1%	124	87.8%	2264	51.8%
1967 - 68	877	17.5%	1835	31.6%	154	24.1%	2866	26.5%
1968 - 69	928	5.8%	2828	54.1%	185	20.1%	3941	37.5%
1969 - 70	1052	13.3%	3219	13.8%	264	42.7%	4535	15.0%
Accroissement annuel moyen	---	16.9%	---	38.9%	---	41.4%	---	32.0%

Tableau 60 Répartition des revenus de la C.S.R. Harricana

Revenus / Année	Subventions Statutaires	Répartitions des C.S.L.	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	38%	58%	4%	100%
1966 - 67	33%	62%	5%	100%
1967 - 68	31%	64%	5%	100%
1968 - 69	24%	72%	4%	100%
1969 - 70	23%	71%	6%	100%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 61 Evolution des dépenses de la C.S.R. LALONDE

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes		Masse salariale totale		% de la masse salariale par rapport aux dépenses totales
	Montant $000	Accrois. annuel	Montant $000	Accrois. annuel	
1965 - 66	1060	---	562	---	53%
1966 - 67	1466	38.3%	852		58%
1967 - 68	2050	39.8%	1250		61%
1968 - 69	3007	46.7%	1893		63%
1969 - 70	3700	23.0%	2279		62%
Accroissement annuel moyen	---	36.8%	---	44.2%	---

Tableau 62 Répartition, selon les fonctions, des salaires versés par la C.S.R. LALONDE

Dépenses / Années	Cadre et professionnel non-enseignant	Principaux et adjoints	Pers. Enseig.	P. adminis. technique et de secrétarial	Salaires totaux
1965 - 66	7.0%	5.0%	86.0%	2%	100.0%
1966 - 67	9.0%	3.0%	84.0%	4%	100.0%
1967 - 68	8.0%	5.0%	72.0%	15%	100.0%
1968 - 69	8.0%	5.0%	71.0%	16%	100.0%
1969 - 70	10.0%	6.0%	69.0%	15%	100.0%
Accroissement annuel moyen	54.9%	49.0%	34.3%	127%	44.2%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 63 Evolution des dépenses totales nettes* de la C.S.R. Lalonde

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes	Dépenses Education Permanente	Revenus de Services	Dépenses totales nettes (enseignement régulier)
1965 - 66	1060	3	47	1010
1966 - 67	1466	15	28	1423
1967 - 68	2050	48	76	1926
1968 - 69	3007	188	166	2653
1969 - 70	3700	177	192	3331

* à l'exclusion des dépenses d'éducation permanente

Tableau 64 Evolution selon les années des coûts-élèves de la C.S.R. Lalonde

Coûts et clientèle / Années	Dépenses totales nettes $000	Clientèle	Coût net par élève
1965 - 66	1010	1962	$515
1966 - 67	1423	2257	$630
1967 - 68	1926	2790	$690
1968 - 69	2653	3396	$781
1969 - 70	3331	3850	$865
Accroissement annuel moyen	35.2%	18.4%	13.6%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 65 Evolution des revenus de la C.S.R. Lalonde

Revenus $000 / Années	Subventions Statutaires		Répartitions des C.S.L.		Autres Revenus		Revenus Totaux	
	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel
1965 - 66	513	---	549	---	47	---	1109	---
1966 - 67	625	21.8%	804	46.4%	28	- 40.4%	1457	31.3%
1967 - 68	809	29.4%	1244	54.7%	76	171.4%	2129	46.1%
1968 - 69	1127	39.3%	1857	49.2%	166	118.4%	3150	47.9%
1969 - 70	1299	15.2%	2209	18.9%	192	15.6%	3700	17.5%
Accroissement annuel moyen	---	26.1%	---	42.4%	---	42.0%	---	35.1%

Tableau 66 Répartition des revenus de la C.S.R. Lalonde

Revenus / Années	Subventions Statutaires	Répartitions des C.S.L.	Autres Revenus	Revenus Totaux
1965 - 66	46%	50%	4%	100%
1966 - 67	43%	55%	2%	100%
1967 - 68	38%	58%	4%	100%
1968 - 69	36%	59%	5%	100%
1969 - 70	35%	60%	5%	100%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 67 Evolution des dépenses de la C.S.R. La Vérendrye

Dépenses / Années	Dépenses totales brutes		Masse salariale totale		% de la masse salariale par rapport aux dépenses totales
	Montant $ 000	Accrois. annuel	Montant $ 000	Accrois. annuel	
1965 - 66	1581	---	1065	---	67%
1966 - 67	2038	29.7%	1398	31.2%	68%
1967 - 68	2707	32.8%	1779	27.2%	66%
1968 - 69	2772	2.4%	1922	8.0%	69%
1969 - 70	3144*	13.4%	**	---	---
Accroissement annuel moyen	---	18.8%	---	21.8%	---

* Estimations

** Données non disponibles

Tableau 68 Répartition selon les fonctions, des salaires versés par la C.S.R. La Vérendrye.

Dépenses / Années	Cadres et professionnel non enseignant	Principaux et adjoints	Pers. Enseig.	P. adminis. technique et de secrétariat	Salaires totaux
1965 - 66	10%	6%	80%	4%	100%
1966 - 67	11%	6%	76%	7%	100%
1967 - 68	9%	5%	74%	12%	100%
1968 - 69	10%	5%	73%	12%	100%
1969 - 70	**	**	**	**	100%
Accroissement annuel moyen	24.7%	11.2%	18.1%	71.6%	21.8%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 69 Evolution des dépenses totales nettes(1) de la C.S.R. La Vérendrye

Dépenses $000 / Années	Dépenses totales brutes	Dépenses Education Permanente	Revenus de Services	Dépenses totales nettes (enseignement régulier)
1965 - 66	1581	8	38	1535
1966 - 67	2038	40	53	1945
1967 - 68	2707	95	134	2478
1968 - 69	2772	136	189	2447
1969 - 70	3144*	171	200*	2773*

(1) à l'exclusion des dépenses d'éducation permanente
* estimations

Tableau 70 Evolution selon les années des coûts-élèves de la C.S.R. La Vérendrye

Coûts et clientèle / Années	Dépenses totales nettes $000	Clientèle	Coût net par élève
1965 - 66	1535	2471	$621
1966 - 67	1945	2541	$765
1967 - 68	2478	2872	$863
1968 - 69	2447	3218	$760
1969 - 70	2773*	3314	$837*
Accroissement annuel moyen	15.9%	7.7%	8.9%

NIVEAU SECONDAIRE

Tableau 71 Evolution des revenus de la C.S.R. La Vérendrye

Revenus $000 / Années	Subventions Statutaires		Répartitions des C.S.L.		Autres revenus		Revenus totaux	
	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel	Montant	Accrois. annuel
1965 - 66	458	---	1085	---	38	---	1581	---
1966 - 67	558	21.8%	1387	27.8%	53	39.4%	1998	26.3%
1967 - 68	608	8.9%	1962	41.4%	134	152.8%	2704	35.3%
1968 - 69	781	28.4%	1897	- 3.3%	189	41.0%	2867	6.0%
1969 - 70	804*	3.0%	2140	12.8%	200*	5.8%	3144*	9.6%
Accroissement annuel moyen	---	15.1%	---	18.8%	---	51.2%	---	18.9%

* estimations

Tableau 72 Répartition des revenus de la C.S.R. La Vérendrye

Revenus / Années	Subventions Statutaires	Répartitions des C.S.L.	Autres revenus	Revenus totaux
1965 - 66	29%	69%	2%	100%
1966 - 67	28%	69%	3%	100%
1967 - 68	22%	73%	5%	100%
1968 - 69	27%	66%	7%	100%
1969 - 70	26%	68%	6%	100%

EDUCATION PERMANENTE (Secondaire)

Tableau 73 Evolution et répartition des dépenses d'éducation permanente de la C.S.R. DU CUIVRE

Dépenses / Années	Dépenses totales $ 000	Dépenses d'enseignement $ 000	Répartition des dépenses d'enseignement		
			professionnel	académique	éducation populaire
1965 - 66	6	5	55%	---	45%
1966 - 67	34	29	21%	22%	57%
1967 - 68	177	165	12%	73%	14%
1968 - 69	323	310	15%	81%	4%
1969 - 70	329	319	20%	75%	5%
Accroissement annuel moyen	172%	182%	---	---	---

Tableau 74 Evolution et répartition des dépenses d'éducation permanente de la C.S.R. HARRICANA

Dépenses / Années	Dépenses totales $ 000	Dépenses d'enseignement $ 000	Répartition des dépenses d'enseignement		
			professionnel	académique	éducation populaire
1965 - 66	---	---	---	---	---
1966 - 67	31	28	3%	90%	7%
1967 - 68	76	71	3%	71%	26%
1968 - 69	162	125	26%	67%	7%
1969 - 70	188	151	34%	58%	8%
Accroissement annuel moyen	146%	132%	---	---	---

EDUCATION PERMANENTE (Secondaire)

Tableau 75 — Evolution et répartition des dépenses d'éducation permanente de la C.S.R. Lalonde

Dépenses / Années	Dépenses totales $ 000	Dépenses d'enseignement $ 000	Répartition des dépenses d'enseignement		
			professionnel	académique	éducation populaire
1965 - 66	3	2	---	50%	50%
1966 - 67	14	12	---	49%	51%
1967 - 68	48	34	6%	86%	8%
1968 - 69	188	105	26%	70%	4%
1969 - 70	177	98	38%	56%	6%
Accroissement annuel moyen	180%	175%	---	---	---

Tableau 76 — Evolution et répartition des dépenses d'éducation permanente de la C.S.R. La Vérendrye

Dépenses / Années	Dépenses $ 000	Dépenses $ 000	Répartition des dépenses d'enseignement		
			professionnel	académique	éducation populaire
1965 - 66	8	7	---	100%	---
1966 - 67	40	30	---	100%	---
1967 - 68	95	74	---	89%	11%
1968 - 69	185	136	24%	72%	4%
1969 - 70	171	126	24%	72%	---
Accroissement annuel moyen	118%	109%	---	---	---

ANNEXE E

L'EQUIPEMENT SCOLAIRE

Tableau 1 Répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction.

Ecoles et classes / Années	ECOLES		CLASSES		Nombre moyen de classes par école
	Nombre	%	Nombre	%	
Avant 1944	15	17	123	18	9.4
1944 - 1953	20	26	182	27	9.1
1954 - 1963	43	56	321	47	7.5
Après 1963	1	1	56	8	56.0
TOTAL	77	100	682	100	8.9

Tableau 2 Répartition des locaux des C.S.L. selon l'utilisation et le secteur d'aménagement.

Secteurs aménagement / Locaux		ROUYN	TEMISCAMINGUE	TOTAL C.S.R.
Utilisation par les C.S.L.	N	542	387	929
	%	81%	71%	76%
Locaux loués par les C.S.L.	N	103	84	187
	%	15%	15%	15%
Locaux vacants	N	28	73	101
	%	4%	14%	9%
Total des locaux	N	673	544	1217
	%	100%	100%	100%

Tableau 3 Répartition des locaux appartenant aux C.S.L., selon les secteurs d'aménagement.

Secteurs d'aménagement / LOCAUX	ROUYN		LAC TEMISCAMINGUE		TOTAL C.S.R.	
Nombre d'écoles	48		29		77	
N. Total de locaux	673		544		1217	
(1) % d'utilisation	81%	(542)	71%	(387)	76%	(929)
(2) % de location	15%	(103)	15%	(84)	15%	(187)
(3) % de vacance	4%	(28)	14%	(73)	9%	(101)
N. locaux de classes	410		272		682	
% d'utilisation	82%	(335)	66%	(179)	75%	(514)
% de location	15%	(61)	19%	(52)	17%	(113)
% de vacance	3%	(14)	15%	(41)	8%	(55)
N. locaux d'administration	55		46		101	
% d'utilisation	80%	(44)	63%	(29)	72%	(73)
% de location	16%	(9)	24%	(11)	20%	(20)
% de vacance	4%	(2)	13%	(6)	8%	(8)
N. locaux communautaires	208		226		434	
% d'utilisation	78%	(163)	79%	(179)	79%	(342)
% de location	16%	(33)	9%	(21)	12%	(54)
% de vacance	6%	(12)	12%	(26)	9%	(38)
Capacité totale (places-élèves)*	12300		8160		20460	
capacité utilisée	10050		5370		15420	
clientèle 1969-70	8036		4600		12636	
capacité louée	1830		1560		3390	
capacité vacante	420		1230		1650	

* Cette capacité théorique correspond à un rapport de 30 élèves par local de classe. Compte tenu de l'enfance exceptionnelle cette capacité est probablement une sur-estimation.

TERRITOIRE DE C.S.R. HARRICANA (Niveau élémentaire)

Tableau 4 Répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction.

Ecoles et classes / Années	ECOLES		CLASSES		Nombre moyen de classes par école
	Nombre	%	Nombre	%	
Avant 1944	1	2	3	1	3.0
1944 - 1953	20	30	134	24	6.7
1954 - 1963	40	61	325	58	8.1
Après 1963	5	7	92	17	18.4
TOTAL	66	100	554	100	8.4

Tableau 5 Répartition des locaux des C.S.L. selon l'utilisation et par secteur d'aménagement.

Secteurs aménagement / Locaux		AMOS	BARRAUTE SENNE-TERRE	MATAGAMI JOUTEL	LEBEL-SUR-QUEVILLON	CHAPAIS CHIBOUGAMAU	TOTAL C.S.R.
Utilisation par les C.S.L.	N	301	144	75	69	157	746
	%	81%	60%	100%	100%	79%	78%
Locaux loués par les C.S.L.	N	49	76	-	-	41	166
	%	13%	32%	-	-	21%	17%
Locaux vacants	N	22	19	-	-	1	42
	%	6%	8%	-	-	-	5%
Total des locaux	N	372	239	75	69	199	954
	%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 6 Répartition des locaux appartenant aux C.S.L., selon les secteurs d'aménagement.

Locaux \ Secteurs d'aménagement	AMOS	SENNETERRE-BARRAUTE	MATAGAMI-JOUTEL	LEBEL-SUR-QUEVILLON	CHAPAIS-CHIBOUGAMAU	TOTAL C.S.R.
Nombre d'écoles	31	20	2	2	11	66
N. Total de locaux	372	239	75	69	199	954
(1) % d'utilisation	81% (301)	60% (144)	100% (75)	100% (69)	79% (157)	78% (746)
(2) % de location	13% (49)	32% (76)	———	———	21% (41)	17% (166)
(3) % de vacance	6% (22)	8% (19)	———	———	———	5% (42)
N. locaux de classes	204	133	47	43	127	554
% d'utilisation	80% (164)	53% (70)	100% (47)	100% (43)	79% (100)	77% (424)
% de location	12% (25)	38% (50)	———	———	20% (26)	20% (101)
% de vacance	8% (15)	9% (13)	———	———	1% (1)	3% (29)
N. locaux d'administration	42	23	9	11	33	118
% d'utilisation	67% (28)	65% (15)	100% (9)	100% (11)	70% (23)	73% (86)
% de location	31% (13)	30% (7)	———	———	30% (10)	25% (30)
% de vacance	2% (1)	5% (1)	———	———	———	2% (2)
N. locaux communautaires	126	83	10	15	39	282
% d'utilisation	87% (109)	71% (59)	100% (19)	100% (15)	87% (34)	83% (236)
% de location	9% (11)	23% (19)	———	———	13% (5)	12% (35)
% de vacance	4% (6)	6% (5)	———	———	———	5% (11)
Capacité totale (places-élèves)[1]	6120	3990	1225	1290	3775	16400
capacité utilisée	4920	2100	1225	1290	2970	12505
clientèle 1969-70	4373	1980	675	755	2663	10446
capacité louée	750	1500	———	———	780	3030
capacité vacante	450	390	———	———	25	865

(1) Cette capacité théorique correspond à un rapport de 30 élèves par local de classe. Compte tenu de l'enfance exceptionnelle, cette capacité est probablement une sur-estimation.

TERRITOIRE DE C.S.R. LALONDE (Niveau élémentaire)

Tableau 7 Répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction.

Années / Ecoles et classes	ECOLES		CLASSES		Nombre moyen de classes par école
	Nombre	%	Nombre	%	
Avant 1944	6	13	19	6	3.2
1944-1953	13	29	105	31	8.1
1954-1963	26	58	208	62	8.0
Après 1963	-	-	4	1	N/A
TOTAL	45	100	336	100	7.5

Tableau 8 Répartition des locaux des C.S.L. selon l'utilisation et par secteur d'aménagement.

Locaux / Secteurs aménagement		LA FORET	BELLEFEUILLE	LAC ABITIBI	TOTAL C.S.R.
Utilisation par les C.S.L.	N	92	204	314	610
	%	73%	79%	87%	82%
Locaux loués par les C.S.L.	N	28	22	10	60
	%	22%	9%	3%	8%
Locaux vacants	N	6	32	35	73
	%	5%	12%	10%	10%
Total des locaux	N	126	258	359	743
	%	100%	100%	100%	100%

Tableau 9 Répartition des locaux appartenant aux C.S.L., selon les secteurs d'aménagement.

Locaux \ Secteurs d'aménagement	LA FORET		BELLEFEUILLE		LAC ABITIBI		TOTAL C.S.R.	
Nombre d'écoles	7		12		26		45	
N. Total de locaux	126		258		359		743	
% d'utilisation	73%	(92)	79%	(204)	87%	(314)	82%	(610)
% de location	22%	(28)	9%	(22)	3%	(10)	8%	(60)
% de vacance	5%	(6)	12%	(32)	10%	(35)	10%	(73)
N. locaux de classes	72		85		179		336	
% d'utilisation	71%	(51)	76%	(65)	87%	(155)	80%	(271)
% de location	22%	(16)	14%	(12)	4%	(7)	10%	(35)
% de vacance	7%	(5)	10%	(8)	9%	(17)	10%	(30)
N. locaux d'administration	11		14		28		53	
% d'utilisation	82%	(9)	71%	(10)	86%	(24)	81%	(43)
% de location	18%	(2)	14%	(2)	4%	(1)	9%	(5)
% de vacance	-		15%	(2)	10%	(3)	10%	(5)
N. locaux communautaires	43		159		152		354	
% d'utilisation	74%	(32)	81%	(129)	89%	(135)	84%	(296)
% de location	23%	(10)	5%	(8)	1%	(2)	6%	(20)
% de vacance	3%	(1)	14%	(22)	10%	(15)	10%	(38)
Capacité totale (places-élèves)[1]	2160		2550		5370		10080	
capacité utilisée	1530		1950		4650		8130	
clientèle 1969-70	1275		1541		3915		6731	
capacité louée	480		360		210		1050	
capacité vacante	150		240		510		900	

(1) Cette capacité théorique correspond à un rapport de 30 élèves par loca. Compte tenu de l'enfance exceptionnelle, cette capacité est probablement une sur-estimation.

TERRITOIRE DE C.S.R. LA VERENDRYE (Niveau élémentaire)

Tableau 10 Répartition des écoles et des locaux d'enseignement selon la date de construction.

Ecoles et classes / Années	ECOLES		CLASSES		Nombre moyen de classes par école
	Nombre	%	Nombre	%	
Avant 1944	5	19	54	16	10.8
1944 - 1953	14	54	149	44	10.6
1954 - 1963	7	27	123	37	17.6
Après 1963	-	-	9	3	N/A
TOTAL	26	100	335	100	12.8

Tableau 11 Répartition des locaux des C.S.L. selon l'utilisation et par secteur d'aménagement.

Locaux / Secteurs aménagement		MALARTIC	VAL D'OR	TOTAL C.S.R.
Utilisation par les C.S.L.	N	120	295	415
	%	69%	81%	77%
Locaux loués par les C.S.L.	N	39	67	106
	%	22%	18%	20%
Locaux vacants	N	15	5	20
	%	9%	1%	3%
Total des locaux	N	174	367	541
	%	100%	100%	100%

Tableau 12 **Répartition des locaux appartenant aux C.S.L., selon les secteurs d'aménagement.**

Locaux \ Secteurs d'aménagement	MALARTIC		VAL D'OR		TOTAL C.S.R.	
Nombre d'écoles	10		16		26	
N. Total de locaux	174		367		541	
(1) % d'utilisation	69%	(120)	81%	(295)	77%	(415)
(2) % de location	22%	(39)	18%	(67)	20%	(106)
(3) % de vacance	9%	(15)	1%	(5)	3%	(20)
N. locaux de classes	92		243		335	
% d'utilisation	59%	(54)	78%	(189)	73%	(243)
% de location	29%	(27)	20%	(49)	23%	(76)
% de vacance	12%	(11)	2%	(5)	4%	(16)
N. locaux d'administration	14		41		55	
% d'utilisation	50%	(7)	80%	(33)	73%	(40)
% de location	50%	(7)	20%	(8)	27%	(15)
% de vacance	-		-		-	
N. locaux communautaires	68		83		151	
% d'utilisation	87%	(59)	88%	(73)	87%	(132)
% de location	7%	(5)	12%	(10)	10%	(15)
% de vacance	6%	(4)	-		3%	(4)
Capacité totale (places-élèves)[1]	2760		7290		10050	
capacité utilisée	1620		5670		7290	
clientèle 1969-70	2090		4916		7006	
capacité louée	810		1470		2280	
capacité vacante	330		150		480	

(1) Cette capacité théorique correspond à un rapport de 30 élèves par local. Compte tenu de l'enfance exceptionnelle, cette capacité est probablement une sur-estimation.